
Commission parlementaire
des Affaires sociales
pour

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES ET
PARTICULIÈRES

OFFICE
DES PERSONNES HANDICAPÉES
DU QUÉBEC



Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

A11P41

E881

2002/03

Q2

P.500V.

lecture

sun place





ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
1. Organigramme du Ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.	1 – 2
2. Liste de toutes les publications du Ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :	3 à 6
➤ tirage;	
➤ coût;	
➤ distribution;	
➤ imprimeur.	
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2001 :	7 à 9
➤ endroits et dates du départ et du retour;	
➤ but du voyage;	
➤ personnes rencontrées;	
➤ coût;	
➤ noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre);	
➤ pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;	
➤ bilan et résultat des rencontres.	
4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :	10 à 12
➤ les sommes dépensées pour l'exercice financier 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003;	
➤ la ventilation des dépenses par types de médias;	
➤ les noms des fournisseurs;	
➤ le but visé par chaque dépense.	
5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :	13
➤ liste et coût;	
➤ copie des soumissions;	
➤ copie du questionnaire et du résultat;	
➤ firme ayant obtenu le contrat.	

6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du Ministère ou de l'organisme : 14 à 74
- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études;
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat.
7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant : 75
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final);
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant : 76 à 78
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9. Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. 79 – 80
10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes : 81 – 82
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec;
 - b) à l'extérieur du Québec.

11. La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :

83 – 84

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- les appels d'offres faits en 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003;
- spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

12. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du Ministère ou de l'organisme.

85 à 88

13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme.

89

14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :

90 à 93

- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

94 à 102

- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.

16. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : 103 à 105
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.
17. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles : 106
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
18. Liste du personnel du Cabinet du ministre en 2001-2002 en indiquant pour chaque individu : 107
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2001-2002;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire du : 108 à 121
- a) ministre;
 - b) ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

20. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2001-2002.	122 – 123
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.	124
22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :	125
<ul style="list-style-type: none"> ➤ le poste initial; ➤ le salaire; ➤ le poste actuel, s'il y a lieu; ➤ la date de la mise en disponibilité. 	
23. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le Ministère qui n'occupe aucun poste dans ce Ministère :	126
<ul style="list-style-type: none"> ➤ nom de la personne; ➤ poste occupé; ➤ salaire; ➤ assignation initiale; ➤ date de l'assignation hors structure; ➤ date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	
24. La liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :	127
<ul style="list-style-type: none"> ➤ assignation initiale; ➤ assignation actuelle; ➤ salaire; ➤ période. 	
25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère :	128
<ul style="list-style-type: none"> ➤ assignation initiale; ➤ assignation actuelle; ➤ salaire; ➤ période. 	
26. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :	129
<ul style="list-style-type: none"> ➤ salaire de la personne; ➤ montant reçu du régime de retraite. 	

27. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).	130 à 133
28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.	134
29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.	135
30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIREs.	136
31. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.	137
32. Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût :	138 à 140
<ul style="list-style-type: none"> ➤ livres; ➤ journaux; ➤ magazines; ➤ bulletins électroniques et/ou papiers; ➤ clubs privés ou autres; ➤ billets de saison; ➤ etc. 	
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels) et ce, depuis l'existence du site :	141 à 142
<ul style="list-style-type: none"> ➤ le processus utilisé pour la conception; ➤ le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; ➤ les coûts de construction du site; ➤ le coût de l'entretien et de la mise à jour; ➤ qui est responsable du contenu sur le site; ➤ qui est autorisé à faire des modifications sur le site; ➤ quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; ➤ le nombre de visiteurs (hits) par mois; ➤ combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ? 	
34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?	143

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

144 – 145

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

36. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

146

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
105. Ventilation détaillée des budgets et des dépenses de l'Office des personnes handicapées du Québec et nombre de postes à temps plein ou équivalents à temps complet.	147 – 148
106. Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour personne handicapée, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2000, 2001, 2002 et prévisions pour 2003.	149 – 150
107. Ventilation des organismes communautaires bénévoles par régions, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou qui se sont vus refuser des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'année 2001-2002, par régions, incluant le montant total de la subvention reçue en 2000-2001 et 2001-2002.	151 à 202
108. Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec noms et adresses de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions.	203 à 209
109. Ventilation des places, des budgets accordés et des besoins financiers dans les maisons de répit et dans les foyers d'accueil privés, au 31 mars 2002, par régions et par établissements. Ajouter la comparaison à la situation qui prévalait au 31 mars 2001.	210 – 211
110. Budgets consentis par le gouvernement pour les services dispensés aux personnes handicapées pour 2002-2003, comparaison avec l'exercice financier 2000-2001 et 2001-2002, par ministères.	212 – 213
111. Listes d'attente des centres d'hébergement, des centres de réadaptation et des centres de jour, au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison à la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et au 31 mars 2001.	214 à 216

112. Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001.	217 – 218
113. Ventilation des places disponibles et le nombre de centres de travail adapté d'embauche soumis (CTA) au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001.	219 – 220
114. Pour le programme des centres de travail adapté (CTA), surplus et déficits enregistrés pour l'année 2001-2002 et surplus et déficits accumulés au 31 mars 2000 et au 31 mars 2001.	221 – 222
115. Liste d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégories de programme, au 31 mars 2001 et 2002. Budget consenti au 31 mars 2002 et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001.	223 – 224
116. Liste des programmes transférés de l'OPHQ à d'autres ministères, incluant la description du programme, le budget alloué au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002 ainsi que le ministère où chaque programme a été transféré.	225
117. Ventilation des places et nombre de plans d'embauche dans les contrats d'intégration au travail (CIT) et durée des contrats au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000.	226 – 227
118. Ventilation des budgets consentis pour l'adaptation des lieux de travail en milieu de travail régulier et à domicile.	228
119. Nombre de plans d'embauche déposés à l'Office des personnes handicapées, en indiquant le nombre de personnes employées au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000.	229 – 230
120. Programme de services d'apprentissage aux habitudes de travail du ministère de la Santé et des Services sociaux :	231 – 232
a) nombre de personnes inscrites au 31 mars 2001 et 2002;	
b) nombre de personnes en attente d'une place au 31 mars 2000, au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002.	

121. Programme d'adaptation de domiciles :

233

- a) nombre de dossiers en attente au 31 mars 2002;
- b) durée moyenne des délais d'attente au 31 mars 1999, 2000, 2001 et 2002;
- c) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001;
- d) budget consenti et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001.

122. Programme du transport adapté :

234

- a) ventilation des budgets au 31 mars 2002 et prévision pour 2002-2003, par régions et par organismes de transport adapté;
- b) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001;
- c) nombre de personnes en attente de services au 31 mars 2000, au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002;
- d) durée moyenne des délais d'attente, par régions, au 31 mars 2000, 2001 et 2002.

123. Programme des aides visuelles de la Régie de l'assurance maladie du Québec :

235 – 236

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2002 et prévision pour 2002-2003;
- b) nombre de demandes faites pour un support technologique, incluant les cannes blanches;
- c) nombre de demandes en attente pour ces services au 31 mars 2002;
- d) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

124. Plan ministériel de désinstitutionnalisation pour les foyers ou les centres de réadaptation :

237 – 238

- a) nombre de lits fermés au 31 mars 2002 en comparaison au 31 mars 2001;
- b) prévision des fermetures en 2002-2003.

125. Programme d'aides techniques (appareils suppléant à une déficience physique) :

239 à 243

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- b) ventilation du budget alloué uniquement au volet « fauteuils roulants » au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002;
- c) détail du nombre de demandes reçues pour ces programmes;
- d) détail du nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- e) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001;
- f) liste des principaux fournisseurs de services (réparation et entretien), qui ont un lien contractuel avec la RAMQ pour le volet « fauteuils roulants » et budget consenti à chacun au 31 mars 2002;
- g) budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants », au 31 mars 2002;
- h) prévision du budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants » pour l'année financière 2002-2003;
- i) nombre de demandes reçues pour ce programme;
- j) nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- k) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

126. Budget alloué pour la pose d'implants cochléaires :

244 - 245

- a) nombre de demandes reçues pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002;
- b) nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- c) nombre de demandes refusées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002;
- d) nombre de demandes acceptées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

127. Budget accordé pour la réparation des aides auditives pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

246 - 247

128. Programme d'allocation directe :

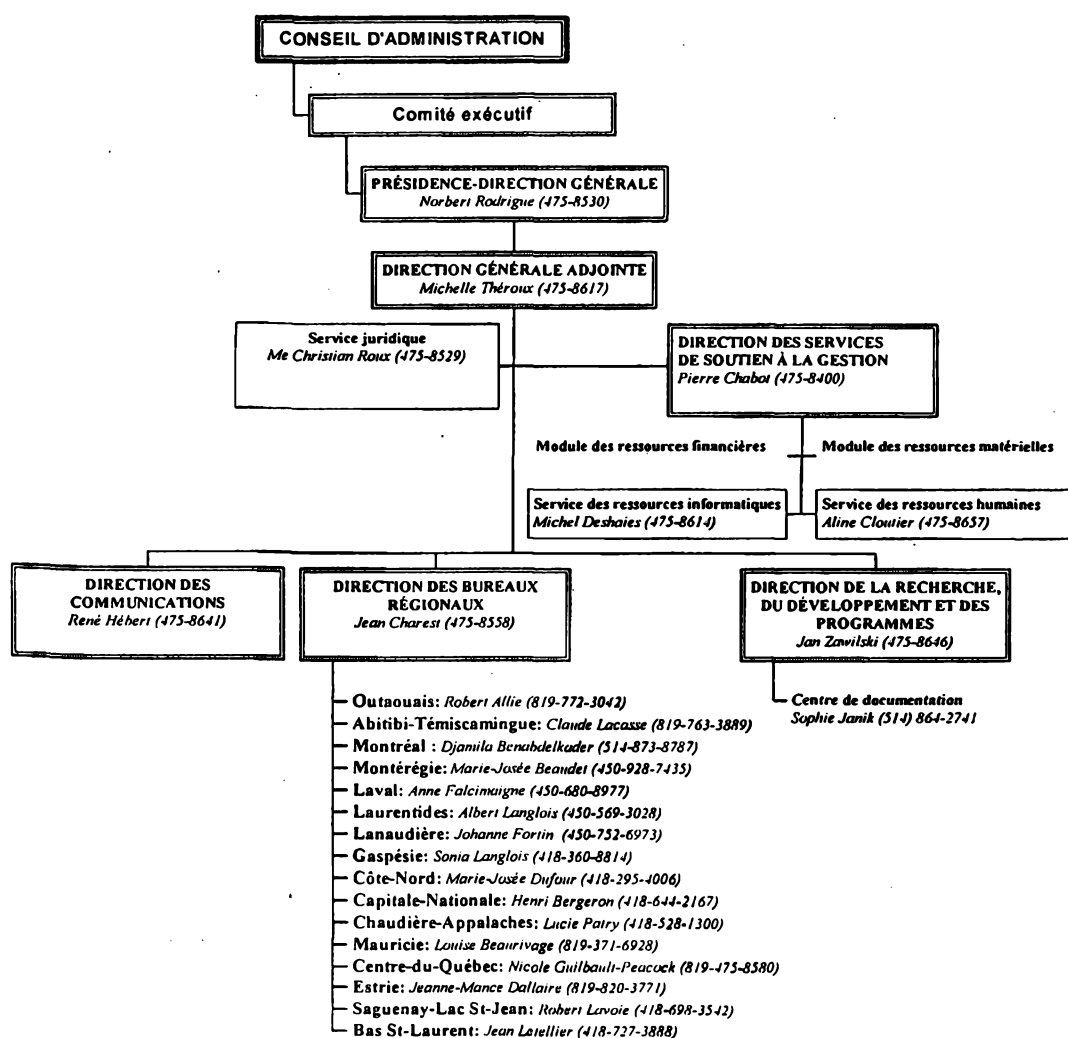
248 à 252

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002, par régions;
- b) nombre de bénéficiaires du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- c) nombre de demandes en attente de services au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- d) prévision du budget alloué pour 2002-2003, par régions et bilan de la mise en place de ce programme;
- e) nombre de bénéficiaires et d'employés inscrits au service de paie du programme « Chèque emploi-service » à l'institution financière responsable de la gestion de ces paies, au 31 mars 2000, 2001 et 2002.

RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES

1. **Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.**

Organigramme de l'Office des personnes handicapées du Québec



2 avril 2002

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage ;
- coût ;
- distribution ;
- imprimeur.

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

1) Magazine L'intégration

Tirage : 7 000 exemplaires (mai 2001)
7 000 exemplaires (juillet 2001)
7 000 exemplaires (octobre 2001)
7 000 exemplaires (janvier 2002)

Coût : 10 906 \$

Distribution : Membres du C.A., ministre responsable de l'OPHQ, Ministres, députés, bureaux régionaux de l'OPHQ, milieu associatif, Site Web de l'OPHQ, abonnés du Québec et abonnés hors Québec.

Imprimeur : Imprimerie Lemire
2150, rue Letendre,
Drummondville (Québec) J2C 7E9
Impression Alliance 9000
142, rue du Pont, Amqui (Québec) G0J 1B0

Graphisme : Kobalt
2940, boul. Lemire
Drummondville (Québec) J2B 7J6

2) Étude en bref (no. 1 et no. 2)

Tirage : 1 700 exemplaires (no. 1)
2 300 exemplaires (no. 2)

Coût : 1 661 \$

Distribution : Membres du C.A., ministre responsable de l'OPHQ, Ministres, députés, , bureaux régionaux de l'OPHQ, milieu associatif, Site Web de l'OPHQ, abonnés du Québec et abonnés hors Québec.

Graphisme : Photomédia
2055, rue Power, Drummondville, J2C 6Z5
Kobalt
2940, boul. Lemire
Drummondville (Québec) J2B 7J6

Imprimeur : Imprimerie Héon & Nadeau
375, boul. Labbé-Nord
Victoriaville (Québec) H6P 1B1

3) Rapport Annuel 2000-2001

Tirage : 700

Distribution : Membres du C.A., ministre responsable de l'OPHQ, Ministres, députés, bureaux régionaux de l'OPHQ, milieu associatif, Site Web de l'OPHQ, Publication du Québec, liste de demandes.

Coût : 2 483 \$

Imprimeur : Publication du Québec
1-500 D, Jean-Talon Nord, 1^{er} étage
Ste-Foy (Québec) G1N 2E5

4) Dépliants de l'Office des personnes handicapées du Québec

Tirage : 30 000
OPHQ et vous
OPHQ and you
Employment
Plan de services
Déclaration de services aux citoyens

Distribution : Bureaux régionaux et listes de demandes

Coût : 5 538 \$

Graphisme : Photomédia
2055, rue Power, Drummondville, J2C 6Z5
Kobalt
2940, boul. Lemire, Drummondville J2B 7J6

Imprimeurs : Imprimerie Héon & Nadeau
375, boul. Labbé-Nord
Victoriaville (Québec) G6P 1B1
Imprimerie moderne de Beauce
11925, boul. Lacroix
St-Georges (Québec) G5Y 1L6

5) Répertoire de vidéo : personnes handicapées

Tirage : 2 000

Distribution : Conseil d'administration, ministères et organismes gouvernementaux, bureaux régionaux de l'OPHQ, station de télévision, bibliothèque, commission scolaire et CLSC.

Coût : 5 310 \$

Imprimeur : Imprimerie Héon & Nadeau
375, boul. Labbé-Nord
Victoriaville (Québec) G6P 1B1 Commission

Graphisme : Photomédia
2055, rue Power, Drummondville, J2C 6Z5

6) Stat Flash

Tirage : 1 500

Côut : 364,80 \$

Distribution : Membres du C.A., ministre responsable de l'OPHQ, Ministres, députés, , bureaux régionaux de l'OPHQ, milieu associatif, Site Web de l'OPHQ, abonnés du Québec et abonnés hors Québec.

Imprimeur : Commission scolaire Des Chênes
205, rue Saint-Édouard
Drummondville (Québec) J2B 6X1

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2001 :

- endroits et dates du départ et du retour ;
- but du voyage ;
- personnes rencontrées ;
- coût ;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) ;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
- bilan et résultat des rencontres.

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2001

PARTICIPANT OU PARTICI- PANTE	TITRE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	LIEU	DURÉE	COÛT (\$)	BILAN ET RÉSULTAT DES RENCONTRES
ST-PIERRE, Annie	Conseillère à l'intervention à la DRDP	<p>Le Québec est signataire d'un accord de coopération internationale sur le braille. Plusieurs ministères et organismes du Québec sont engagés par cet accord via le Comité québécois de concertation sur le braille. La Commission pour l'évolution du braille français (France) et le Comité québécois de concertation sur le braille (Québec, dirigé par l'OPHQ) coordonnent les activités découlant de l'accord de coopération.</p> <p>L'Union francophone des aveugles (UFA) est un partenaire privilégié des membres signataires de cet accord de coopération. Suite à l'invitation du Royaume du Maroc, l'UFA a tenu son assemblée constitutive en juin 2001 sous le haut patronage de Sa Majesté, le Roi Mohammed VI du Maroc et sous la présidence d'honneur de son altesse, la princesse Lalla Lamia. L'OPHQ a donc profité de la présence au Maroc de tous ces partenaires européens et africains pour procéder à la signature officielle de l'accord de coopération pour une uniformisation du braille et tenir la première réunion officielle.</p>	<p>M. Roger Cosandey, secrétaire romand de la Fédération suisse des aveugles (Lausanne)</p> <p>M. Jean-Marie Cierco, président de la Commission évolutive du braille français (Paris)</p> <p>M. Imed Eddine Chaker, président de l'Union nationale des aveugles de Tunisie</p> <p>M. Patrick Champetier De Ribes, président de l'Association Valentin Haüy (Paris)</p> <p>M^{mes} Françoise Neyens et Monique Clette, Confédération belge pour la promotion des aveugles et malvoyants</p> <p>M. Élie Ayilo Comlan, Association pour la promotion et l'intégration sociale des aveugles et amblyopes du Bénin</p> <p>(Voir en annexe la liste des autres personnes rencontrées)</p>	Casablanca (Maroc)	Du 4 au 9 juin 2001	1445,00 \$	<p>Le 5 juin 2001, les membres signataires de l'accord de coopération pour une uniformisation du braille français se sont réunis pour discuter de la mise en œuvre de cet accord, du plan de travail, de l'échéancier, des travaux en cours sur les 63 symboles, le braille informatique et le braille abrégé. De plus, nous avons préparé les différents ateliers prévus dans le cadre de cette assemblée constitutive de l'UFA.</p> <p>Le 7 juin 2001, la France, la Belgique, la Suisse, l'Afrique et le Québec procédaient à la signature officielle de l'accord de coopération pour une uniformisation du braille français.</p>

Autres personnes rencontrées

D^r Siaka Diarra, président de l'Association burkinabe pour la promotion des aveugles et malvoyants, Burkina Faso
M. Léopold Assiene Ndiomo, Association nationale des aveugles du Cameroun
M. Paul Tézanou, président de l'Union africaine des aveugles
M^{me} Michèle Brulé, INCA division du Québec
MM. Denis Carbonneau et Yvan Bourdeau, Institut de réadaptation en déficience physique de Québec
MM. Gabriel Collard, Paul-Henri Buteau et Pierre Ferland, Institut Nazareth et Louis-Braille, Québec
M. Euclid J. Herie, président de l'Institut national canadien pour les aveugles
M. André Vincent, Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec
M. Gilles Pépin, président de Visuaide, Québec
M. Alphonse Nodjoudoum, président de l'Union nationale des aveugles centrafricains
M. Dali Gogo, président de l'ANAVPACI
M. Dominique Burger, président de Brailenet, France
M. Julien Aimi, président de la Fédération des aveugles de France
M. Daney Luis, président de la Fédération nationale pour l'insertion des sourds et des aveugles en France
M. Gérard Gonzalez, directeur de l'Institut national des jeunes aveugles, France

ASTP/jb

28 mars 2002, 09:25

\\DRVL-SRV1\GRP\DREC\N\Secrétariat\DEFENSE.CRE\2002-2003\Liste des voyages hors Québec.doc

- M^{me} Caty Cavailles, La croisade des aveugles, France
M. Mokrane Boussaid, secrétaire-général de l'Union européenne des aveugles, France
M^{me} Marie Paule Pierrette Mbanzoghe, Union nationale des aveugles libreville et malvoyants du Gabon
M. Zoumanigui Nicolas, Association guinéenne pour la promotion des aveugles
M. Michel A. Pean, Société haïtienne d'aide aux aveugles
M. Jean Benoît Permal, président de l'Union des aveugles de l'Île Maurice
M. Josoa Robinson Radafiniantsoa, président de l'Association des aveugles de Madagascar
M. Mohamane Maiga, Union malienne des aveugles, Mali
M. Abdellatif Hajji, secrétaire général de l'Organisation alaouite pour la protection des aveugles au Maroc
M. Ould Lemrabott Ould Bouh Mohamed Salem, Association nationale des aveugles de Mauritanie
M. Richard Tucker, La Fondation force, Pays-Bas
M. Laba Cisse Diop, Amité des aveugles du Sénégal
M. Remo Kuonen, Fédération suisse des aveugles et malvoyants
M. Pascal Madjeyanouba Djidaïna, Association nationale des déficients visuels au Tchad
M. Kossivi Awou, président de l'Association togolaise des aveugles

4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003 ;
- la ventilation des dépenses par type de média ;
- les noms des fournisseurs ;
- le but visé par chaque dépense.

4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

1) Travaux reliés à la conception graphique du matériel promotionnel (signets, affiches, dépliants SQPH, logos, pochettes corporatives, affiches pour kiosque d'information)

Coût : 1 649,00 \$

But : Concevoir et réaliser divers travaux de conception graphique pour les outils promotionnels de l'Office

Fournisseur : Photomédia

2) Achat d'espaces pour tenir des kiosques d'information

Coût : 3 550 \$

But : Réserver divers emplacements pour des activités de promotion dans le but de promouvoir l'image et les services offerts de l'Office des personnes handicapées du Québec

Fournisseurs : Colloque Regroupement Mauricie
Ministère des relations avec le citoyen et de l'immigration
Somadic
Rassemblement des aveugles du Québec 2001

3) Expédition de communiqués de presse

Coût : 683,00 \$

But : Expédition de messages ou communiqués annonçant la position de l'Office concernant diverses thématiques.

Fournisseurs : Agence CNW inc.

4) Travaux reliés à l'impression (affiches SQPH)

Coût : 654,00 \$

But : Réaliser les travaux d'impression du matériel promotionnel de la Direction des communications.

Fournisseurs : Photomédia inc.

5) **Photos réalisées pour la promotion de l'Office**

Coût : 123,00 \$

But : Promouvoir et annoncer différentes publicités dans le cadre de la Semaine.

Fournisseurs : Boutique de photo Drummond inc.

6) **Achats de publicité dans différents médias écrits et radiophoniques**

Coût : 4 228,00 \$

But : Promouvoir et annoncer différents événements

Fournisseurs : Le nouvelliste
Hebdo transcontinental
Les Éditions Belcor
Les Publications du Québec
Le Carrefour du Québec
Le Soleil

7) **Achats de publicité lors d'événements sportifs, spectacles, soirées, gala, colloques, congrès, etc.**

Coût : 3 495,00 \$

But : Promouvoir et annoncer différents événements.

Fournisseurs : Club de l'Amitié des handicapées
Gala intégration Chaudière-Appalache
Le Traversier
École secondaire Le Cavalier
Action-Chaleurs
Mouvement personne d'abord
Kobalt
Penny Parkes
Gilles Martineau

8) **Conception du message publicitaire de la Semaine québécoise des personnes handicapées du Québec (SQPH)**

Coût : 5 422,00 \$

But : Promotion de la semaine québécoise des personnes handicapées du Québec

Fournisseurs : Société de télédiffusion du Québec

GRAND TOTAL : 19 804,00 \$

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES : 2002-2003 : 80 700,00 \$

5. **Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :**

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie du questionnaire et du résultat ;
- firme ayant obtenu le contrat.

Aucun sondage n'a été demandé.

6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie des études ;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat.

6. **Liste des études commandées durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme**

Étude de nature qualitative sur les centres de travail adapté

Coût : 17 881 \$

Contrat négocié.

La firme Sogémap inc.

Copie de l'étude ci-jointe.

AB/jb

2002-03-28, 11:09

O:\Secrétariat\DEFENSE.CRE\2000-2001\Liste des études.doc

**Analyse de l'information recueillie dans le cadre
de groupes de discussion portant sur
le programme Centre de travail adapté**

Sogémap inc.
1075, rue Saint-Alexandre
Longueuil (Québec)
J4H 3H2

Téléphone (514) 990-0546
(450) 670-8952

Télécopieur (450) 670-0009

Courriel : sogemap@sogemap.com
www.sogemap.com

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Mandat	1
Démarche méthodologique	1
Structure du rapport	3
PREMIÈRE PARTIE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	4
1.1 ADMISSIBILITÉ	5
1.1.1 Critères d'admissibilité et difficultés liées à l'évaluation de la productivité de la personne	6
Définition de la clientèle cible	6
Admissibilité de la clientèle	6
Évaluation de la clientèle	7
Initiatives régionales pour mieux évaluer la clientèle	8
Modifications proposées à la procédure d'admissibilité au programme	8
1.1.2 Postes offerts	8
1.1.3 Main-d'œuvre disponible	9
1.1.4 Caractéristiques de la clientèle admise	9
1.1.5 Accessibilité du programme	10
1.2 PLAN D'INTERVENTION	11
1.2.1 Élaboration du plan d'intervention	12
1.2.2 Suivi et utilisation du plan d'intervention	13
1.3 SUIVI DE LA CLIENTÈLE	14
1.3.1 Suivi offert par le SSMO	14
1.3.2 Suivi offert par l'Office	15
1.4 GESTION DES PLAINTES	16
1.5 ENCADREMENT OFFERT EN CTA	17
1.5.1 Accueil et suivi	17
1.5.2 Formation	18
1.5.3 Disponibilité de ressources professionnelles	18
1.5.4 Impact de la syndicalisation	19
DEUXIÈME PARTIE : FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF	20
2.1 FORMULAIRES ADMINISTRATIFS	20
2.1.1 Formulaires utilisés pour l'évaluation et le suivi de la clientèle	21
Formulaire A : Rapport du conseiller en main-d'œuvre	21
Formulaire H : Plan d'intervention pour l'intégration en centre de travail adapté	21
2.1.2 Formulaire complété par les CTA et portant sur les états financiers et les statistiques salariales	22
2.2 PROBLÉMATIQUE LIÉE À LA PRÉSENCE DE PLUSIEURS SOURCES DE FINANCEMENT	23
2.3 POLITIQUE DE RÉAFFECTATION DES SURPLUS	25
2.4 PERTINENCE DE LA RÈGLE DU 60 %	26

TROISIÈME PARTIE : RÉSULTATS ATTENDUS FACE AU PROGRAMME.....	27
3.1 CRÉATION D'EMPLOI ET MAINTIEN EN EMPLOI	27
3.2 DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ	28
3.3 AUTRES RÉSULTATS ATTENDUS DU PROGRAMME	30
QUATRIÈME PARTIE : PERCEPTION FACE AU TRANSFERT DU PROGRAMME.....	31
4.1 FACTEURS D'INQUIÉTUDE	31
4.2 CONDITIONS DE SUCCÈS	33
CINQUIÈME PARTIE : PERCEPTION DES TRAVAILLEURS FACE AU PROGRAMME ET AU TRAVAIL EN CTA.....	34
5.1 POSTE OCCUPÉ	34
5.2 ENCADREMENT ET SOUTIEN OFFERT EN CTA	36
5.3 CONDITIONS DE TRAVAIL	37
5.4 PERSPECTIVES D'AVENIR SUR LE PLAN DE L'EMPLOI	38
5.5 TRANSPORT ADAPTÉ.....	38
SIXIÈME PARTIE : ANALYSE ET PISTES DE RECHERCHE.....	39
6.1 FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME.....	39
6.2 SATISFACTION FACE AU PROGRAMME	40
6.3 PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION ÉMISES PAR LES PARTICIPANTS.....	41
6.4 PISTES DE RECHERCHE.....	43
Processus d'admission de la clientèle	43
Plan d'intervention	43
Suivi du plan d'intervention et de la clientèle.....	44
Qualité des emplois offerts.....	44
Protection des personnes handicapées en CTA.....	45
Vieillessement de la clientèle.....	45
ANNEXE A LISTE DES ORGANISMES QUI ONT PARTICIPÉ AUX GROUPES DE DISCUSSION	47
ANNEXE B GUIDES DE DISCUSSION.....	51

INTRODUCTION

Le présent document décrit les informations recueillies dans le cadre de groupes de discussion portant sur le programme Centre de travail adapté (CTA). Cette étude a été réalisée entre le 30 novembre 2001 et le 17 décembre 2001 par la firme de recherche Sogémap inc. pour le compte de l'Office des personnes handicapées du Québec (l'Office).

Mandat

Le mandat consistait à organiser des groupes de discussion auprès de représentants de l'Office, de Services spécialisés de main-d'œuvre (SSMO), de Centres de travail adapté (CTA), de certains Centres de réadaptation et de travailleurs en CTA. Ces groupes de discussion poursuivaient quatre objectifs principaux :

- analyser le processus de fonctionnement du programme;
- définir les forces et les faiblesses du programme;
- vérifier l'application des politiques relatives à la gestion des ressources humaines et à la réaffectation des surplus des CTA;
- déterminer les effets potentiels du programme sur la création d'emploi, le maintien en emploi et le développement de l'employabilité.

Ces groupes de discussion constituent la première phase d'une démarche plus large qui a pour objectif l'évaluation du programme CTA. Cette première phase vise en quelque sorte à recueillir de l'information de nature qualitative, tandis que la seconde phase d'évaluation sera davantage axée sur la collecte d'information de nature quantitative.

Démarche méthodologique

Onze groupes de discussion ont été organisés, soit neuf groupes auprès de représentants d'organismes (bureaux régionaux de l'Office, SSMO, CTA et certains centres de réadaptation) et deux groupes auprès de travailleurs en CTA.

TABEAU 1
Informations sur les groupes de discussion

VILLES	RÉGIONS ADMINISTRATIVES COUVERTES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
GROUPES RÉALISÉS AUPRÈS DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES		
1. Baie-Comeau (30 novembre 2001)	Côte-Nord (09)	6
2. Matane (5 décembre 2001)	Bas-Saint-Laurent (01), Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	12
3. Sainte-Foy (6 décembre 2001)	Capitale Nationale (03), Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	14
4. Montréal (10 décembre 2001)	Montréal (06), Montérégie (03)	22
5. Laval (11 décembre 2001)	Laval (13), Lanaudière (14)	8
6. Drummondville (11 décembre 2001)	Centre-du-Québec (17), Mauricie (04), Estrie (05)	13
7. Hull (12 décembre 2001)	Outaouais (07)	7
8. Rouyn-Noranda (17 décembre 2001)	Abitibi-Témiscamingue (08)	8
9. Lévis (18 décembre 2001)	Chaudière-Appalaches (12)	11
GROUPES RÉALISÉS AUPRÈS DE REPRÉSENTANTS DE TRAVAILLEURS		
10. Sainte-Foy (4 décembre 2001)	Capitale Nationale (03), Chaudière-Appalaches (12)	7
11. Montréal (10 décembre 2001)	Montréal (06)	10

Tous les CTA ont été invités à participer aux groupes composés de représentants d'organismes. Les SSMO et les bureaux régionaux de l'Office situés dans une région où il y a un CTA ont également été invités à y participer. Dans certaines régions, les centres de réadaptation qui envoient des personnes en CTA ont également été invités. La liste des organismes qui ont participé aux groupes de discussion est présentée à l'annexe A.

En ce qui concerne les autres groupes, les CTA des régions de Montréal, de la Capitale Nationale et de Chaudière-Appalaches ont été invités à dresser une liste de travailleurs et à convoquer ceux-ci pour les groupes de discussion. Les travailleurs participant aux groupes de discussion devaient avoir été admis au programme CTA. Au total, 16 personnes ont participé aux groupes de discussion, soit neuf à Montréal et sept à Sainte-Foy.

Les groupes ont été animés à l'aide de deux guides de discussion (un guide pour les représentants d'organismes et un guide pour les travailleurs), qui sont présentés à l'annexe B.

Structure du rapport

Le présent rapport est divisé en six parties. Les quatre premières parties présentent et analysent les informations recueillies dans le cadre des groupes de discussion réalisés auprès des représentants d'organismes. L'information a été regroupée sous quatre thèmes : la gestion des ressources humaines, le fonctionnement administratif, les résultats attendus du programme et la perception face à un éventuel transfert du programme. La cinquième partie présente et analyse les informations recueillies auprès des représentants de travailleurs. Les renseignements ont été regroupés sous cinq thèmes : les caractéristiques des postes occupés, la qualité du service offert, la satisfaction face à l'emploi en CTA, les perspectives d'avenir sur le plan de l'emploi et le transport adapté. Finalement, la sixième partie présente une analyse globale des informations recueillies et propose des pistes de recherches qui pourraient être approfondies dans le cadre de la démarche évaluative du programme CTA.

PREMIÈRE PARTIE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Dans cette partie, nous traiterons des points régis par la *Politique de soutien à la gestion des ressources humaines en Centre de travail adapté*, soit le recrutement de la main-d'œuvre, l'admissibilité des travailleurs, l'élaboration du plan d'intervention, le suivi de la clientèle, la gestion des plaintes et l'encadrement offert en CTA.

Les discussions ont démontré que peu de représentants d'organismes utilisent la politique comme document de référence afin de guider leurs actions dans la gestion des ressources humaines. En fait, les représentants d'organismes n'ont pas une connaissance approfondie du contenu de la politique; ils en connaissent les grandes lignes, sans plus.

Malgré le fait que la politique soit peu consultée par les représentants d'organismes, les commentaires recueillis nous indiquent que l'esprit général de celle-ci est respecté. En effet, les commentaires recueillis auprès des participants indiquent que, en ce qui a trait au fonctionnement des comités des ressources humaines et des procédures relatives à l'admissibilité, l'essentiel de la politique est suivie. La pratique des comités s'éloigne cependant de ce qui est prévu dans la politique dans le cas de l'élaboration et du suivi des plans d'intervention.

1.1 Admissibilité

Comme le stipule la Politique, l'admissibilité de la main-d'œuvre est évaluée par l'entremise du Comité des ressources humaines. Ce Comité est composé d'un représentant de l'Office, d'un représentant du CTA et d'un ou des représentants des SSMO de la région. Dans certains comités, d'autres personnes sont incluses à titre d'observateurs. Ces observateurs représentent généralement le CTA; il peut s'agir d'un contremaître, d'un éducateur, d'un responsable des ressources humaines ou d'un représentant des travailleurs.

Très peu de représentants d'organismes ont remis en question la pertinence et le rôle des comités des ressources humaines. Ces comités permettent aux intervenants concernés d'établir une décision commune en ce qui a trait à l'admissibilité d'une personne. Ils favorisent également une meilleure intégration de la clientèle et des échanges d'informations pertinentes. De plus, dans la majorité des régions, les représentants des CTA, des SSMO et des bureaux régionaux de l'Office ont su développer une certaine complicité. Ainsi, les SSMO connaissent bien les besoins des CTA et sont en mesure de présenter des candidats qui répondent à la fois aux exigences des CTA et à celles du programme CTA.

Les quelques représentants d'organisme qui ont remis en cause le rôle des comités des ressources humaines se sont questionnés sur la pertinence de se réunir pour statuer sur l'admissibilité des candidats. Ils ont indiqué que les décisions sont généralement prises avant la tenue de la réunion du comité et que celle-ci constitue par ailleurs une source de stress beaucoup trop importante pour les candidats.

Les discussions avec les représentants d'organismes ont également démontré l'existence de différences régionales concernant les types de personnes admises et les types de postes offerts en CTA.

1.1.1 Critères d'admissibilité et difficultés liées à l'évaluation de la productivité de la personne

Définition de la clientèle cible

- Les représentants d'organismes considèrent qu'il est relativement facile de juger de l'admissibilité d'une personne au programme. Par contre, il est difficile de déterminer si la personne sera suffisamment productive dans le poste offert.
- La productivité et la non-compétitivité du candidat doivent donc être évaluées selon le poste offert. Les CTA offrent un éventail d'emplois qui ne demandent pas nécessairement les mêmes habiletés ni le même niveau de productivité. Une personne peut donc être jugée admissible pour un poste et non admissible pour un autre.
- Des représentants d'organismes mentionnent que les critères d'admissibilité au programme CTA sont vagues et sujets à de nombreuses interprétations. En ce qui concerne les candidats les plus productifs, il est difficile de bien faire la distinction entre ceux qui sont aptes à intégrer l'entreprise régulière et ceux qui peuvent travailler en CTA. Toutefois, les représentants admettent qu'il serait difficile de préciser davantage les critères d'admissibilité.
- Plusieurs représentants mentionnent qu'il est difficile de déterminer si un candidat est productif et non compétitif lorsque ce candidat n'a aucune expérience de travail.
- Des représentants d'organismes soulignent enfin qu'il est important de tenir compte de la personnalité et des intérêts du candidat avant de l'accepter en CTA.

Admissibilité de la clientèle

- L'adéquation entre la productivité de la personne et le secteur d'activité du CTA a un impact important sur l'admissibilité. Par exemple, une personne peut être admissible au programme CTA sans toutefois avoir un niveau de productivité suffisamment élevé pour

occuper un poste dans le CTA de sa région. Ainsi, il arrive que des personnes admissibles au programme CTA soient plutôt intégrées en entreprise régulière (avec une subvention du programme CIT) parce que leur niveau de productivité ne leur permet pas d'occuper un des postes disponibles en CTA.

- Pour les SSMO, la principale difficulté consiste à répondre à la fois aux critères de l'Office (en termes de non-compétitivité) et aux critères des CTA (en termes de productivité).

Évaluation de la clientèle

- L'une des principales difficultés concernant l'évaluation de la productivité des candidats est liée au fait que plusieurs d'entre eux n'ont aucune expérience de travail. Il devient alors difficile de statuer sur la productivité réelle de cette personne puisque cette productivité doit être mesurée selon le type d'emploi offert par les CTA.
- Les représentants de CTA et de l'Office considèrent que les informations recueillies par le SSMO sont généralement suffisantes pour évaluer un candidat et les habiletés de ce dernier pour intégrer le marché du travail, même dans les cas où le candidat ne possède aucune expérience préalable.
- Dans l'ensemble, les SSMO tiennent compte des besoins et des attentes des CTA. Dans la majorité des régions, il est plutôt rare que les candidats présentés au comité des ressources humaines soient refusés. De plus, la plupart des dossiers soumis par les SSMO sont complets; il est donc peu fréquent qu'une décision soit retardée faute de renseignements suffisants pour l'évaluation des candidats.
- Dans les régions où le choix des candidats est plus litigieux, les représentants de CTA indiquent que les SSMO ont tendance à opter pour des candidats trop peu productifs. Les représentants des SSMO de ces régions affirment quant à eux que les CTA ont des attentes trop élevées et que celles-ci ne correspondent pas à la clientèle ciblée par le programme.

Initiatives régionales pour mieux évaluer la clientèle

- Dans certaines régions, les personnes admises en CTA ont d'abord été embauchées dans le cadre d'un stage. Cette façon de procéder aide le CTA et le SSMO à évaluer la productivité du candidat et à s'assurer qu'il est en mesure de combler le poste disponible.
- Certains CTA évaluent l'intérêt manifesté par la personne en organisant une visite des lieux de travail et en expliquant en quoi consiste le travail en CTA avant même que la personne ne soit présentée au comité des ressources humaines. Les représentants de CTA constatent que cela contribue à faciliter l'intégration des candidats et à s'assurer de leur motivation.

Modifications proposées à la procédure d'admissibilité au programme

- Plusieurs représentants de CTA ont fait part de leur volonté de présenter eux-mêmes des candidats au comité des ressources humaines. Ils souhaiteraient ainsi que les SSMO n'aient plus l'exclusivité dans le placement des clientèles en CTA, ce qui pourrait faciliter et accélérer le processus d'embauche.

1.1.2 Postes offerts

- Les postes offerts en CTA sont principalement des postes de journaliers.
- Étant donné les critères d'admissibilité au programme, peu de postes administratifs ou de direction sont offerts aux candidats.
- Il existe cependant plusieurs exceptions. Certains CTA possèdent un assistant ou une assistante contremaître, comptable ou secrétaire qui ont été admis au programme.
- Des CTA offrent des possibilités d'avancement à certains de leurs employés, ce qui permet aux travailleurs de progresser en emploi en occupant des postes dont les tâches sont plus complexes.

-
- Plusieurs représentants d'organismes déplorent le fait que des CTA n'offrent que des postes au salaire minimum et ne proposent pas une politique salariale qui tienne compte des années d'ancienneté.
 - Certains mentionnent également qu'il existe peu de possibilités d'intégration graduelle en emploi. En effet, peu de personnes peuvent bénéficier d'un emploi à temps partiel. Les candidats doivent absolument débiter par un emploi à temps plein s'ils veulent avoir accès aux postes en CTA.
 - Plusieurs représentants soulignent aussi que les emplois dans les CTA ne sont pas très diversifiés et qu'ils comprennent surtout des emplois manuels, ce qui ne correspond pas nécessairement aux habiletés et aux intérêts des clientèles ciblées.

1.1.3 Main-d'œuvre disponible

- Généralement, le SSMO ne soumet qu'un candidat par poste disponible.
- La majorité des candidats présentés aux CTA sont peu scolarisés et possèdent peu ou pas d'expérience de travail.
- Dans certaines régions, la main-d'œuvre disponible et admissible est peu nombreuse.
- Quelques CTA ont de la difficulté à combler certains postes parce qu'aucun candidat ne répond aux exigences.
- Certains SSMO tentent d'intégrer les personnes en entreprise régulière avant de les diriger vers le programme CTA.

1.1.4 Caractéristiques de la clientèle admise

- Bon nombre de représentants d'organismes constatent que le profil de la main-d'œuvre admise en CTA ne correspond pas tout à fait à celui qui avait été prévu lors de la création du programme. Une proportion substantielle de travailleurs en CTA auraient en effet des niveaux de productivité et d'employabilité

suffisamment élevés pour intégrer l'entreprise régulière, par l'entremise de subventions salariales.

- Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène : les SSMO n'ont pas toujours de candidats disponibles, les critères des CTA sont souvent élevés et leur secteur d'activité ne permet pas toujours d'intégrer des personnes qui répondent aux critères d'admissibilité du programme.
- La taille des CTA a également une influence sur l'admissibilité des candidats. Par exemple, un CTA comptant peu d'employés peut difficilement se permettre d'avoir au sein de son personnel un nombre trop élevé de travailleurs ayant un faible niveau de productivité. Par contre, un CTA qui emploie un plus grand nombre de personnes peut embaucher plus de candidats moins productifs.
- Des représentants de CTA indiquent que les subventions octroyées dans le cadre du programme ne favorisent pas l'embauche d'employés peu productifs. En effet, le programme ne permet pas de couvrir entièrement les nombreux frais associés à l'embauche d'une personne peu productive. Quelle que soit la productivité de la personne, les subventions demeurent les mêmes.
- Plusieurs représentants de CTA soulignent que la moyenne d'âge de leurs employés est de plus en plus élevée. En fait, de nombreux CTA comptent une proportion importante d'employés embauchés lors de la création du programme. Ces employés sont maintenant âgés et certains d'entre eux sont moins productifs. Il faut parfois compenser cette lacune par l'embauche de travailleurs plus productifs.

1.1.5 Accessibilité du programme

- Les représentants d'organismes s'entendent pour dire que les exigences des postes à combler empêchent les personnes qui ont certaines incapacités d'y accéder.
- L'accès à un transport adapté ou l'absence d'un CTA dans la localité où réside la personne est également un frein à l'accessibilité du programme.

1.2 Plan d'intervention

La Politique de soutien à la gestion des ressources humaines en centre de travail adapté précise que le Comité des ressources humaines a la responsabilité de voir à ce que chaque personne admissible au programme et embauchée en CTA bénéficie d'un plan d'intervention. Ce plan vise d'abord à déterminer les conditions et les services requis pour assurer l'intégration en emploi du candidat. Il permet également de consigner les informations qui serviront de guide de référence pour actualiser les interventions auprès de la personne et établir les responsabilités de chaque partenaire.

Les discussions avec les représentants d'organismes ont démontré que la qualité des plans d'intervention et leur utilisation par les CTA varient beaucoup selon les régions. Dans certaines régions, le plan constitue un véritable outil d'intégration et les comités des ressources humaines le complètent avec rigueur. Dans d'autres cas, il est perçu comme une obligation administrative, et on n'y inscrit que des informations très générales.

Les plans d'intervention servent, dans certains CTA, à adapter la tâche et l'environnement de travail ainsi qu'à informer le contremaître sur les capacités de la personne et sur les contraintes liées à sa déficience. Dans d'autres CTA, on indique que le plan n'a cependant aucune utilité.

Les discussions ont également permis de constater que le suivi des plans d'intervention est pratiquement inexistant. Même si la Politique prévoit un suivi et même une mise à jour des interventions proposées dans le plan d'intervention, aucun des comités de ressources humaines n'effectue un suivi systématique de tous les plans d'intervention. Plusieurs comités font un suivi uniquement dans les cas problématiques, tandis que d'autres n'en font aucun.

1.2.1 Élaboration du plan d'intervention

- Comme le signale la Politique, c'est le Comité des ressources humaines qui a la responsabilité d'élaborer le plan d'intervention. Toutefois, dans certaines régions, le SSMO est responsable de l'élaboration d'une partie du plan, qui est par la suite complété par le Comité.
- La quantité d'informations et de précisions consignées dans le plan d'intervention dépend du candidat et, surtout, de l'importance que le Comité accorde au plan d'intervention.
- Dans certaines régions, les plans d'intervention sont une formalité et, aux dires de certains représentants d'organismes, « ils se ressemblent tous » et sont peu détaillés. Dans d'autres régions, ils sont établis de façon rigoureuse et deviennent un outil d'intégration pour le CTA.
- Les plans d'intervention sont généralement plus détaillés lorsque le candidat a ou semble avoir des contraintes plus importantes face à l'emploi.
- Bien que plusieurs comités ne prennent pas le temps nécessaire pour bien compléter les plans d'intervention, la majorité des représentants d'organismes considèrent que les plans constituent un bon moyen pour intégrer les candidats et pour suivre les candidats dont l'intégration en emploi est problématique.
- Plusieurs CTA, selon leurs représentants, accordent plus d'importance à l'observation du candidat lors des premières journées de travail qu'aux informations inscrites dans le plan d'intervention.
- Certains représentants d'organismes mentionnent que les personnes handicapées ne sont pas suffisamment impliquées dans l'élaboration et le suivi de leur plan d'intervention.

1.2.2 Suivi et utilisation du plan d'intervention

- Il n'y a aucune région au Québec où les comités font le suivi systématique de tous les plans d'intervention.
- Dans la majorité des régions, des suivis sont effectués pour les cas problématiques. Dans les autres régions, aucun suivi n'est prévu.
- Il est très rare qu'un comité se réunisse uniquement pour discuter du suivi des plans d'intervention. La plupart du temps, les réunions n'ont lieu que lorsqu'il y a un besoin de main-d'œuvre. Dans les cas où le CTA ne mentionne aucun besoin en main-d'œuvre, les comités ne respectent pas la directive émise dans la Politique voulant qu'au moins deux réunions se tiennent chaque année.
- Le plan d'intervention est rarement mis à jour ou modifié selon l'évolution de la personne ou des postes.
- Dans certains CTA, l'évaluation du personnel remplace en quelque sorte le suivi du plan d'intervention.
- Bien que peu de comités fassent un suivi des plans d'intervention, plusieurs représentants d'organismes considèrent que l'exercice est un bon moyen de suivre l'évolution de la personne en emploi et de savoir si le poste de travail convient toujours à ses intérêts et à ses capacités.
- Quelques comités se sont donnés pour objectif de faire davantage de suivis des plans d'intervention. Toutefois, plusieurs constatent qu'ils n'ont pas le temps nécessaire pour effectuer ces suivis.
- Plusieurs CTA remettent le plan d'intervention au contremaître ou à la personne responsable de l'intégration du nouvel employé. Pour d'autre CTA, le plan d'intervention est un document administratif qui ne sera plus jamais consulté.
- Quelques CTA utilisent le plan d'intervention comme outil d'évaluation des employés. Le plan permet dans ce cas à la personne de prendre conscience de sa progression en emploi.

1.3 Suivi de la clientèle

En dehors des activités du Comité des ressources humaines, il revient au SSMO d'effectuer le suivi des clientèles dirigées vers les CTA. Toutefois, très peu de SSMO font un suivi systématique de leur clientèle en CTA; dans la majorité des cas, le suivi n'est fait qu'au besoin. Compte tenu que les bureaux régionaux de l'Office ne font pas de suivi de la clientèle, les travailleurs qui intègrent un CTA perdent rapidement tout contact avec le SSMO ou l'Office.

1.3.1 Suivi offert par le SSMO

- La majorité des SSMO n'effectuent pas le suivi systématique de leur clientèle dirigée vers les CTA. En fait, la plupart du temps, le suivi est fait uniquement dans les cas jugés problématiques.
- À moins de situations particulières, les représentants de SSMO ne font pas de visites des CTA et ne rencontrent pas les candidats qu'ils ont présentés une fois qu'ils sont en emploi.
- Lorsque les SSMO effectuent un suivi, il est généralement fait par téléphone. Certains représentants de SSMO ont toutefois indiqué qu'ils pouvaient, à l'occasion, se présenter au CTA.
- À la demande des CTA ou des travailleurs, les SSMO sont néanmoins disponibles pour aider à régler un conflit ou pour faciliter l'intégration en emploi.
- Plusieurs représentants de SSMO révèlent ne pas vouloir trop « mater » leur clientèle en CTA. Ils souhaitent que leurs clients s'intègrent le plus normalement possible dans leur milieu de travail.
- D'autres représentants de SSMO déplorent le fait que lorsque les personnes sont intégrées en CTA, elles n'ont plus accès à une personne-ressource. C'est à ce moment qu'un certain nombre de nouveaux travailleurs vivent des problèmes de désorganisation.

1.3.2 Suivi offert par l'Office

- Mis à part le suivi du plan d'intervention et sauf exception, le personnel des bureaux régionaux de l'Office n'a pas de contact avec les travailleurs en CTA.

1.4 Gestion des plaintes

Les discussions avec les représentants d'organismes mettent en évidence l'absence d'une procédure clairement définie quant à la gestion des plaintes. Cependant, il y a généralement consensus sur le fait qu'il doit se développer en CTA une relation normale de travail entre la personne et son employeur. Ainsi, dans la majorité des cas, les conflits doivent se résoudre à l'interne.

Par contre, si le travailleur informe le SSMO ou l'Office d'un problème, l'organisme tente d'agir comme intermédiaire entre la personne et le CTA. Il est très rare que les comités des ressources humaines doivent discuter de plaintes déposées par une personne handicapée.

Aucun représentant n'affirme que son organisme se réfère à la *Politique de soutien à la gestion des ressources humaines en centre de travail adapté* pour guider les interventions lorsqu'une plainte est déposée.

- Dans la plupart des régions, les comités des ressources humaines ne se sont pas donnés de procédures formelles de gestion des plaintes. Les membres des comités considèrent plutôt que la relation entre la personne handicapée et le CTA doit être une relation de travail normale entre employeur et employé.
- Lorsqu'il y a conflit, le problème est donc généralement réglé à l'interne. Habituellement, l'employé informe son supérieur immédiat, le responsable des ressources humaines, un intervenant ou le directeur du CTA. Il est rare que l'employé communique avec le SSMO et encore plus rare qu'il contacte le bureau régional de l'Office.
- Certains CTA se sont donnés des mécanismes formels de gestion de plaintes.
- Le Comité des ressources humaines est très rarement informé des conflits ou de l'insatisfaction des personnes handicapées face à leur emploi ou à leur relation avec la direction du CTA.
- Lorsque le Comité est informé d'un conflit ou d'une plainte d'un employé, c'est généralement le CTA qui en fait mention parce qu'il n'est pas en mesure de régler le litige avec son employé.

1.5 Encadrement offert en CTA

L'encadrement offert varie beaucoup d'un CTA à l'autre. Toutefois, il apparaît que la qualité de l'encadrement ne dépend pas de la grosseur du CTA, même si les CTA de petite taille ne bénéficient généralement pas de ressources professionnelles attitrées spécifiquement aux ressources humaines. La syndicalisation semble également avoir peu d'impact sur la qualité de l'encadrement; cette dernière dépend plutôt de l'importance qu'accorde la direction à sa mission sociale.

L'encadrement offert en CTA se traduit généralement par du suivi de personnel, de la formation et du soutien individuel.

1.5.1 Accueil et suivi

- Plusieurs CTA se sont donnés des politiques d'accueil visant à bien intégrer la personne en emploi. C'est lors de l'accueil que l'on explique au nouvel employé ses conditions de travail, le fonctionnement des assurances et les autres technicalités administratives. Ensuite, la personne est présentée à son contremaître ou à son chef d'équipe, ainsi qu'à ses collègues de travail.
- Un CTA a même rédigé un « manuel d'accueil », qui est remis à chaque employé lors de son arrivée.
- Le suivi offert en CTA dépend en grande partie des ressources consacrées à la gestion des ressources humaines.
- Dans les CTA qui bénéficient de ressources suffisantes, des évaluations du personnel sont régulièrement réalisées (une à deux fois par année). Les responsables de ces évaluations rencontrent les employés, discutent avec eux de leur tâche, évaluent leur rendement et tentent d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés.
- Dans d'autres CTA, le suivi est fait de façon informelle. Une attention plus grande est apportée aux personnes dont l'intégration en emploi semble problématique alors que pour les autres, le suivi est considéré comme non nécessaire.

-
- Les CTA qui effectuent le suivi de leur personnel n'informent pas le Comité des ressources humaines des résultats de ce suivi.

1.5.2 Formation

- Plusieurs CTA utilisent la Loi du 1 % pour offrir de la formation à leurs employés.
- Beaucoup de formation que l'on pourrait qualifier d'informelle est offerte par le personnel du CTA. La formation peut alors porter sur l'utilisation d'outils, de produits dangereux, etc.
- Au moins un CTA offre à ses employés des cours de français et de mathématiques de base, par le biais d'un organisme de sa région.

1.5.3 Disponibilité de ressources professionnelles

- La présence d'éducateurs ou de responsables des ressources humaines est fortement tributaire de la grosseur du CTA. Les petits CTA n'ont généralement pas de ressources professionnelles à l'interne.
- Généralement, les plus petits CTA compensent ce manque de ressources par un encadrement plus personnalisé et une implication accrue du directeur.
- Quelques CTA collaborent avec des organismes externes (autres que le SSMO) afin d'obtenir des ressources professionnelles pour répondre à des besoins ponctuels.
- Plusieurs CTA font appel au SSMO lorsqu'ils ont un problème avec un de leurs employés et qu'ils ne sont pas en mesure de le résoudre.

1.5.4 Impact de la syndicalisation

- La syndicalisation a peu d'impact sur l'encadrement et le type de soutien reçu par les employés.
- La syndicalisation garantit le respect de l'ancienneté et des droits du travailleur. Toutefois, selon les commentaires reçus, on ne peut affirmer que ces droits sont moins respectés dans les CTA non syndiqués.

DEUXIÈME PARTIE : FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF

Dans cette partie, nous passerons en revue les différents formulaires administratifs, puis nous traiterons de la problématique liée à la présence de plusieurs sources de financement, de la politique de réaffectation des surplus de même que de la règle obligeant les CTA à ce que 60 % de leur personnel soit admissible au programme CTA.

2.1 Formulaires administratifs

Les discussions avec les représentants d'organismes ont porté sur deux types de formulaires : les formulaires utilisés pour l'évaluation et le suivi de la clientèle (formulaires A et H) et le formulaire complété par les CTA, qui concerne les états financiers et les statistiques salariales.

Très peu de critiques envers les formulaires utilisés pour l'évaluation et le suivi de la clientèle ont été enregistrées; les représentants d'organismes trouvent les formulaires pertinents et complets. Pour ce qui est du formulaire portant sur les états financiers et les statistiques salariales, plusieurs représentants de CTA indiquent qu'ils doivent investir beaucoup de temps pour fournir les renseignements demandés. De plus, ils ne sont pas convaincus que ces informations soient réellement pertinentes.

2.1.1 Formulaires utilisés pour l'évaluation et le suivi de la clientèle

Formulaire A : Rapport du conseiller en main-d'œuvre

- Les représentants d'organismes se montrent satisfaits du formulaire A (Rapport du conseiller en main-d'œuvre). Ils soulignent que l'information contenue dans ce formulaire est pertinente et utile pour juger de l'admissibilité des candidats.
- Toutefois, tous sont d'accord pour affirmer que ce formulaire ne pourra jamais informer les membres du Comité sur la réaction et sur la productivité réelle de la personne une fois qu'elle sera intégrée en CTA.
- Certaines personnes font remarquer que le formulaire A est moins bien adapté aux personnes vivant un problème de santé mentale.
- D'autres personnes indiquent que ce formulaire n'est pas conçu pour recueillir des renseignements détaillés sur les capacités des candidats pour occuper un emploi (en raison de leurs incapacités et de leurs expériences).
- Quelques représentants d'organismes ajoutent que le formulaire devrait laisser plus d'espace dans certaines sections, notamment dans les sections portant sur le bilan des expériences professionnelles et sur les forces et les faiblesses du candidat.

Formulaire H : Plan d'intervention pour l'intégration en centre de travail adapté

- Les représentants d'organismes se montrent également satisfaits du formulaire H (plan d'intervention pour l'intégration en centre de travail adapté).
- Un représentant d'organisme indique que le plan d'intervention pour le programme CIT est plus complet. Il permet d'inscrire davantage d'informations et il inclut une feuille de références.

2.1.2 Formulaire complété par les CTA et portant sur les états financiers et les statistiques salariales

- Les représentants de CTA s'entendent pour affirmer que l'Office devrait alléger son formulaire sur les états financiers du CTA. Il contient en effet de nombreuses informations non pertinentes pour le suivi des activités. De plus, dans sa forme actuelle, le formulaire leur fait perdre beaucoup de temps.
- Les représentants de CTA sont d'accord pour dire que la présentation des bilans financiers pourrait être améliorée. Ils reprochent notamment au formulaire actuel de les obliger à présenter leurs états financiers dans une forme différente de celle qu'ils utilisent généralement. Cette forme de présentation est spécifique aux besoins de l'Office et, selon eux, elle n'est pas adaptée au fonctionnement des CTA. Les CTA souhaiteraient donc soumettre des états financiers dont la forme correspondrait à celle qu'ils utilisent pour fournir l'information financière à leur banquier, à leur conseil d'administration ou à leur vérificateur.
- Plusieurs représentants de CTA croient que l'Office n'utilise pas toute l'information qui lui est transmise. En effet, ces représentants de CTA constatent que jamais un représentant de l'Office ne les contacte pour leur demander des précisions ou des explications sur les données financières. Ils ont donc l'impression de fournir des données que personne ne se donne la peine de consulter.
- Pour certains représentants de CTA, la compilation des données sur les statistiques salariales constitue une tâche complexe. Les données doivent être comptabilisées pour chaque programme de subvention (CTA, SOFI et Fonds de lutte à la pauvreté).
- Plusieurs représentants de CTA indiquent qu'il serait intéressant que les données sur les états financiers et les statistiques salariales puissent être transmises à l'Office par voie électronique.

2.2 Problématique liée à la présence de plusieurs sources de financement

La majorité des représentants d'organismes considèrent que la présence de plusieurs sources de financement n'est pas la façon la plus efficace d'accroître le financement du programme CTA. Bien que les programmes CTA-SOFI et CTA-Fonds de lutte aient permis d'augmenter la clientèle en CTA, ces programmes ont complexifié inutilement l'admissibilité en CTA et la gestion des subventions.

- La présence de multiples sources de financement n'a pas allégé la tâche administrative des CTA. En fait, les CTA font face à trois types de programmes ayant chacun leurs clientèles cibles et leur façon spécifique de calculer les subventions. Par exemple, pour les programmes CTA et CTA-SOFI, les heures subventionnées ne sont pas attribuées à des personnes, contrairement au programme CTA-Fonds de lutte.
- Pour le programme CTA-Fonds de lutte, le CTA doit garantir un emploi permanent. Dans le cas des CTA en entretien ménager ou en prêt de personnel, il est cependant impossible de remplir une telle exigence, puisqu'ils fonctionnent par contrat. Ces CTA ont donc des postes disponibles, mais ils ne peuvent embaucher de candidats dans le cadre de ce programme.
- Les participants s'entendent pour dire que les programmes CTA-SOFI et CTA-Fonds de lutte ont tout de même permis d'augmenter le nombre de personnes en CTA et ce, malgré les problèmes engendrés par la présence de plusieurs sources de financement. Toutefois, ils indiquent que davantage de personnes auraient été embauchées si ces programmes avaient été plus souples et s'ils avaient été harmonisés au programme CTA régulier.
- Quelques représentants d'organismes soulignent que le fait que les CTA reçoivent plusieurs types de subventions permet d'élargir la clientèle en emploi et de créer de nouveaux postes de travail. De plus, grâce à ces fonds, les gens vivant des problèmes de santé

mentale ont maintenant accès à certains emplois dans les CTA.

- Quelques représentants de SSMO remarquent que certaines personnes ont été pénalisées parce qu'elles ne répondaient pas aux critères d'admissibilité des programmes CTA-SOFI ou CTA-Fonds de lutte, même si elles étaient disponibles à intégrer un CTA.
- Selon certains représentants d'organismes, des personnes admises dans le cadre du CTA-Fonds de lutte doivent travailler à temps plein pour répondre aux critères de ce programme alors que leur capacité physique ne leur permet que de travailler à temps partiel.

2.3 Politique de réaffectation des surplus

Dans l'ensemble, les représentants de CTA sont en accord avec le principe de la réaffectation des surplus. Plusieurs ont cependant une connaissance plus ou moins précise du fonctionnement de cette politique.

- Plusieurs CTA trouvent cette politique relativement souple.
- D'autres considèrent que cette politique les empêche de se développer et de planifier à long terme.
- Bon nombre de CTA souhaiteraient réinvestir leurs surplus en immobilisations.
- Un représentant de CTA aimerait que cette politique tienne compte des surplus payés lors des années antérieures. Par exemple, les CTA qui font face à des pertes financières pourraient obtenir une aide proportionnelle aux montants qu'ils ont fournis au cours des années précédentes.

2.4 Pertinence de la règle du 60 %

Deux aspects de la règle du 60 % ont été abordés. Tout d'abord, les représentants d'organismes ont discuté de la pertinence de fixer un pourcentage minimum quant à la proportion de personnes handicapées admissibles au programme parmi le personnel des CTA. Ensuite, ils ont discuté de la pertinence de fixer cette proportion à 60 %. La discussion a souvent mis en évidence des divergences entre des représentants de CTA et les représentants d'autres organismes.

- Plusieurs représentants de CTA considèrent que le nombre de personnes handicapées est plus important que le pourcentage. Ainsi, certains CTA seraient en mesure d'augmenter le nombre de personnes handicapées dans leur entreprise s'ils pouvaient embaucher une proportion plus élevée de personnes non handicapées.
- Certains CTA aimeraient embaucher davantage de personnes non handicapées. L'embauche d'un plus grand nombre de personnes non handicapées leur permettrait par la suite d'engager plus de personnes handicapées (dont des personnes moins productives).
- Des représentants d'organismes croient qu'il est important de fixer un pourcentage élevé de personnes handicapées admissibles afin que les CTA ne perdent pas de vue leur mission sociale.
- Pour quelques représentants de CTA, la règle est problématique. Ils soulignent que ce ne sont pas tous les secteurs d'activités qui peuvent intégrer un tel pourcentage de main-d'œuvre handicapée.
- De l'avis de plusieurs représentants de CTA, il n'était pas pertinent d'augmenter de 50 % à 60 % la proportion de personnes handicapées dans les CTA.

TROISIÈME PARTIE : RÉSULTATS ATTENDUS FACE AU PROGRAMME

Les représentants d'organismes ont été questionnés sur leurs attentes face au programme. Plus précisément, nous leurs avons demandé qu'elles étaient leurs attentes en matière de création d'emploi, de maintien en emploi et de développement de l'employabilité. Les représentants d'organismes ont également été invités à indiquer s'ils avaient d'autres types d'attentes face au programme.

Lors de la tenue des discussions, tous se sont entendus sur le fait que le programme devait viser principalement la création d'emploi et le maintien en emploi des personnes handicapées. Il est vrai que le CTA peut être un tremplin vers l'intégration en entreprise régulière, mais les représentants d'organismes sont d'avis qu'il ne faut pas faire de cette possibilité un objectif du programme. Les attentes sur le développement de l'employabilité des personnes handicapées concernent donc l'évolution de la personne en CTA et non une éventuelle intégration en entreprise régulière.

3.1 Création d'emploi et maintien en emploi

- Les intervenants s'entendent pour établir que la mission première du CTA est la création d'emploi et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Plusieurs représentants d'organismes indiquent que beaucoup d'embauches en CTA se sont produites depuis quelques années, et que les personnes handicapées connaissent de plus en plus le programme.
- Le programme permet d'offrir des emplois à des personnes qui sont sans expérience de travail.
- Certains représentants d'organismes remarquent qu'un bassin de main-d'œuvre potentielle pour les CTA existe toujours dans leur région.

3.2 Développement de l'employabilité

- Les représentants d'organismes croient que les personnes handicapées en CTA développent leur employabilité et, dans certains cas, progressent en emploi.
- Toutefois, certains font remarquer que les CTA ne semblent pas toujours viser cet objectif. Les CTA devraient favoriser et encourager davantage la progression en emploi; par exemple, permettre de passer de journalier à chef d'équipe, ou encore offrir la possibilité d'occuper d'autres postes à l'intérieur du CTA.
- Les représentants d'organismes sont généralement d'accord pour affirmer que le programme CTA peut être un tremplin vers l'intégration en entreprise régulière, mais que cela ne doit pas être un objectif du programme. Les travailleurs en CTA ont droit, comme le reste de la population, à des emplois permanents.
- Pour plusieurs travailleurs en CTA, la possibilité d'être redirigé vers une entreprise régulière peut constituer une source de stress importante. De plus, certains hésiteraient à trop « performer » en emploi, de peur de devoir quitter le CTA.
- Le retour en entreprise régulière, dans le cas de certains travailleurs, pourrait également signifier une baisse de salaire et un retour à la précarité d'emploi.
- Pour les CTA, le fait de diriger les meilleurs travailleurs vers les entreprises régulières aurait un impact important sur la viabilité financière de l'entreprise et sur sa capacité à embaucher des personnes peu productives.
- Certains CTA ont mis sur pied un processus d'intégration en entreprise régulière. Par exemple, des CTA qui font du prêt de personnel laissent la possibilité aux travailleurs de devenir des employés réguliers à l'endroit où ils travaillent. Les CTA tentent alors de rassurer les personnes handicapées et leur famille en leur indiquant qu'elles auront la possibilité de revenir au CTA en cas d'échec.
- Certains CTA favorisent le développement de l'employabilité de leur personnel en permettant

l'apprentissage de nouvelles tâches ou en augmentant
les responsabilités des travailleurs.

3.3 Autres résultats attendus du programme

- Les CTA établissent de nombreux liens avec le milieu des affaires et les chambres de commerce. Ces liens contribuent à sensibiliser les entreprises à l'intégration en emploi des personnes handicapées. De plus, la présence d'un CTA dans une région permet de démontrer la capacité des personnes handicapées à intégrer le travail.
- Le programme CTA a des effets positifs sur la clientèle en termes d'estime de soi et d'amélioration de leur situation financière.
- Le programme contribue à diminuer l'isolement des personnes handicapées.
- À long terme, le programme permet de diminuer, d'une part, l'utilisation des services de santé et des services psychosociaux et, d'autre part, la prise de médicaments.

QUATRIÈME PARTIE : PERCEPTION FACE AU TRANSFERT DU PROGRAMME

Les représentants d'organismes se sont tous montrés très inquiets face à un éventuel transfert du programme CTA à un autre ministère. Ils ont fait un parallèle entre cet éventuel transfert et celui du programme CIT. D'après les représentants d'organismes, le transfert du programme CIT a démontré qu'Emploi-Québec n'a pas l'expertise nécessaire pour répondre aux besoins des personnes handicapées et que la culture organisationnelle de cet organisme ne s'harmonise pas bien avec les besoins de cette clientèle.

Les représentants d'organismes se sont majoritairement prononcés contre tout transfert du programme CTA.

4.1 Facteurs d'inquiétude

- Les représentants d'organismes sont très inquiets à propos du transfert. Ils croient qu'il sera difficile pour un autre ministère de gérer ce programme. Les représentants de CTA et de SSMO sont satisfaits des liens avec l'Office et reconnaissent à cet organisme l'expertise qu'il a su développer au fil des ans.
- Le transfert du programme CIT a démontré qu'Emploi-Québec ne semble pas avoir la sensibilité et l'expertise pour répondre aux besoins des personnes handicapées.
- Le personnel d'Emploi-Québec n'aurait pas l'expertise, l'intérêt et le temps pour desservir correctement les personnes handicapées.
- Des représentants d'organismes indiquent qu'Emploi-Québec ne semble pas comprendre qu'une personne ne soit pas être en mesure de travailler plus de 10 heures par semaine.
- Plusieurs reprochent à Emploi-Québec de ne pas prendre le temps d'analyser les besoins de la personne et de chercher à ce que toutes les interventions soient faites selon les normes établies.

-
- Le transfert du programme CTA pourrait signifier le retour à la sécurité du revenu pour plusieurs personnes qui ne correspondront pas parfaitement aux normes définies par Emploi-Québec.
 - Plusieurs représentants d'organismes mentionnent que lors du transfert du programme CIT, un protocole indiquant que le programme ne serait pas modifié a été signé; toutefois, après seulement un an, le programme connaît tout de même déjà des changements. Les intervenants ne semblent plus faire confiance à Emploi-Québec.
 - À moyen terme, les représentants ont peur de perdre une partie de l'enveloppe budgétaire consacrée aux personnes handicapées.

4.2 Conditions de succès

Les représentants d'organismes ont proposé une série de conditions qui pourraient permettre au transfert du programme CTA de se faire avec succès. Toutefois, plusieurs participants ont fait des propositions sans vraiment croire aux chances que le transfert du programme puisse être effectué de façon harmonieuse et sans effet négatif sur les personnes handicapées.

- Évaluer l'impact du transfert du programme CIT avant d'amorcer le transfert du programme CTA.
- Former le personnel d'Emploi-Québec.
- L'organisme qui aura à gérer le programme CTA devra considérer les deux missions (sociale et économique) des CTA et ne pas en privilégier une au détriment de l'autre.
- L'Office doit avoir un droit de regard sur les décisions prises lors du transfert. Des représentants doivent être présents pour défendre les droits des personnes handicapées.
- Il faudrait une longue période de transition afin de donner le temps de transmettre l'expertise qui a été développée.

CINQUIÈME PARTIE : PERCEPTION DES TRAVAILLEURS FACE AU PROGRAMME ET AU TRAVAIL EN CTA

Dans cette partie, nous rapportons les propos qui ont été tenus par les travailleurs en CTA. Les discussions ont porté sur le poste occupé, l'encadrement et le soutien offert en CTA, les conditions de travail, les perspectives d'avenir sur le plan de l'emploi et le transport adapté.

Dans l'ensemble, les travailleurs rencontrés demeurent très satisfaits de leur participation au programme et, plus particulièrement, de leur emploi en CTA. Toutefois, les discussions ont fait ressortir des différences importantes sur le plan de la qualité des emplois. En effet, bien que ces travailleurs bénéficient d'un emploi subventionné et qu'ils soient tous à l'emploi d'une entreprise adaptée, les salaires et l'encadrement diffèrent grandement d'un CTA à l'autre.

5.1 Poste occupé

- La majorité des travailleurs se sont dits satisfaits de l'emploi qu'ils occupent. De plus, ils se sentent bien et apprécient qu'on leur ait donné la chance de travailler.
- Généralement, les travailleurs considèrent que leur travail est bien adapté.
- La majorité des travailleurs sont convaincus qu'ils n'auraient pas un emploi et un environnement aussi bien adaptés en entreprise régulière. Ils sont conscients qu'en entreprise régulière, la tâche serait sans doute plus lourde et la vitesse requise, plus grande; en CTA, leur rythme de travail est davantage respecté.
- Un travailleur indique que les postes et les horaires de travail sont souvent adaptés aux besoins et capacités des employés. Ce travailleur mentionne que dans son CTA, les horaires de travail sont flexibles, ce qui lui permet d'ajuster son horaire selon ses capacités.

-
- Les travailleurs constatent que leurs employeurs ont une politique assez souple face aux absences.
 - Les travailleurs qui ont déjà travaillé dans une entreprise régulière préfèrent le CTA.
 - Certains travailleurs sentent toutefois une pression de la part de leur supérieur. Ils indiquent que leur emploi peut être stressant, car ils doivent respecter les quotas de production et de qualité.
 - La majorité des travailleurs rencontrés n'ont pas eu besoin que le CTA adapte leur poste de travail afin de tenir compte de leur incapacité. Le poste était déjà adapté.

5.2 Encadrement et soutien offert en CTA

- La majorité des travailleurs sont satisfaits de l'encadrement ou du soutien offert en CTA.
- Plusieurs travailleurs soulignent que les superviseurs n'ont pas toujours la compétence et la formation pour travailler avec des personnes handicapées.
- La majorité des participants affirment recevoir de la formation lorsqu'ils ont à travailler avec de nouvelles machines ou de nouveaux produits.
- La plupart n'ont plus aucun contact avec leur SSMO et n'ont jamais de contact avec des représentants de l'Office.
- Lorsque les travailleurs ont un problème, le premier répondant est le directeur du CTA, le responsable des ressources humaines ou un intervenant qui travaille au CTA.
- Les personnes qui travaillent à l'extérieur du CTA (gardiennage, entretien ménager, prêt de personnel) se sentent également bien encadrées. Des représentants du CTA les visitent régulièrement sur les lieux de travail, et ils peuvent en tout temps téléphoner à leur supérieur ou au directeur du CTA.
- La majorité des travailleurs ont une bonne relation avec le directeur du CTA ou avec le responsable des ressources humaines.
- La majorité des travailleurs ont également de bonnes relations avec leurs collègues de travail et leur chef d'équipe ou supérieur immédiat.
- Quelques travailleurs affirment toutefois ne pas bénéficier d'un encadrement et d'un support suffisants de la part de leur employeur. Ces quelques travailleurs mécontents déplorent le manque de compréhension de leur employeur. Un travailleur fait remarquer que, depuis plusieurs mois, il s'absente de son travail une fois par semaine parce qu'il a de la difficulté à suivre le rythme de travail. Toutefois, personne dans le CTA ne s'est informé des raisons de son absence et de son état de santé.

5.3 Conditions de travail

- Plusieurs employés considèrent que leur salaire augmente peu. Ils constatent que même s'ils sont à l'emploi du CTA depuis plusieurs années, ils gagnent pratiquement le même salaire que les travailleurs nouvellement embauchés.
- D'autres travailleurs deviennent chef d'équipe ou acceptent des responsabilités plus importantes sans pour autant obtenir une augmentation de salaire.
- Une minorité de travailleurs rencontrés affirment qu'ils sont sous-payés et que les personnes handicapées en CTA demeurent dans la pauvreté.
- Les travailleurs se sentent bien informés de leurs conditions de travail et de leurs droits.

5.4 Perspectives d'avenir sur le plan de l'emploi

- La plupart des travailleurs indiquent qu'ils veulent rester en CTA. Leur emploi en CTA leur permet en effet de s'accomplir sur les plans personnel et professionnel. Par ailleurs, ils prétendent que les entreprises régulières semblent peu ouvertes à embaucher des personnes handicapées.
- Peu de travailleurs sont intéressés à intégrer une entreprise régulière.
- Aucun ne fait actuellement de recherche d'emploi.
- Les travailleurs connaissent très peu les services qui sont offerts dans les centres locaux d'emploi.

5.5 Transport adapté

- Plusieurs travailleurs rencontrés utilisent le transport adapté.
- Les personnes qui bénéficient du transport adapté sont plus ou moins satisfaites de la qualité du service.
- Les horaires du transport adapté ne correspondent pas toujours aux horaires de travail.
- Certains arrivent ainsi plus d'une heure avant le début de leur journée de travail, alors que d'autres doivent attendre le transport pendant un certain temps à la fin de leur quart de travail.
- Quelques-uns ont pu ajuster leur horaire de travail selon l'horaire du transport adapté.
- Plusieurs travailleurs utilisent le covoiturage.
- Les participants s'entendent pour dire que le transport adapté permet aux personnes handicapées d'avoir accès à un emploi.

SIXIÈME PARTIE : ANALYSE ET PISTES DE RECHERCHE

Les groupes de discussion organisés auprès de représentants d'organismes et de travailleurs ont permis de recueillir des renseignements de nature qualitative sur le programme CTA. L'objectif du présent rapport était de rapporter ces informations et de les présenter de façon à informer l'Office sur le déroulement du programme. En guise de conclusion, nous reprenons certains éléments amassés au cours des discussions afin de faire le point sur le fonctionnement du programme, sur le degré de satisfaction des représentants d'organismes et des travailleurs face à celui-ci de même que sur les propositions qui ont été faites en vue d'améliorer le programme. Finalement, nous proposons des pistes de recherche en vue d'alimenter le processus d'évaluation du programme CTA.

6.1 Fonctionnement du programme

Les propos recueillis ont d'abord permis de constater que le programme CTA fonctionne de façon relativement souple sur le plan de la gestion des ressources humaines. Que ce soit lors du recrutement de la main-d'œuvre, de l'élaboration des plans d'intervention ou du suivi en CTA, chaque région a pu établir des procédures qui lui convenaient et qui correspondaient à ses besoins.

Cette situation constitue à la fois une force et une faiblesse du programme. La souplesse du programme laisse aux différents comités des ressources humaines la liberté d'adapter les critères d'admissibilité selon les candidats disponibles, les besoins des CTA et la situation de l'emploi dans la région. De plus, plutôt que d'appliquer une procédure uniforme pour l'ensemble des personnes admises en CTA, il est possible d'adapter à ses besoins le processus de suivi des plans d'intervention et de la clientèle. La souplesse du programme permet également aux CTA d'appliquer leurs propres méthodes de gestion des ressources humaines.

Par contre, la souplesse dans l'application du programme a empêché l'uniformisation des normes de fonctionnement sur les plans de l'admissibilité et des services offerts à la personne handicapée. L'Office se semble donc pas en mesure d'assurer que les règles d'admissibilité, le suivi et l'encadrement en CTA répondent aux mêmes normes dans toutes les régions du Québec.

Cette situation peut avoir un impact sur l'admissibilité de la clientèle et sur le développement de l'employabilité des travailleurs. Les groupes de discussion n'ont cependant pas permis de confirmer cet impact, ni de déterminer si le programme doit conserver cette souplesse ou si l'application de la politique de soutien à la gestion des ressources humaines en CTA doit être resserrée. Toutefois, il sera important que l'évaluation du programme CTA touche à ces questions.

6.2 Satisfaction face au programme

Grâce aux groupes de discussion, il a été possible de recueillir l'opinion des représentants d'organismes et des travailleurs sur le programme. Les critiques qui ont été enregistrées ne remettent nullement en cause la pertinence et l'efficacité du programme. Toutes les personnes rencontrées considèrent en effet que le programme CTA constitue la meilleure façon d'intégrer en emploi des personnes qui n'ont pas accès aux entreprises régulières.

Les critiques qui ont été formulées dans le cadre des groupes de discussion sont de nature constructive et visent à améliorer le programme ou à accroître son accessibilité.

6.3 Propositions d'amélioration émises par les participants

De nombreuses propositions ont été faites par les participants aux groupes de discussion en vue d'améliorer le programme. Ces propositions n'ont pas toujours été décrites avec précision et très peu d'entre elles font l'objet d'un consensus de tous les participants. Nous reprenons donc ici les principales propositions qui nous ont été soumises lors des groupes de discussion.

- Les comités des ressources humaines devraient se réunir tel que prévu dans la politique afin d'effectuer les suivis des plans d'intervention.
- Les CTA devraient avoir la possibilité de soumettre des candidats aux comités des ressources humaines.
- Les personnes qui désirent travailler en CTA devraient être mises à l'essai avant d'être acceptées. Cela permettrait de bien évaluer la productivité de la personne et de s'assurer de son intérêt pour un emploi en CTA.
- Les plans d'intervention devraient être élaborés à la suite d'une courte période de travail en CTA, de façon à ce que toute l'information nécessaire pour bien définir les besoins de la personne handicapée soit disponible.
- Les CTA devraient avoir l'obligation d'évaluer leur personnel au moins une fois l'an.
- Le personnel de l'Office devrait être plus visible auprès de la clientèle en CTA.
- Les secteurs d'activités qui permettent d'intégrer en emploi du personnel ayant un faible niveau de productivité devraient être priorisés par les CTA.
- Le programme devrait permettre le développement de d'autres types d'entreprises d'insertion sociale afin d'accroître, pour les personnes moins productives, la possibilité d'accéder à un emploi.
- Il serait préférable que l'Office simplifie son formulaire portant sur les états financiers des CTA et sur les statistiques salariales.
- Le programme devrait permettre de créer davantage de postes à temps partiel.

-
- Le programme pourrait permettre aux CTA d'embaucher du personnel handicapé qualifié pour effectuer des tâches de bureau (comptabilité, secrétariat, etc.). Actuellement, les critères d'admissibilité au programme ne permettent pas d'embaucher ce type de personnel, qui est jugé trop productif.
 - La règle du 60 % devrait être abolie afin de ne pas nuire au développement des CTA.
 - Les délais d'obtention de financement pour les nouveaux postes de travail devraient être réduits.
 - Les délais pour l'accréditation d'un nouveau CTA devraient être diminués.
 - Le financement des CTA devrait être revu afin de leur permettre de donner des salaires plus élevés aux personnes handicapées.
 - Une augmentation du financement du programme favoriserait le développement de CTA en région.

6.4 Pistes de recherche

Les informations recueillies dans le cadre des groupes de discussion soulèvent également certaines questions, que nous formulons sous forme de pistes de recherche visant à alimenter le processus d'évaluation du programme CTA. Ces pistes de recherche portent sur l'admission de la clientèle, le plan d'intervention, la qualité des emplois offerts, la protection des personnes handicapées en CTA et le vieillissement de la clientèle.

Processus d'admission de la clientèle

Les informations amassées permettent d'affirmer que le type de clientèle admis au programme varie selon les régions et selon les CTA. L'Office doit être en mesure de bien évaluer l'impact de ce phénomène et de s'assurer que la clientèle ciblée par le programme y a réellement accès. L'Office doit également pouvoir, s'il y a lieu, déterminer pourquoi certains segments de la clientèle cible n'auraient pas accès au programme.

1. Le programme est-il accessible à la clientèle cible?
2. Quels sont les facteurs qui favorisent ou qui freinent l'accessibilité à la clientèle cible?

Plan d'intervention

Actuellement, le plan d'intervention est un outil sous-utilisé; l'Office doit donc en questionner la pertinence et l'application.

3. Dans sa forme actuelle, le plan d'intervention est-il pertinent et utile (pour la personne handicapée, pour le CTA et pour l'Office)?
4. Y a-t-il lieu de resserrer son application?

Suivi du plan d'intervention et de la clientèle

Les comités des ressources humaines font peu de suivi des plans d'intervention. Les membres des comités expliquent cette situation par le manque de temps et par le fait qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer un suivi pour tous les candidats. Comme c'était le cas pour le l'élaboration du plan d'intervention, l'Office doit questionner la pertinence du suivi et son application.

Les discussions ont également mis en évidence le fait qu'une fois en CTA, les personnes handicapées ont très peu de contacts avec des représentants de l'Office ou des SSMO. L'Office doit ainsi être en mesure de déterminer si de tels contacts seraient souhaitables et si les personnes handicapées auraient besoin d'un suivi en CTA.

5. Est-il nécessaire d'effectuer un suivi de tous les plans d'intervention? Si non, lesquels devraient faire l'objet d'un suivi?
6. Quelles sont les bonnes pratiques face au suivi des plans d'intervention?
7. Le suivi des plans d'intervention permet-il à la clientèle de progresser en emploi? Pourrait-il permettre de favoriser une intégration en entreprise régulière?
8. Les personnes handicapées en CTA ont-elles besoin d'un suivi fait par l'Office ou le SSMO?

Qualité des emplois offerts

La qualité des emplois varie d'un CTA à l'autre. Comme pour les entreprises régulières, chaque CTA offre des salaires, des horaires, un environnement de travail et un encadrement qui lui sont propres. Dans un contexte de libre marché, ces différences sont normales et l'employé est libre d'accepter ou non les conditions qui lui sont proposées. Toutefois, comme les emplois sont en partie subventionnés, l'Office aurait tout de même avantage à s'assurer du respect de certains critères minimaux quant à la qualité des emplois. Les personnes handicapées en CTA sont-elles satisfaites de leur emploi et de leur milieu de travail?

9. Les personnes handicapées en CTA sont-elles satisfaites de leur emploi et de leur milieu de travail?

-
10. Les conditions de travail en CTA sont-elles équitables pour tous les employés?
 11. Le personnel cadre en CTA a-t-il les compétences nécessaires pour diriger et superviser des personnes handicapées?
 12. Les possibilités de progression en emploi des travailleurs sont-elles valorisées et encouragées dans les CTA?

Protection des personnes handicapées en CTA

Les discussions ont démontré que les comités des ressources humaines ne se sont pas dotés d'une procédure clairement définie quant à la gestion des plaintes. Cependant, tous s'entendent pour affirmer qu'il doit se développer en CTA une relation normale de travail entre la personne handicapée et son employeur. Ainsi, dans la majorité des cas, les conflits doivent se résoudre à l'interne.

Cette façon de faire semble bien fonctionner. Toutefois, elle ne garantit pas à l'Office que les personnes handicapées reçoivent un traitement juste et équitable.

13. En cas de litige, les personnes handicapées en CTA sont-elles assurées de recevoir un traitement juste et équitable de la part de leur employeur?

Vieillessement de la clientèle

Plusieurs représentants de CTA ont indiqué que leur personnel vieillissait. Le caractère permanent des emplois en CTA a fait en sorte que plusieurs CTA créés au tout début du programme se retrouvent maintenant avec des employés relativement âgés. Selon le type de déficience et le degré d'incapacité, le vieillissement peut avoir un effet plus ou moins important sur la productivité de la personne handicapée. Les CTA font donc face à une nouvelle problématique, qui aura sans aucun doute des effets sur leur productivité, voire sur leur rentabilité financière.

L'Office doit étudier le phénomène du vieillissement de sa clientèle afin de soutenir les CTA dans la gestion de leurs ressources humaines. Elle doit notamment mesurer l'ampleur du phénomène, évaluer son impact sur la viabilité financière

des CTA et étudier la pertinence d'apporter des modifications au programme pour favoriser le maintien en emploi du personnel plus âgé.

14. Quel est l'ampleur du phénomène du vieillissement de la clientèle en CTA?
15. Quel est l'impact de ce vieillissement sur la viabilité financière des CTA?
16. Le vieillissement de la clientèle exige-t-il des modifications au programme afin de favoriser le maintien en emploi des employés plus âgés?

ANNEXE A

**LISTE DES ORGANISMES QUI ONT PARTICIPÉ AUX GROUPES DE
DISCUSSION**

Liste des organismes qui ont participé aux groupes de discussion

CÔTE-NORD (09)	
• Bureau régional de l'Office de la Côte-Nord	• Centre de réadaptation l'Émergent
• Groupe de la côte inc.	• SSMO Baie-Comeau
BAS-SAINT-LAURENT (01), GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (11)	
• Atelier Léopold-Desrosiers inc.	• Bureau régional de l'Office de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
• Bureau régional de l'Office du Bas-St-Laurent	• Centrap inc.
• Emploi-Services	• Impressions Alliance 9000 inc.
• SSMO ÉLAN	• SSMO Gaspésie-Les Îles
• SSMO La Rescousse du K.R.T.B. inc.	
CAPITALE NATIONALE (03), SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (02)	
• Atelier du Martin-Pêcheur inc.	• Bureau régional de l'Office du Saguenay-Lac-St-Jean
• Bureau régional de l'Office de la Capitale-Nationale	• Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Québec
• Chaîne de travail adapté C.T.A inc.	• Hichaud inc.
• Les ateliers T.A.Q inc.	• Pir-Vir inc.
• Projet L'ARBRE inc./ Passeport-Emploi inc.	• SSMO l'Appui inc.
• SSMO La Croisée	• SSMO Saguenay inc.
MONTRÉAL (06), MONTÉRÉGIE (03)	
• Action Main-d'oeuvre inc.	• L'Arrimage
• Association Action Plus LGS	• Atelier Abaco inc./ Atelier la flèche de fer inc.
• Bureau régional de l'Office de Montréal	• Bureau régional de l'Office de la Montérégie
• Centre de transition pour adultes Le Transit inc.	• Centre de réadaptation en déficience intellectuelle
• Centre de réadaptation (physique et sensorielle)	• Certex-Centre de récupération et de recyclage du textile inc.
• Centre de transition Le Sextant inc.	• Centre juif de travail J.V.S inc.
• Les ateliers l'Essor	• Placement potentiel inc.
• RécupérAction Marronniers	• Services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
• SQPA	• SSMO L'Étape
• SSMO L'Étape	
• SSMO Montérégie	
LAVAL (13), LANAUDIÈRE (14)	
• Bureau régional de l'Office de Lanaudière	• Bureau régional de l'Office de Laval
• Capeq inc.	• Centre de réadaptation Normand-Laramée
• Serlan inc.	• SSMO Essor II

• SSMO Option-Travail	• SSMO L'Arrimage
CENTRE-DU-QUÉBEC (17), MAURICIE (04), ESTRIE (05)	
• Atelier des vieilles forges inc.	• Atelier Poly-Teck inc.
• Bureau régional de l'Office de la région de l'Estrie	• Bureau régional de l'Office de la région de la Mauricie
• Bureau régional de l'Office de la région du Centre-du-Québec	• Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie Centre-du-Québec
• Centre de réadaptation de l'Estrie	• DÉFI-SM inc.
• Groupe RCM inc.	• Récupération Centre du Québec inc.
• Trav-Action	• SSMO Mauricie
• SSMO Drummondville	
OUTAOUAIS (07)	
• APICO	• Atelier La Relance
• Bureau régional de l'Outaouais	• Centre de travail Laro inc.
• Centre Réintek inc.	• L'Envol SRT inc
• Pavillon du Parc/ Réseau de service en déficience intellectuelle du territoire Grande-Rivière/ Hull	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
• Ateliers Kami inc.	• Bureau régional d'Abitibi-Témiscamingue
• Centre de réadaptation Clair-Foyer	• La Maison
• Les ateliers Manutex	• Temabex inc.
• Vision Travail Abitibi-Témiscamingue	
CHAUDIÈRE-APPALACHES (12)	
• Atelier de réadaptation au travail de Beauce inc./ Centre de sous-traitance Beauce inc.	• Bureau régional de l'Office de Chaudière-Appalaches
• Cétal inc.	• Cartonek inc.
• La société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A inc.	• Horisol coopérative de travailleurs Récupération Frontenac inc.
	• SSMO Tetford-Mines

Listes des CTA qui ont référé des travailleurs pour participer aux groupes de discussion

CAPITALE NATIONALE (03), SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (02)

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| • Atelier du Martin-Pêcheur inc. | • Horisol coopérative de travailleurs |
| | • Récupération Frontenac inc. |
| • Pir-Vir inc. | • Les ateliers T.A.Q inc. |
-

MONTREAL (06), MONTEREGIE (03)

- | | |
|--|--|
| • Atelier Abaco inc. | • Association Action Plus LGS |
| • Centre de transition pour adultes Le
Transit inc. | • Certex-Centre de récupération et de
recyclage du textile inc. |
| • Placement potentiel inc. | • RécupérAction Marronniers |
-

ANNEXE B

GUIDES DE DISCUSSION

1. GUIDE DE DISCUSSION UTILISÉ AUPRÈS DES REPÉSENTANTS D'ORGANISMES

1. Introduction

- Mot de bienvenue
- Rôle de l'animateur et des participants
- Présentation des objectifs de la rencontre
- Modalités techniques et déroulement de la rencontre (durée, enregistrement, etc.)

2. Présentation des participants

- Chaque participant est invité à se présenter en indiquant son nom, le nom de l'organisme qu'il représente et le poste qu'il occupe

3. Premier thème : Gestion et suivi du programme

- **Déroulement des activités du comité des ressources humaines**
 - Difficultés rencontrées lors de l'évaluation des candidats
 - Clarté ou ambiguïté de la définition d'une personne productive mais non compétitive
 - Proposition d'amélioration de cette définition
 - Difficultés rencontrées dans l'élaboration, la réalisation et le suivi du plan d'intervention
 - Procédure et gestion des plaintes
 - Propositions d'amélioration par rapport au rôle et au fonctionnement des activités du comité
- **Clientèle**
 - Adéquation entre la clientèle visée par le programme et la clientèle réellement desservie
- **Procédures administratives**
 - Utilité et pertinence des formulaires qui sont complétés par les SSMO
 - Utilité et pertinence des formulaires qui sont complétés par les CTA
 - Suivi et contrôle des subventions
 - Mécanisme de révision
 - Avantages et inconvénients d'une gestion centralisée
 - Informatisation des données
 - Propositions d'amélioration face aux procédures administratives
- **Problématiques liées à la présence de plusieurs sources de financement (programme régulier, CTA-SOFI et CTA-Fonds de lutte)**
 - Impact sur l'admissibilité des clientèles
 - Impact sur le fonctionnement des CTA et sur le programme CTA

-
- **Politique de réaffectation des surplus**
 - Fondement et pertinence de la politique
 - Principaux bénéficiaires
 - Effets positifs et effets négatifs
 - Propositions d'amélioration

4. Deuxième thème : Qualité du service offert

- **Accessibilité du programme**
- **Type d'emplois offerts aux personnes handicapées**
 - Adéquation entre les emplois offerts et l'employabilité des personnes handicapées
 - Plan de carrière (cheminement et fonctionnement)
 - Poste de gestion
- **Encadrement offert en CTA**
 - Disponibilité d'une ressource professionnelle (à l'interne ou à l'externe)
 - Existence et application d'une politique de gestion des ressources humaines (ou d'un guide des conditions de travail)
 - Type d'encadrement offert par le CTA (nature et fréquence)
 - Formation
 - Suivi du plan d'intervention
- **Encadrement et suivi offert par le SSMO**
 - Soutien offert durant les 13 premières semaines (nature et fréquence)
 - Soutien offert après 13 semaines (nature et fréquence)
 - Visite des CTA
 - Rencontre des personnes dans leur milieu de travail
 - Contact téléphonique
- **Encadrement et soutien offert par le bureau régional de l'Office**
 - Soutien offert (nature et fréquence)
 - Visite des CTA
 - Rencontre des personnes dans leur milieu de travail
 - Contact téléphonique
- **Proposition en vue de l'amélioration de la qualité des emplois et de l'encadrement offert**
- **Impact de la syndicalisation sur la qualité de l'emploi en CTA**
 - Impact sur le maintien en emploi
 - Impact sur la qualité de l'encadrement

5. Troisième thème : Résultats attendus

- Maintien en emploi
- Développement de l'employabilité
- Autres effets du programme
- Pertinence du critère exigeant que 60 % du personnel des CTA soit des personnes handicapées
- Possibilité d'intégrer certaines personnes en milieu de travail non adapté
- Facteurs qui empêchent l'atteinte des résultats
- Impact de la diversité des sources de financement sur la création d'emploi

6. Quatrième thème : Perception face au transfert du programme

- Points positifs et négatifs du transfert du programme CTA
 - Pour les travailleurs
 - Pour les CTA
 - Pour les autres partenaires
- Conditions de succès du transfert
 - Ministère impliqué
 - Délais nécessaires à la réalisation du transfert
 - Rôle des bureaux régionaux de l'Office et des SSMO

7. Conclusion sur la discussion

- Satisfaction des participants face au programme
- Solutions préconisées pour augmenter le nombre de postes en CTA
- Éléments du programme qui doivent être améliorés
- Tenter d'établir un consensus auprès des participants sur les éléments à améliorer

8. Mot de la fin et remerciements

2. GUIDE DE DISCUSSION UTILISÉ AUPRÈS DES REPRÉSENTANTS DE TRAVAILLEURS¹

1. Introduction

- Mot de bienvenue
- Objectifs de la rencontre
- Présentation des objectifs de la rencontre
- Rôle de l'animateur et des participants
- Modalités techniques et déroulement de la rencontre (durée, enregistrement, etc.)

2. Présentation des participants

- Chaque participant est invité à se présenter en indiquant son nom, le nom du CTA où il travaille, le poste qu'il occupe et depuis combien de temps il occupe un poste dans un CTA

3. Premier thème : Caractéristiques du poste occupé

- Difficulté de la tâche
 - Sur le plan physique
 - Sur le plan psychologique
 - Sur le plan intellectuel
- Concordance entre les capacités de la personne et les exigences de la tâche (respect des capacités de la personne)
- Horaire de travail
- Accessibilité des lieux
- Transport

4. Deuxième thème : Qualité du service offert

- Encadrement offert par le CTA
 - Disponibilité d'une ressource professionnelle
 - Type d'encadrement
 - Formation
 - Suivi personnalisé

¹ Le vocabulaire utilisé dans le cadre de la discussion sera adapté selon les capacités de compréhension des personnes présentes.

-
- **Encadrement et soutien offert par le SSMO et le bureau régional de l'Office**
 - Rencontre sur les lieux de travail
 - Nom et coordonnées d'une personne-ressource au SSMO ou à l'Office
 - **Identification des personnes qui répondent aux besoins des travailleurs**
 - **Besoins de services ou d'encadrement non comblés**
 - **Impact de la syndicalisation sur la qualité de l'emploi en CTA**
 - Impact sur le maintien en emploi
 - Impact sur la qualité de l'encadrement
 - Connaissance des droits
 - Procédure de plaintes
 - **Informations transmises sur les conditions de travail lors de l'embauche**

5. Troisième thème : Satisfaction face à l'emploi en CTA

- Satisfaction face à l'horaire de travail
- Satisfaction face à la tâche
- Satisfaction face aux relations avec les collègues de travail
- Satisfaction face aux relations avec les supérieurs
- Possibilité d'avancement ou d'accomplir des tâches plus intéressantes
- Éléments positifs du travail en CTA
- Éléments négatifs du travail en CTA
- Tenter d'établir un consensus auprès des participants sur les éléments positifs ou négatifs

6. Quatrième thème : Perspectives d'avenir sur le plan de l'emploi

- Demeurer au CTA
- Occuper un autre poste au CTA
- Travailler dans un autre CTA
- Occuper un poste à temps partiel en CTA
- Intégrer un milieu de travail non adapté (avec ou sans subvention)

7. Cinquième thème : Perspectives d'avenir face au fonctionnement du programme

- Satisfaction et attente face au bureau régional de l'Office
- Satisfaction et attente face au SSMO
- Expérience avec le CLE
- Pertinence et importance d'un service de placement adapté aux personnes handicapées
- Pertinence et importance de postes de travail en milieu adapté

8. Mot de la fin et remerciements

7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final) ;
- la durée du contrat ;
- le coût du contrat ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

AUCUN CONTRAT N'A ÉTÉ ATTRIBUÉ EN 2001-2002.

8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- le coût ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8 - CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DU 1 AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002

	NOM DU CONTRACTANT	PLUS BAS SOUSSIONNAIRE	OBJET DU CONTRAT (MANDAT ET RÉSULTAT)	MODE D'OCTROI	COUT
1	ADCOM VIDEOCONFERENCING	N/A	installation système audio	négocié	2 390 \$
2	AGENCE ATMAN	N/A	spectacle " Les Mecs Comiques " pour SQPH	négocié	1 500 \$
3	ATELIERS TAQ	N/A	préparation pour l'envoi de documents de l'OPHQ	négocié	2 982 \$
4	BOUTIQUE DE PHOTO DRUMMOND	N/A	agrandissement de photo et encadrement et plaques gravées	négocié	123 \$
5	BRAILLE JYMICO	N/A	conversion en braille de documents OPHQ	négocié	240 \$
6	C.N.W. QUÉBEC	N/A	transmission de communiqués sur le fil C.N.W. Québec	négocié	683 \$
7	C.S.D.I.	N/A	déchiquettage de papier au siège social de l'OPHQ	négocié	1 300 \$
8	CENTRE NATIONAL DU SOUS-TITRAGE PST	N/A	sous-titrage de messages télévisés	négocié	2 015 \$
9	COBA	N/A	soutien technique gestion documentaire	négocié	1 300 \$
10	COMMISSION SCOLAIRE DES CHENES	N/A	travaux de reprographie	négocié	903 \$
11	CONCEPT DANIEL DUCHESNE	N/A	affiche avec le logo de l'OPHQ	négocié	65 \$
12	CONCEPTS GUY THIBODEAU	N/A	impression de plans d'occupation	négocié	80 \$
13	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI	N/A	service documentaire	négocié	1 107 \$
14	CONSULTANTS LONGPRÉ & ASSOCIÉS	N/A	programme d'aide aux employés	négocié	9 650 \$
15	COPIES EXPRESS DRUMMOND	N/A	impression de copies couleur sur acétates	négocié	64 \$
16	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS	N/A	formation sur la communication et relation d'aide	négocié	2 515 \$
17	E.P.S.I.	N/A	évaluation de personnel	négocié	1 125 \$
18	FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE (MOTEUR RECHERCHE)	N/A	indexation des fichiers du site Web de l'OPHQ	négocié	1 000 \$
19	GESTION DAN BIGRAS	N/A	spectacle Dan Bigras pour SQPH	négocié	3 800 \$
20	GROUPE RCM	N/A	collectes de papier pour recyclage	négocié	190 \$
21	GROUPE TVA INC.	N/A	copie VHS d'une entrevue donnée par le président	négocié	85 \$
22	IMPRESSIONS ALLIANCE 9000	N/A	impression du magazine L'Intégration de l'OPHQ	négocié	2 250 \$
23	IMPRIMERIE HÉON & NADEAU	N/A	répertoire de vidéo personnes handicapées	négocié	4 568 \$
24	IMPRIMERIE HÉON & NADEAU	N/A	dépliants "OPHQ et vous"	négocié	3 137 \$
25	IMPRIMERIE HÉON & NADEAU	N/A	impression de la brochure "Etude en bref" (1)	négocié	592 \$
26	IMPRIMERIE HÉON & NADEAU	N/A	impression de la brochure "Etude en bref" (2)	négocié	860 \$
27	IMPRIMERIE LEMIRE	N/A	impression du magazine L'Intégration de l'OPHQ	négocié	5 450 \$

	NOM DU CONTRACTANT	PLUS BAS SOUSSIONNAIRE	OBJET DU CONTRAT (MANDAT ET RÉSULTAT)	MÔDE D'OCTROI	COUT
28	IMPRIMERIE LEMIRE	N/A	impression de lettres pour les vœux de Noël	négocié	225 \$
29	INSTITUT NAZARETH ET LOUIS BRAILLE	N/A	impression de cartes de Noël en braille	négocié	540 \$
30	JOBIDON DENIS DR	N/A	expertise médicale	négocié	500 \$
31	KOBALT	N/A	modification et mise en page de document et brochure de l'OPHQ	négocié	340 \$
32	KOBALT	N/A	conception graphique du magazine Intégration de l'OPHQ	négocié	2 033 \$
33	LA MAGNÉTHÈQUE	N/A	enrèglement et duplication de dépliants	négocié	304 \$
34	LES ATELIERS P.G. ENR.	N/A	assemblage du document "Ressources pour les p.h. & leur famille	négocié	85 \$
35	LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC	N/A	production du rapport annuel 2000-2001	négocié	2 483 \$
36	L'IMPRIMERIE MODERNE DE BEAUCE INC.	N/A	dépliants "Déclaration de services aux citoyennes et citoyens" de l'OPHQ	négocié	1 153 \$
37	LYONNAIS TRANSPORT	N/A	travaux de manutention	négocié	6 250 \$
38	MISENER GILLIAN	N/A	traduction anglaise de la revue Intégration	négocié	6 820 \$
39	MULTI-LIENS INC.	N/A	hébergement et modification du site web de l'OPHQ	négocié	6 278 \$
40	PHOTO MÉDIA	N/A	coroplast, film pour affiche SQPH, annonce pour journal L'APAQ	négocié	894 \$
41	PHOTO MÉDIA	N/A	travaux de lettrage	négocié	755 \$
42	PHOTO MÉDIA	N/A	conception, montage, illustration, photo-composition de différents documents et dépliants de l'OPHQ	négocié	2 216 \$
43	PREIMPRESSIONS GASCOM INC.	N/A	films pour l'impression du magazine L'Intégration	négocié	1 173 \$
44	PSYCHO-CHOIX	N/A	formation du personnel des bureaux régionaux au travail d'équipe	négocié	3 500 \$
45	RAAMM	N/A	traduction en braille	négocié	2 720 \$
46	RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP	N/A	formation sur la classification des déficiences	négocié	1 000 \$
47	ROBERT CLERMONT	N/A	préparer un document en braille	négocié	396 \$
48	ROGER LABRANCHE EXPRESS	N/A	transport de boîtes au centre de pré-archivage et des livraisons locales	négocié	2 500 \$
49	S.R.I.E.Q. SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTARIAT DE L'EST QUÉBEC	N/A	services d'interprétation	négocié	3 628 \$
50	SERVICE D'INTERPRÉTATION POUR PERSONNES SOURDES EN ESTRIE	N/A	services d'interprétation	négocié	308 \$
51	SIVET - SERVICE D'INTERPRÉTATION VISUELLE & TACTILE DU MTL METRO	N/A	services d'interprétation	négocié	4 043 \$
52	SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFUSION DU QUÉBEC	N/A	message d'intérêt public "Ensemble...tout le monde y gagne"	négocié	5 422 \$
53	SOGEMAP INC.	N/A	étude qualitative sur les C.T.A.	négocié	17 881 \$
				TOTAL	123 421 \$

9. Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

**9 – CONTRATS DE SERVICES – VERSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 31 MARS 2002**

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	RAISON DU DÉPASSEMENT	MONTANT INITIAL	SURPLUS VERSÉ
SOGE MAP	Étude qualitative sur les C.T.A.	Rencontre supplémentaire pour entrevue de groupes	15 995 \$	1 886 \$
LYONNAIS TRANSPORT	Travaux de manutention	Travaux de manutention additionnels	5 000 \$	1 250 \$
MISENER GILLIAN	Traduction anglaise de la revue Intégration	Besoins additionnels en traduction	6 200 \$	620 \$
CONSULTANTS LONGPRÉ ET ASSOCIÉS	Programme d'aide aux employés	Besoins additionnels	9 000 \$	650 \$

10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie ;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie ;
- la téléphonie cellulaire et le coût d'utilisation ;
- les téléavertisseurs ;
- le mobilier de bureau ;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item) ;
- les distributeurs d'eau de source ;
- le remboursement des frais de transport ;
- le remboursement des frais d'hébergement ;
- le remboursement des frais de repas ;
- le ressourcement ou préparation à la retraite ;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec ;
 - b) à l'extérieur du Québec.

QUESTION 10 - DÉPENSES DIVERSES 2001-2002

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

MONTANT (\$) DE LA DÉPENSE 2001-2002		
CATÉGORIE		2001-2002
1	Photocopie	29 743,14 \$
2	Télécopie	7 765,27 \$
3	Téléphone cellulaire	12 696,19 \$
4	Téléavertisseurs	199,20 \$
5	Mobilier de bureau	5 489,00 \$
6	Fournitures, valises, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton et papier pour photocopieur	36 903,91 \$
7	Agendas	791,34 \$
8	Dictionnaires	2 054,82 \$
	Calculatrices	- \$
9	Distributeurs d'eau de source	239,00 \$
10	Remboursement des frais de transport	140 512,70 \$
11	Remboursement des frais d'hébergement et de repas	53 642,95 \$
12	Ressourcement ou préparation à la retraite	1 699,85 \$
13	Congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement	
	a) au Québec	74 011,18 \$
	b) à l'extérieur du Québec	- \$
	TOTAL	365 748,55 \$

11. La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :

- la marque et le modèle du véhicule ;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction ;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation) ;
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation) ;
- les appels d'offres faits en 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003 ;
- spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

QUESTION 11 – LISTE DES VÉHICULES UTILISÉS 2001-2002

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Marque : Chevrolet

Modèle : Malibu 2001

**Coût de location : 6270 \$ payable au Fonds de gestion de l'équipement
roulant**

Année de transaction : 1^{er} mai 2001

Coût d'entretien : 0 \$ programme Clés en main

Coût d'utilisation : 1035 \$ pour l'essence

Aucun appel d'offres en 2001-2002 et aucun de prévu pour 2002-2003

12. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

12. (page 1 de 3)

2001-2002	PERSONNEL D'ENCADREMENT			PERSONNEL PROFESSIONNEL			PERSONNEL FONCTIONNAIRE			SOUS-TOTAL		GRAND TOTAL
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	
Personnel régulier	4+1 HC(3,2%) 1 PH 1 A	2 (1,3%)	7 (4,5%) 1 PH 1 A	30(19,1%) 4 PH 1 A	33 (21,0%) 2 PH 3 CC 1 J	63(40,1%) 6 PH 3 CC 1 J 1 A	11 (7,0%) 3 PH 1 J	59 (37,6%) 7 PH 1 CC 1J	70(44,6%) 10 PH 1 CC 2 J	46 (29,3%) 8 PH 1 J 2 A	94 (59,9%) 9 PH 4 CC 2 J	140 (89,17%) 17 PH 4 CC 3 J 2 A
Personnel occasion.	0	0	0	1 (0,6%)	6 (3,8%) 3 J	7 (4,5%) 3 J	1 (0,6%) 1PH	9 (5,7%) 1 PH 2 J	10(6,4%) 2 PH 2 J	2 (1,3%) 1 PH	15 (9,6%) 1 PH 5 J	17 (10,8%) 2 PH 5 J
TOTAL Régulier - occasion.	5 (3,2%) 1 PH 1 A	2 (1,3%)	7 (4,5%) 1 PH 1 A	31(19,7%) 4 PH 1 A	39 (24,8%) 2 PH 3 CC 4 J	70(44,6%) 6 PH 3 CC 4 J 1 A	12 (7,6%) 4 PH 1 J	68 (43,3%) 8 PH 1 CC 3 J	80(51,0%) 12 PH 1 CC 4 J	48 (30,6%) 9 PH 1 J 2 A	109 (69,4%) 10 PH 4 CC 7 J	157 19 PH (12,1%) 4 CC (2,5%) 8 J (5,1%) 2 A (1,3%)

TOTAL EFFECTIFS (réguliers et occasionnels) AUTORISÉS : 145 ETC - TOTAL DES EFFECTIFS EN PLACE : 157personnes

Prévisions 2002-2003	PERSONNEL D'ENCADREMENT			PERSONNEL PROFESSIONNEL			PERSONNEL FONCTIONNAIRE			SOUS-TOTAL		GRAND TOTAL
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	
Personnel régulier	4+1 HC(3,2%) 1 PH 1 A	2 (1,3%)	7 (4,5%) 1 PH 1 A	30(19,1%) 4 PH 1 A	33 (21,0%) 2 PH 3 CC 1 J	63(40,1%) 6 PH 3 CC 1 J 1 A	11 (7,0%) 3 PH 1 J	59 (37,6%) 7 PH 1 CC 1J	70(44,6%) 10 PH 1 CC 2 J	46 (30,6%) 8 PH 1 J 2 A	94 (59,9%) 9 PH 4 CC 2 J	140 (89,17%) 17 PH 4 CC 3 J 2 A
Personnel occasion.	0	0	0	1 (0,6%)	6 (3,8%) 3 J	7 (4,5%) 3 J	1 (0,6%) 1PH	9 (5,7%) 1 PH 2 J	10(6,4%) 2 PH 2 J	2 (1,3%) 1 PH	15 (9,6%) 1 PH 5 J	17 (10,8%) 2 PH 5 J
TOTAL Régulier - occasion.	5 (3,2%) 1 PH 1 A	2 (1,3%)	7 (4,5%) 1 PH 1 A	31(19,7%) 4 PH 1 A	39 (24,8%) 2 PH 3 CC 4 J	70(44,6%) 6 PH 3 CC 4 J 1 A	12 (7,6%) 4 PH 1 J	68 (43,3%) 8 PH 1 CC 3 J	80(51,0%) 12 PH 1 CC 4 J	48 (30,6%) 9 PH 1 J 2 A	109 (69,4%) 10 PH 4 CC 7 J	157 19 PH (12,1%) 4 CC (2,5%) 8 J (5,1%) 2 A (1,3%)

TOTAL EFFECTIFS (réguliers et occasionnels) AUTORISÉS : 145 ETC - TOTAL DES EFFECTIFS EN PLACE : 157personnes

HC : hors cadre- H : homme- F : femme- PH : personne handicapée- CC : communauté culturelle- A : anglophone- J : jeune

\\drvl-srv1\grp\srh\14120302\2001-2002\question-12-1.doc 21/03/2002

TABLEAU COMPARATIF DE LA REPRÉSENTATION DES GROUPES-CIBLES
PAR RAPPORT AU NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS (PERSONNES EN PLACE)

	2001-2002	Prévisions 2002-2003
HOMMES	48 - 30,6 %	48 - 30,6 %
FEMMES	109 - 69,4 %	109 - 69,4 %
PERSONNES EN PLACE	157 - 100 %	157 - 100 %
PERSONNES HANDICAPÉES	19 - 12,1 %	19 - 12,1 %
COMMUNAUTÉS CULTURELLES	4 - 2,5 %	4 - 2,5 %
ANGLOPHONES	2 - 1,3 %	2 - 1,3 %
JEUNES	8 - 5,1 %	8 - 5,1 %
AUTOCHTONES	0 - 0 %	0 - 0 %

DR / 20 mars 2002

o:\14120302\2001-2002\question-12.2.doc)

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, SEXE, GROUPES D'ÂGE ET GROUPES CIBLE

CATÉGORIES EMPLOI	SEXES	25		25-29		30-34		35-39		40-44		45-49		50-54		55-59		60-64		TOTAL	
Hors-cadre	Hommes	0		0		0		0		0		0		0		1		0		1	
0,6%	Femmes	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Sous-total		0		0		0		0		0		0		0		1		0		1	
Cadre	Hommes	0		0		0		0		0		3 (1 PH+ A)		1		0		0		4 (1PH et A)	
3,8%	Femmes	0		0		0		0		1		0		0		1		0		2	
Sous-total		0		0		0		0		1		3		1		1		0		6	
Professionnelle	Hommes	0		0		0		3 (1 PH)		8 (1 PH)		8 (2 PH)		10 (1PH)		2 (1A)		0		31 (5PH+1A)	
44,6%	Femmes	2		2		3		4 (1CC)		9 (1 PH)		6		11 (1PH+2CC)		2		0		39 (2PH+3CC)	
Sous-total		2		2		3		7		17		14		21		4		0		70	
PBTA	Hommes	1		1 (1PH)		0		2		1		3 (1PH)		2		2 (1PH)		0		12 (3PH)	
51,0%	Femmes	0		2 (1PH)		3		12 (1PH+1CC)		6		25 (3PH)		16 (3PH)		4		0		68 (8PH+1CC)	
Sous-total		1		3		3		14		7		28		18		6		0		80	
	Hommes	1	0,6%	1	0,6%	0	0%	5	3,2%	9	5,7%	14	8,9%	13	8,3%	5	3,2%	0	0,0%	48	30,6%
	Femmes	2	1,3%	4	2,5%	6	3,8%	16	10,2%	16	10,2%	31	19,7%	27	17,2%	7	4,5%	0	0%	109	69,4%
GRAND TOTAL		3	1,9%	5	3,2%	6	3,8%	21	13,4%	25	15,9%	45	28,7%	40	25,5%	12	8%	0	0,0%	157	(19PH+4CC+2A)

13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme ?

AUCUNE PERSONNE N'A BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE.

14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002 pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
- b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

14. a)

**JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
2001 - 2002**

CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Décembre	Janvier	Février	Mars	TOTAL
PERSONNEL D'ENCADREMENT (CADRES ET HORS CADRE)	1,0	1,5	0,5	--	--	4,0	--	--	0,5	10,0	--	--	17,5
PROFESSIONNEL	16,0	21,5	23,5	31,5	34,0	38,0	35,0	19,0	9,0	29,0	15,5	15,0	287,0
FONCTIONNAIRE	49,5	101,0	72,5	36,5	49,5	51,0	96,0	48,0	43,5	36,5	81,5	24,5	690,0
TOTAUX MENSUELS	66,5	124,0	96,5	68,0	83,5	93,0	131,0	67,0	53,0	75,5	97,0	39,5	994,5

HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL 2001 - 2002

CATÉGORIE D'EMPLOI : PROFESSIONNEL

	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Novembre	Déc.	Janvier	Février	Mars	TOTAL
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES	379,10	306,81	366,85	55,01	48,75	195,76	317,49	356,27	170,08	207,04	153,22	N/D	2556,38
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES COMPENSÉES	348,59	274,90	358,85	55,01	48,75	186,95	286,31	338,27	133,00	207,04	145,22	N/D	2382,89
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES PAYÉES (EN HEURE)	30,51	31,91	8,00	0,00	0,00	8,81	31,18	18,00	37,08	0,00	8,00	N/D	173,49
HEURES SUPPLÉMENTAIRES PAYÉES (\$)	1045,29	1101,81	274,08	0,00	0,00	299,28	1060,65	616,69	1193,54	0,00	150,88	N/D	5742,22 \$

CATÉGORIE D'EMPLOI : FONCTIONNAIRE

NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES	128,57	125,83	145,18	21,91	22,75	59,90	81,72	75,74	49,66	66,14	51,49	N/D	828,89
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES COMPENSÉES	122,74	118,58	119,43	18,0	18,75	56,07	61,08	69,41	45,00	64,90	48,41	N/D	742,37
NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES PAYÉES (EN HEURE)	5,83	7,25	25,75	3,91	4,00	3,83	20,64	6,33	4,66	1,24	3,08	N/D	86,52
HEURES SUPPLÉMENTAIRES PAYÉES (\$)	190,84	212,07	757,77	119,73	122,48	94,11	559,31	172,66	142,70	38,91	96,65	N/D	2507,23 \$

14. c)

JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL 2001 - 2002													
CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	TOTAL
PERSONNEL D'ENCADREMENT (CADRES ET HORS CADRE)	11,0	1,0	5,0	81,0	38,0	5,0	1,0	7,5	13,0	12,0	--	2,0	176,5
PROFESSIONNEL	20,0	15,0	47,5	492,0	424,0	27,5	6,5	11,5	37,0	42,5	17,0	31,0	1171,5
FONCTIONNAIRE	23,5	47,5	108,5	557,0	515,5	51,0	14,0	21,0	92,5	98,5	30,5	70,0	1629,5
TOTAUX MENSUELS	54,5	63,5	161,0	1130,0	977,5	83,5	21,5	40,0	142,5	153,0	47,5	103,0	2977,5

DR/(2002-03-28)

o:\14120302\2001-2002\question-14c.doc

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;**
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;**
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;**
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;**
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;**
- f) nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.**

EFFECTIFS RÉGULIERS (ETC) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRE DE TRAVAIL 2000-2001

DIRECTIONS

SIÈGE SOCIAL

PRÉSIDENTE-DIRECTION GÉNÉRALE (PDG)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE (DGA)

DIRECTION DES SERVICES DE SOUTIEN À LA GESTION

DIRECTION DES COMMUNICATIONS (DC)

**DIRECTION DE LA RECHERCHE, DU DÉVELOPPEMENT,
ET DES PROGRAMMES (DRDP)**

DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX (DBR)

RÉGIONS:

(DRDP)-Montréal CENTRE DE DOCUMENTATION:

DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX

SAGUENAY-LAC ST-JEAN (CHICOUTIMI)

CÔTE-NORD (BAIE-COMEAU)

GASPÉSIE-ÎLES DE LA MADELEINE (GASPÉ)

CHAUDIÈRES-APPALACHES

LA CAPITALE NATIONALE (QUÉBEC)

MAURICIE (TROIS-RIVIÈRES)

CENTRE-DU-QUÉBEC (DRUMMONDVILLE)

ESTRIE (SHERBROOKE)

MONTRÉAL

LAVAL

MONTÉRÉGIE (LONGUEUIL)

LAURENTIDES (ST-ANTOINE)

LANAUDIÈRE (JOLIETTE)

OUTAOUAIS (HULL)

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (ROUYN)

BAS ST-LAURENT (RIMOUSKI)

SIÈGE SOCIAL - TOTAL

RÉGIONS - TOTAL

SIÈGE SOCIAL / RÉGIONS - GRAND TOTAL

HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
1			2		2	5
	1		1		2	4
	1		4	8	7,5	20,5
	1		3	1	1	6
	1		15	3	5	24
						0
	1		2	1	1,5	5,5
HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
			1	2		3
						0
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			4	1	2	7
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2		1	3
			6	1	4	11
			2	1	1	4
			5	1	2	8
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
						0
1	5	0	27	13	19	65
0	0	0	42	17	21	80
1	5	0	69	30	40	145

EFFECTIFS RÉGULIERS (ETC) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRE DE TRAVAIL 2001-2002

DIRECTIONS

SIÈGE SOCIAL

PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE (PDG)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE (DGA)

DIRECTION DES SERVICES DE SOUTIEN À LA GESTION

DIRECTION DES COMMUNICATIONS (DC)

**DIRECTION DE LA RECHERCHE, DU DÉVELOPPEMENT,
ET DES PROGRAMMES (DRDP)**

DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX (DBR)

RÉGIONS:

(DRDP)-Montréal CENTRE DE DOCUMENTATION):

DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX

SAGUENAY-LAC ST-JEAN (CHICOUTIMI)

CÔTE-NORD (BAIE-COMEAU)

GASPÉSIE-ÎLES DE LA MADELEINE (GASPÉ)

CHAUDIÈRES-APPALACHES

LA CAPITALE NATIONALE (QUÉBEC)

MAURICIE (TROIS-RIVIÈRES)

CENTRE-DU-QUÉBEC (DRUMMONDVILLE)

ESTRIE (SHERBROOKE)

MONTRÉAL

LAVAL

MONTÉRÉGIE (LONGUEUIL)

LAURENTIDES (ST-ANTOINE)

LANAUDIÈRE (JOLIETTE)

OUTAOUAIS (HULL)

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (ROUYN)

BAS ST-LAURENT (RIMOUSKI)

SIÈGE SOCIAL - TOTAL

RÉGIONS - TOTAL

SIÈGE SOCIAL / RÉGIONS - GRAND TOTAL

HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
1			2	1	0	4
	1		1	1	1	4
	1		4	9	4,5	18,5
	1		4	1	3	9
	2		14	3	5	24
						0
	1		2	2	1,5	6,5
HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
			1	2		3
						0
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			4	1	2	7
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			7	1	3	11
			2	1	1	4
			4	1	1	6
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
			2	1	1	4
						0
1	6	0	27	17	15	66
0	0	0	42	18	19	79
1	6	0	69	35	34	145

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL
PRIMES CHEF D'ÉQUIPE + COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE

ANNÉE FINANCIÈRE	(5%)			(7%)			TOTAL		
	FEMME	HOMME	TOTAL	FEMME	HOMME	TOTAL	FEMME	HOMME	TOTAL
00-01	2	0	2	2	1	3	4	1	5
01-02	1	--	1	2	1	3	3	1	4

DR/ (2002-03-20)

o:\14120302\2001-2002\question-15b.doc

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ)
EMPLOYÉES OU EMPLOYÉS AYANT UN SALAIRE SUPÉRIEUR À L'ÉCHELLE DE TRAITEMENT
PRÉVUE AU 1er AVRIL DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE	PROFESSIONNEL			PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIEN			GRAND TOTAL
	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	HOMMES	TOTAL	
00-01	4	6	10	0	0	0	10
01-02	3	5	8	--	--	--	8

DR/ (2002-03-20)

\\drvl-srv1\grp\srh\14120302\2001-2002\question-15c.doc

**EFFECTIFS (ETC RÉGULIERS ET OCCASIONNELS) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET
PAR TERRITOIRE DE TRAVAIL 2000-2001**

DIRECTIONS

	HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
SIÈGE SOCIAL							
PRÉSIDENTE-DIRECTION GÉNÉRALE (PDG)	1			2		2	5
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE (DGA)		1		1	0	2	4
DIRECTION DES SERVICES DE SOUTIEN À LA GESTION		1		4	8	7,5	20,5
DIRECTION DES COMMUNICATIONS (DC)		1		3	1	1	6
DIRECTION DE LA RECHERCHE, DU DÉVELOPPEMENT, ET DES PROGRAMMES (DRDP)		1		15	3	5	24
							0
DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX (DBR)		1		2	1	1,5	5,5
	HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INT.	PROFESSIONNEL	TECHNICIENS	PERS. BUREAU	TOTAL
RÉGIONS							
(DRECNP)-Montréal CENTRE DE DOCUMENTATION):				1	2		3
DIRECTION DES BUREAUX RÉGIONAUX							0
SAGUENAY-LAC ST-JEAN (CHICOUTIMI)				2	1	1	4
CÔTE-NORD (BAIE-COMEAU)				2	1	1	4
GASPÉSIE-ÎLES DE LA MADELEINE (GASPÉ)				2	1	1	4
CHAUDIÈRES-APPALACHES				2	1	1	4
LA CAPITALE NATIONALE (QUÉBEC)				4	1	2	7
MAURICIE (TROIS-RIVIÈRES)				2	1	1	4
CENTRE-DU-QUÉBEC (DRUMMONDVILLE)				2	1	1	4
ESTRIE (SHERBROOKE)				2		1	3
MONTRÉAL				6	1	4	11
LAVAL				2	1	1	4
MONTÉRÉGIE (LONGUEUIL)				5	1	2	8
LAURENTIDES (ST-ANTOINE)				2	1	1	4
LANAUDIÈRE (JOLIETTE)				2	1	1	4
OUTAOUAIS (HULL)				2	1	1	4
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (ROUYN)				2	1	1	4
BAS ST-LAURENT (RIMOUSKI)				2	1	1	4
							0
SIÈGE SOCIAL - TOTAL	1	5	0	27	13	19	65
RÉGIONS - TOTAL	0	0	0	42	17	21	80
SIÈGE SOCIAL / RÉGIONS - GRAND TOTAL	1	5	0	69	30	40	145

**EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
ET
NOMBRE D'EFFECTIFS TOTAL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES**

ANNÉE FINANCIÈRE	HORS CADRE		CADRE SUPÉRIEUR		CADRE INTERM.		PROFESSION.		TECHNICIEN		PERSONNEL DE BUREAU		TOTAL
	RÉG.	OCC.	RÉG.	OCC.	RÉG.	OCC.	RÉG.	OCC.	RÉG.	OCC.	RÉG.	OCC.	
2002-2003	1	--	6	--	0	--	69	--	35	--	34	--	145
2003-2004	1	--	6	--	0	--	69	--	35	--	34	--	145
2004-2005	1	--	6	--	0	--	69	--	35	--	34	--	145
2005-2006	1	--	6	--	0	--	69	--	35	--	34	--	145
2006-2007	1	--	6	--	0	--	69	--	35	--	34	--	145

DR (2002-03-26)

o:\14120302\2001-2002\question-15e.doc

15. f)

NOMBRE DE PERSONNES TEMPORAIRES, OCCASIONNELLES ET CONTRACTUELLES

ANNÉE	TEMPORAIRE	OCCASIONNEL	CONTRACTUEL
2000-2001	13	35	
2001-2002	34	17	--

DR (2002-04-05)

o:\14120302\2001-2002\question-15f.doc

**LISTE DES PERSONNES OCCASIONNELLES
EN POSTE DEPUIS 5 ANS**

Aucune personne

DR (2002-03-20)

o:\14120302\2001-2002\question-15f-liste.doc

16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

**LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
AU 31 MARS 2002**

[illegible]

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC AU 31 MARS 2002									
EMPLACEMENT		SUPERFICIE			COÛT DE LOCATION		COÛTS DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2001-2002 (\$)	NATURE DES TRAVAUX	DURÉE DU BAIL
		LOUÉE (m²)	RÉELLEMENT OCCUPÉE (m²)	INOCCUPÉE (m²)	AU MÈTRE CARRÉ (\$)	COÛT TOTAL (ANNUEL) (\$)			
8	337, rue Moreault Rimouski	170,10	170,10		146,05	25 539			Propriété de la SIQ
9	255, ave Principale Rouyn-Noranda	128,16	128,16		141,48	18 640	175 \$	Travaux reliés à la santé et sécurité	du 1998-11-01 au 2003-10-31
10	500, boul. Des Laurentides Saint-Antoine	155,52	155,52		98,66	15 773			du 2000-09-01 au 2003-08-31
11	979, rue De Bourgogne Québec	392,75	392,75		159,74	64 495			du 2000-05-01 au 2005-04-30
12	200, rue Belvédère Nord Sherbrooke	155,75	155,75		227,25	36 385	6 551 \$ 100 \$	Construction salle entrevue Réaménagement divers	Propriété de la SIQ
13	100, rue Laviolette Trois-Rivières	149,24	149,24		143,00	21 939	260 \$	Réaménagement divers	Propriété de la SIQ
14	950, St-Louis Joliette	139,35	139,35		142,30	20385			Propriété de la SIQ
15	1800, boul. Le Corbusier Laval	117,03	117,03		112,06	13 481	345 \$ 160 \$	Réaménagement divers Achat et installation d'un miroir convexe	Du 2001-03-01 Au 2006-02-28

Note - La Société immobilière du Québec est présentement responsable et en possession des baux.

17. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail ;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

AUCUN ESPACE.

18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 2001-2002 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- le montant total des indemnités de départ versées ;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description des tâches ;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2001-2002 ;
- le nombre total d'employés au cabinet ;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.

NE S'APPLIQUE PAS À L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

19. Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire du :

- a) ministre ;**
- b) ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernée ;
 - le montant attribué ;
 - le projet visé et le résultat.

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
1.	<p>Monsieur Romain Girard Directeur général Association des propriétaires d'autobus du Québec 225, boul. Est. Bureau 107 Québec (Québec) G1K 3G9</p> <p><i>(24 avril 2001 – Contribution financière pour assurer le financement d'émission de nouvelles cartes d'accompagnement en transport interurbain par autobus)</i></p>	2 500,00 \$
2.	<p>Madame Renée Parenteau Présidente Association du Québec pour l'intégration sociale 3958, rue Dandurand Montréal (Québec) H1X 1P7</p> <p><i>(24 avril 2001-Contribution financière pour impression de matériel promotionnel pour le projet « Déficience intellectuelle accueil et traitement au sein du système judiciaire »)</i></p>	1 300,00 \$
3.	<p>Monsieur Gilles Bourget Secrétaire Association québécoise de fibromyalgie 700, 98^e Rue Est Ville St-Georges (Québec) G5Y 8G1</p> <p><i>(24 avril 2001 – Contribution financière pour la réalisation d'activités dans le cadre de « Journée internationale de la fibromyalgie »)</i></p>	700,00 \$
4.	<p>Monsieur Paul-Eugène Gagnon Directeur général Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Bas-St-Laurent 274, rue Potvin Rimouski (Québec) G5L 7P5</p> <p><i>(24 avril 2001 – Contribution financière pour la production de l'outil de sensibilisation « Max le maladroit »)</i></p>	3 000,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
 DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 2 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
5.	Monsieur Donald Bidd Madame Glenda Bidd 1540, place Fortin Dorval (Québec) H9S 1K5 (24 avril 2001 – Contribution financière pour assurer la participation à la conférence « National Family Conference of the Tuberous Sclerosis Alliance » à San Diego du 5 au 7 juillet)	500,00 \$
6.	Madame Josée Cantin Intervenante sociale Association des personnes intéressées à l'aphasie (APIA) 525, boul. Wilfrid-Hamel Est, bureau A-04 Québec (Québec) G1M 2S8 (23 avril 2001 – Contribution financière pour la production du bottin de ressources de l'APIA)	60,00 \$
7.	Monsieur Paolo del Grande Président du conseil d'administration Centre d'activités récréatives et éducatives 12 034, rue Valmont Montréal (Québec) H3M 2V5 (7 mai 2001 – Contribution financière afin d'aider l'organisme à atteindre son objectif de permettre l'accès d'un plus grand nombre de personnes handicapées à son centre)	1 000,00 \$
8.	Monsieur Gilbert Gauthier Président Promotion Handicap Sherbrooke inc. 928, rue Fédéral, local 109 Sherbrooke (Québec) J1H 5A7 (15 mai 2001 – Contribution financière pour l'organisation d'une journée d'activités à l'occasion du 20 ^e anniversaire de l'association, le 8 juin)	200,00 \$
9.	Madame Louise Godin Directrice Club de l'Amitié des handicapés du secteur La Sarre inc. 479, 2 ^e Rue Est La Sarre (Québec) J9Z 2J2 (16 mai 2001 – Contribution financière en vue d'une participation au Forum national de l'Alliance Vie active à Sainte-Catherine, du 14 au 17 juin)	500,00 \$

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
10.	Monsieur Jean-Pierre Paquette Organisateur Écoroule 2001 1006, chemin Yamaska Farnham (Québec) J2N 2R2 <i>(22 mai 2001- Contribution financière pour l'organisation du Rallye Écoroule 2001)</i>	500,00 \$
11.	Monsieur Romain Girard Association des propriétaires d'autobus du Québec 225, boul. Charest Est, bureau 107 Québec (Québec) G1K 3G9 <i>(15 mai 2001 – Contribution financière pour l'organisation du 75^e anniversaire de l'Association)</i>	6 000,00 \$
12.	Monsieur Gilles Henry Vice-Président Association des personnes handicapées Sorel-Tracy inc. 105, rue Prince, local 42 Sorel (Québec) J3P 4J9 <i>(30 mai 2001 – Contribution financière pour la tenue du Championnat provincial de Boccia du 1^{er} au 3 juin)</i>	500,00 \$
13.	Monsieur Gilles Read Président Regroupement des organismes des sourds du Québec 65, rue De Castelnau Ouest Montréal (Québec) H2R 2W3 <i>(28 mai 2001 – Contribution financière pour la réalisation du 14^e Congrès mondial de la Fédération mondiale des sourds à Montréal en juillet 2003)</i>	8 000,00 \$
14.	Madame Marcelle Savard, présidente Madame Gina Villeneuve, directrice Interassociation des personnes handicapées du Saguenay 371, rue Racine Est Chicoutimi (Québec) G7H 1S8 <i>(28 mai 2001 – Contribution financière pour soutenir les activités de l'association pour l'année en cours)</i>	4 000,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 4 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
15.	Monsieur Gérard Morissette Coordonnateur Ferme éducative Chaudière-Appalaches 163, route Saint-Damien, C.P. 112 Saint-Malachie (Québec) G0R 3N0 <i>(14 juin 2001 – Contribution financière le démarrage d'entreprise « Ferme éducative Chaudière-Appalaches »)</i>	4 000,00 \$
16.	Madame Liette L. Lafontaine Membre du conseil d'administration Centre d'accès aux arts La Fenêtre 3205, rue Talbot Trois-Rivières (Québec) G8Y 3J3 <i>(22 juin 2002 – Contribution financière afin d'assurer la continuité des services offerts aux personnes handicapées par le Centre)</i>	5 000,00 \$
17.	Madame Irène Ellenberger Directrice Les tournées communautaires Virage 6300, avenue du Parc, bureau 605 Montréal (Québec) H2V 4H8 <i>(10 juillet 2001 - Contribution financière au projet de diffusion communautaire du film « Le Minot d'or » dans le cadre de la Tournée le Minot d'Or)</i>	1 500,00 \$
18.	Monsieur Roger Hardy 3711, chemin Ste-Foy, app. 203 Ste-Foy (Québec) G1X 5A1 <i>(12 juillet 2001 - Contribution financière pour une participation à la célébration culturelle à KicksArt du 16 au 20 août à Vancouver)</i>	600,00 \$
19.	Monsieur Robert St-Ours Président de la campagne 2001 Centraide Centre-du-Québec 154, rue Dunkin, bureau 200 Drummondville (Québec) J2B 5V1 <i>(12 juillet 2001 Contribution financière à la campagne de financement 2001 de Centraide)</i>	2 000,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 5 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
20.	<p>Monsieur Richard Chabot Président Comité d'action des personnes vivant des situa- tions de handicap Monsieur Normand Boucher Représentant Association des étudiantes et étudiants handicapés de l'Université Laval 320, rue St-Joseph Est, bureau SS-048 Québec (Québec) G1K 8G5</p> <p><i>(12 juillet 2002 – Contribution financière pour la poursuite du projet de Banque de logements ac- cessibles « BLAC »)</i></p>	5 000,00 \$
21.	<p>Madame Lise Piché Présidente Projet accessibilité Farnham (PAF) 840, rue Saint-Paul Farnham (Québec) J2N 2K6</p> <p><i>(8 août 2001 – Contribution financière pour la poursuite d'activités de promotion des intérêts des personnes handicapées dans le cadre du « Projet accessibilité Farnham »)</i></p>	1 500,00 \$
22.	<p>Monsieur Steve Leblanc Directeur général Regroupement Mauricie Madame Pascale Tessier Coordonnatrice du colloque 800, place Boland Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H2</p> <p><i>(16 août 2001 - Contribution financière pour l'organisation d'un colloque sur l'intégration sco- laire à Shawinigan, les 2 et 3 novembre)</i></p>	500,00 \$
23.	<p>Monsieur Sylvain Fortin Société québécoise de la trisomie-21 768, rue Beauchesne, # 3 Repentigny (Québec) J5Y 1Z4</p> <p><i>(28 août 2001 – Contribution financière pour l'organisation d'une campagne nationale d'information et de sensibilisation à la trisomie-21)</i></p>	500,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 6 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
24.	Madame Renée Voisard Présidente Tables de concertation en déficience intellectuelle de Montréal 75, rue de Port-Royal Est, bureau 110 Montréal (Québec) H3L 3T1 <i>(30 août 2001 - Contribution financière pour la tenue d'une journée d'échanges organisée par les présidents des Tables de concertation en défi- cience intellectuelle de Montréal le 25 octobre)</i>	2 000,00 \$
25.	Monsieur François Poulin Président Mouvement Personne d'abord de Chaudière-Appalaches 2375, 6 ^e Avenue Saint-Georges (Québec) G5Y 3X6 <i>(4 septembre 2001 - Contribution financière pour soutenir l'association dans la poursuite de ses rô- les visant l'intégration des personnes handica- pées)</i>	500,00 \$
26.	Le Club Richelieu Féminin de Drummondville 95, avenue des Chataigniers Drummondville (Québec) J2C 3J7 <i>(10 septembre 2001 - Participation de l'Office au souper du Club Richelieu le 26 octobre)</i>	100,00 \$
27.	Madame Mélanie Fournier Directrice générale Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées 4545, avenue Pierre-de-Coubertin C.P. 1000, succursale M Montréal (Québec) H1V 3R2 <i>(19 septembre 2001 - Contribution financière pour l'organisation d'une « Soirée hommage aux béné- voles »)</i>	500,00 \$

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
28.	<p>Monsieur André Dontigny Fiduciaire du projet Groupe Santé publique Régie de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec 550, rue Bonaventure, 3^e étage Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5</p> <p><i>(21 septembre 2001 - Contribution financière au projet « Pour une approche intégrée et durable de développement urbain et rural »)</i></p>	2 500,00 \$
29.	<p>Monsieur Claude Vaugois Directeur général Les Intrépides de Rouyn-Noranda 380, avenue Richard, bureau 201 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4L3</p> <p><i>(24 septembre 2001 - Contribution financière pour la présentation de deux nouvelles créations théâtrales dans le cadre d'une tournée régionale en Abitibi-Témiscamingue et lors du festival de théâtre pour personnes handicapées à Sherbrooke)</i></p>	500,00 \$
30.	<p>Monsieur Jérôme Di Giovanni Directeur général Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour les personnes handicapées 1030, rue Cherrier, bureau 404 Montréal (Québec) H2L 1H9</p> <p><i>(4 octobre 2001 - Contribution financière pour l'organisation d'une rencontre nationale de représentants des « Tables régionales de concertation sur la formation et l'emploi des personnes handicapées »)</i></p>	3 000,00 \$
31.	<p>Madame Patricia Dumas Directrice générale La Boussole 302, 3^e Avenue Québec (Québec) G1L 2V8</p> <p><i>(5 octobre 2001 - Contribution financière pour l'organisation de la 4^e édition du Salon de sensibilisation aux maladies mentales du 11 au 14 octobre)</i></p>	1 000,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
 DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 8 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
32.	Madame Denise Gauthier Secrétaire Association des arthritiques Saguenay-Lac-St-Jean Case postale 2502 Chicoutimi (Québec) G7G 5B5 <i>(9 octobre 2001 – Contribution financière pour assurer la poursuite des activités de l'association)</i>	2 500,00 \$
33.	Madame Penny Parts Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec 6462, boul. St-Laurent Montréal (Québec) H2S 3C4 <i>(10 octobre 2001 – Contribution financière pour l'organisation d'activités dans le cadre du 20^e an- niversaire de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Qué- bec)</i>	250,00 \$
34.	Fondation des maladies du cœur du Québec 1248, chemin Ste-Foy, bureau 101 Québec (Québec) G1S 2M5 <i>(12 octobre 2001 – Contribution financière lors du décès du frère d'un membre du personnel)</i>	50,00 \$
35.	Monsieur Gilles Martineau Tournoi provincial de hockey Cosom 440, rue St-Georges Drummondville (Québec) J2C 4H4 <i>(26 octobre 2001 – Contribution financière pour l'organisation de la 5^e édition du Tournoi provincial de hockey Cosom pour personnes ayant une défi- cience intellectuelle les 23 et 24 mars 2002)</i>	100,00\$
36.	Madame Line Gagnon Directrice des communications Corporation d'intégration au travail Mauricie 1250, avenue de la Station Shawinigan (Québec) G9N 8K9 <i>(31 octobre 2001 – Contribution financière pour la mise sur pied du journal « SIT-IN »)</i>	100,00 \$

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
37.	<p>Monsieur René Gauthier Directeur Classique internationale OPHQ de tennis en fauteuil roulant 285, rue Faillon Ouest Montréal (Québec) H2R 2W1</p> <p><i>(15 novembre 2001 – Contribution financière pour l'organisation de l'édition 2001 de la Classique internationale OPHQ de tennis en fauteuil roulant du 29 novembre au 2 décembre)</i></p>	5 000,00 \$
38.	<p>Monsieur Claude Provencher Coordonnateur Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO) 115, boul. Sacré-Cœur Hull (Québec) J8X 1C5</p> <p><i>(22 novembre 2001 – Contribution financière pour l'organisation de la remise des « Prix David » le 3 décembre)</i></p>	250,00 \$
39.	<p>Monsieur Gilles Gagnon Coordonnateur Association québécoise pour la réadaptation psychosociale 184, rue Racine Québec (Québec) G2B 1E3</p> <p><i>(22 janvier 2002 – Contribution financière pour la réalisation du XI^e colloque de l'AQRP, les 25 et 26 avril 2002)</i></p>	4 000,00 \$
40.	<p>Monsieur Jean-Pierre Lupien Président Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec 14, rue St-Armand Loretteville (Québec) G2A 2K9</p> <p><i>(4 février 2002 – Contribution financière pour soutenir le regroupement dans ses actions et assurer le développement de ses orientations)</i></p>	5 000,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 10 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
41.	Madame Judith Gagnon Présidente Association de la fibromyalgie Région de Québec 215, rue des Peupliers Ouest Québec (Québec) G1L 1H8 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour soutenir l'Association dans sa campagne d'information auprès de diverses clientèles)</i>	3 500,00 \$
42.	Madame Andrée Béselle Présidente Association de la fibromyalgie Région Montérégie 1278, rue Papineau Longueuil (Québec) J4L 3L1 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
43.	Madame Lorraine Brault Présidente Association des usagers pour l'aide à domicile de la Rive-Sud de Montréal 150, rue Grant Longueuil (Québec) J4H 3H6 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
44.	Madame Chantal Bernier Présidente Association québécoise pour les enfants dysphasiques (audimuets) Chapitre Abitibi-Témiscamingue 277, chemin du Village McWatters (Québec) J9X 5B7 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
45.	Monsieur Réal Touzin Président Le Pilier - Association des traumatisés crâniens de l'Abitibi-Témiscamingue 100, chemin Dosteur-Lemay Case postale 1055 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C8 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 11 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
46.	Madame Mylène Arcand Présidente Regroupement des usagers du transport adapté de Val-D'Or (RUTAV) 494, 7 ^e Avenue Val-D'Or (Québec) J9P 6A7 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour as- surer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
47.	Madame Louise Desrochers Présidente Association québécoise pour les enfants atteints d'audimutité (dysphasie) AQEA Chapitre Outaouais 52, chemin du Ravin Chelsea (Québec) J9B 1N1 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour as- surer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
48.	Monsieur Daniel Deschênes Président Association du Syndrome de Usher du Québec Case postale 66, succursale « R » Montréal (Québec) H2S 3K6 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour as- surer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
49.	Madame Ghislaine Baily-Breton Présidente Association de la fibromyalgie Mauricie/Centre-du-Québec 160, rue Dieppe Cap-de-la-Madeleine (Québec) G8T 7Z1 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour as- surer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
50.	Madame Louise L'Heureux Présidente Association des implantés cochléaires du Québec 775, rue St-Viateur, local 132-E Charlesbourg (Québec) G2G 2S2 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour as- surer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$

19. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Page 12 sur 13

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
51.	Monsieur Gilles Bernier Président Regroupement des dynamiques de Rimouski 274, rue Potvin Rimouski (Québec) G5L 7P5 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
52.	Madame Catherine Desrosiers Directrice générale Association Emmanuel, l'Amour qui sauve Casier postal 352 Drummondville (Québec) J2B 6W3 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 500,00 \$
53.	Madame Michèle Leclerc Présidente Association de la fibromyalgie du Bas-St-Laurent 707, rue du Versant Rimouski (Québec) G5L 8C4 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
54.	Madame Linda Fournier Présidente Mouvement des Personnes d'abord de Rimouski Université du Québec à Rimouski 300, allée des Ursulines Rimouski (Québec) G5L 3A1 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de l'association)</i>	2 800,00 \$
55.	Monsieur Roger Hébert Organisateur communautaire Mouvement Personne d'Abord de Montréal 2570, rue Nicole, local 313 Montréal (Québec) H1W 3L5 <i>(4 février 2002 – Contribution financière pour assurer la réalisation des activités de défense des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle)</i>	500,00 \$

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2001-2002
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DE LA PRÉSIDENTE
DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

NO	NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE CONCERNÉE	MONTANT ATTRIBUÉ (\$)
56.	<p>Monsieur Yves Jean Président d'honneur Gala Intégration 2002 Regroupement des associations de personnes handicapées Région Chaudière-Appalaches 13, rue St-Louis, local 102 Lévis (Québec) G6V 4E2</p> <p><i>(1^{er} mars 2002 – Contribution financière pour la réalisation de la IX^e édition du Gala Intégration) Chaudière-Appalaches, le 29 mai)</i></p>	1 500,00 \$
57.	<p>Madame Lise Picard Association québécoise de la fibromyalgie 333, boul. Lacombe, suite 208 Le Gardeur (Québec) J5Z 1N2</p> <p><i>(1^{er} mars 2002 - Contribution financière pour l'organisation d'une journée spéciale dans le cadre de la Journée internationale de la fibromyalgie, le 18 mai)</i></p>	500,00 \$
58.	<p>Madame Francine Dupuis Directrice générale CLSC St-Louis-du-Parc 155, boul. St-Joseph Est Montréal (Québec) H2T 1H4</p> <p><i>(4 mars 2002 - Contribution financière pour la réalisation d'une journée de sensibilisation à la réalité des femmes handicapées victimes de violence conjugale, 8 mars)</i></p>	500,00 \$
59.	<p>Monsieur Marc Gaulin Chef d'expédition Everest Jeunesse 2002 176-C, rue St-Jean-Baptiste Beauport (Québec) G1C 3K6</p> <p><i>(20 mars 2002 – Contribution financière pour un projet d'expédition adaptée dans l'Himalaya impliquant deux personnes handicapées – automne 2002)</i></p>	690,00 \$

20. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2001-2002.

20. CRÉDITS PÉRIMÉS 2001-2002

PROGRAMME 03	CRÉDITS INITIAUX	CRÉDITS ADDITION- NELS	CRÉDITS TOTAUX	CRÉDITS MODIFIÉS 31 mars 2002	DÉPENSE 31 mars 2002	CRÉDITS PÉRIMÉS 31 mars 2002
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	6 = (4) - (5)
	2001-2002 (\$)	2001-2002 (\$)	2001-2002 (\$)	2001-2002 (\$)	2001-2002 (\$)	2001-2002 (\$)
ÉLÉMENT 01 (subventions)						
CENTRES DE TRAVAIL ADAPTÉ (CTA)						
CTA-fonctionnement	30 918 400		30 918 400	30 076 133	30 076 133	0
CTA- immobilisations	800 000		800 000	1 836 112	1 836 112	0
sous-sous-total	31 718 400		31 718 400	31 912 245	31 912 245	0
CTA-SOFI (soutien financier)		4 165 311	4 165 311	4 165 311	4 165 311	0
sous-total	31 718 400	4 165 311	35 883 711	36 077 556	36 077 556	0
CONTRATS D'INTÉGRATION AU TRAVAIL (CIT)						
CIT-réguliers		5 461 130	5 461 130	5 461 130	5 461 130	0
CIT-SOFI (soutien financier)		1 295 924	1 295 924	1 295 924	1 295 924	0
sous-total		6 757 054	6 757 054	6 757 054	6 757 054	0
TOTAL DES PROGRAMMES TRAVAIL	31 718 400	10 922 365	42 640 765	42 834 610	42 834 610	0
ORGANISMES DE PROMOTION						
organismes de promotion normés	5 210 400		5 210 400	5 118 711	5 118 711	0
semaine québécoise des personnes handicapées	55 000		55 000	55 000	55 000	0
sous-total	5 265 400		5 265 400	5 173 711	5 173 711	0
EXPÉRIMENTATION/DÉMONSTRATION	500 000		500 000	313 044	313 044	0
SUBVENTIONS NON-NORMÉES	35 200		35 200	120 000	120 000	0
Total élément 01	37 519 000	10 922 365	48 441 365	48 441 365	48 441 365	0
ÉLÉMENT 02 (fonctionnement)						
Rémunération	7 704 200		7 704 200	7 817 851	7 817 851	0
Autres-dépenses	2 032 600	85 000	2 117 600	2 003 949	2 003 949	0
Total élément 02	9 736 800	85 000	9 821 800	9 821 800	9 821 800	0
CRÉDITS	47 255 800	11 007 365	58 263 165	58 263 165	58 263 165	0

21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés ; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

NE S'APPLIQUE PAS À L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial ;
- le salaire ;
- le poste actuel, s'il y a lieu ;
- la date de la mise en disponibilité.

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC N'A AUCUNE PERSONNE EN DISPONIBILITÉ.

23. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne ;
- poste occupé ;
- salaire ;
- assignation initiale ;
- date de l'assignation hors structure ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

AUCUN MEMBRE DU PERSONNEL DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- **assignation initiale ;**
- **assignation actuelle ;**
- **salaire ;**
- **période.**

AUCUN MEMBRE DU PERSONNEL DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

25. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- **assignation initiale ;**
- **assignation actuelle ;**
- **salaire ;**
- **période.**

AUCUN MEMBRE DU PERSONNEL DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

26. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- salaire de la personne ;
- montant reçu du régime de retraite.

AUCUNE PERSONNE.

27. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

MICRO-ORDINATEURS

INV.	N°SÉRIE	MARQUE	MODÈLE	TYPE	ACHAT	COUT	COMMENTAIRES
C17		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C17		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C17		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C18		Dell	Lattitude C810	PIII-1.13	2002	2 985,00 \$	portable
C18		Dell	Lattitude C810	PIII-1.13	2002	2 985,00 \$	portable
C16		Dell	Lattitude C810	PIII-1.13	2002	2 985,00 \$	portable
C16		Dell	Lattitude C810	PIII-1.13	2002	2 985,00 \$	portable
C16		Dell	Lattitude C810	PIII-1.13	2002	2 985,00 \$	portable
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
C15		Compaq	EVO D500	PIV-1,7	2002	1 576,00 \$	avec écran
7010	D202FRT1K115	Compaq	ML370	PIII/1.266	2002	7 281,00 \$	
7327	D150FRT1K039	Compaq	ML370	PIII/1.266	2002	7 281,00 \$	
7114	b28094pc0pcpmn0sx	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 570,56 \$	avec écran
7197	b28940jcplm065	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 571,56 \$	avec écran
7652	b28940pcpmn0sw	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 572,56 \$	avec écran
7239	b28940pcpmn008	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 573,56 \$	avec écran
7737	b28940jcplv7za	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 574,56 \$	avec écran
7053	b28940jcplv7wh	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 575,56 \$	avec écran
7112	b28940pcpmn006	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 576,56 \$	avec écran
7242	b28940pcpmn0g9	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 577,56 \$	avec écran
7653	b28940jcplv7z3	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 578,56 \$	avec écran
7180	b28940pcpmn0oa	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 579,56 \$	avec écran
7182	b28940pcpmn0o7	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 580,56 \$	avec écran
7248	b28940pcpmn0gc	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 581,56 \$	avec écran
7241	b28940jcplm066	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 582,56 \$	avec écran
7186	b28940jcplv7z0	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 583,56 \$	avec écran
7191	b28940pcpmn092	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 584,56 \$	avec écran
7193	b28940jcplm06e	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 585,56 \$	avec écran
7194	b28940pcpmn0sv	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 586,56 \$	avec écran
7244	b28940jcplm06d	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 587,56 \$	avec écran
7183	b28940jcplv7z9	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 588,56 \$	avec écran
7615	b28940pcpmn0o9	Compaq	EVO D500	PIV-1,5	2002	1 589,56 \$	avec écran

NOMBRE CPU
40

TOTAL
81 576,20 \$

LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

ÉCRANS

INV	N° SÉRIE	MARQUE	MODELE	GRANDEUR	ACHAT	COÛT	COMMENTAIRES
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
C19		Compaq	S 720	17"	2002	335,00 \$	
NOMBRE ÉCRANS					TOTAL		
10					3 350,00 \$		

COMPOSANTES							
INV	COMPOSANTES	N°SÉRIE	MARQUE	MODELE	DATE	COUT	COMMENTAIRES
7452	Commutateur Fast Ethernet	7R1F602E6A0	3COM SUPER STACK 3	4300, 48 ports	2001	3 553 \$	Remplacement
C20	Projecteur électronique		Compaq	MP2810	2002	6 354 \$	Avec caisson
C20	Projecteur électronique		Compaq	MP2810	2002	6 354 \$	Avec caisson

TOTAL
16 261 \$

28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

LE SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES DU CONSEIL DU TRÉSOR A RÉPONDU À CETTE QUESTION POUR L'ENSEMBLE DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL (MINISTÈRES ET ORGANISMES).

29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

LE SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES DU CONSEIL DU TRÉSOR A RÉPONDU À CETTE QUESTION POUR L'ENSEMBLE DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL (MINISTÈRES ET ORGANISMES).

30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications GIREs.

LE SOUS-SECRÉTARIAT À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES DU
CONSEIL DU TRÉSOR A RÉPONDU À CETTE QUESTION POUR
L'ENSEMBLE DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL (MINISTÈRES ET
ORGANISMES).

31. **Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.**

CETTE QUESTION NE S'APPLIQUE PAS À L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût :

- livres ;
- journaux ;
- magazines ;
- bulletins électroniques et/ou papiers ;
- clubs privés ou autres ;
- billets de saison ;
- etc.

QUESTION 32

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT

LIVRES

- L'informateur public et privé (A.A.P.I)
- Journal des débats
- Revue du Barreau
- Revue du Barreau canadien
- Revue Canadian Human Rights inc
- Gazette du Canada – Partie 3
- Revue juridique Thémis
- Accès à l'information
- Droits et libertés de la personne en milieu de travail
- Santé et sécurité au travail au Québec
- Collection du travail : relations de travail
- Tableau des modifications et Index sommaire
- Lois refondues du Québec
- Répertoire législatif
- Gazette officielle – Partie 2
- Lois du Québec
- Revue de droit
- Annuaire de jurisprudence et de doctrine et Recueil de jurisprudence du Québec 2001
- Tribunal administratif du Québec Express et Recueil des Décisions du Tribunal administratif du Québec 2001
- Accès à l'information express 2001
- Jurisprudence Express 2001
- Les cahiers de droit 2001
- Les Aspects juridiques – Compagnie au Québec 2001
- Lois et règlements – Compagnie au Québec 2001
- La corporation sans but lucratif 2001
- Code civil du Québec 2001
- Code de procédure civile 2001
- Formulaire de procédure civile

Coût total

5757,48 \$

JOURNAUX

- Le Devoir
- La Presse
- Le Journal de Montréal
- Le Soleil
- La Gazette

Coût total 2 403,20 \$

MAGAZINES

- Presse commerce 147,00 \$
- Info presse communication 89,00 \$

Coût total 236,00 \$

BULLETINS ÉLECTRONIQUE ET/OU PAPIERS

- Médianor 5 909,25 \$
- Communication Démo 4 228,27 \$

Coût total 10 137,52 \$

CLUBS PRIVÉS OU AUTRES nil

BILLETS DE SAISON nil

33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le processus utilisé pour la conception ;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site ;
- les coûts de construction du site ;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour ;
- qui est responsable du contenu sur le site ;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site ;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour ;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois ;
- Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

33. **Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :**

- **le processus utilisé pour la conception;**

Réponse :

Prototypage avec le logiciel Front Page.

- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;**

Réponse :

Multi-Liens inc., 152, rue Cockburn, Drummondville (Québec) J2C 4L3.

- **les coûts de construction du site;**

Réponse :

10 000 \$.

- **le coût de l'entretien et de la mise à jour;**

Réponse :

Environ 8 000 \$ par an.

- **qui est responsable du contenu sur le site;**

Réponse :

Micheline Thibault, Webmestre, Direction des communications.

- **qui est autorisé à faire des modifications sur le site;**

Réponse :

Webmestre + firme Multi-Liens inc.

- **quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;**

Réponse :

Hebdomadaire.

- **le nombre de visiteurs (hits) par mois;**

Réponse :

Une moyenne de 9 500 visiteurs.

- **Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

Réponse :

Version originale.

N'a pas été refait. Coût : 0 \$.

Critères : n/a.

34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC NE GÈRE PAS DE PROGRAMME SPÉCIFIQUE POUR LES JEUNES 15-35 ANS.

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées ;
- les détails de ces ententes ;
- les résultats obtenus à ce jour.

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées ;
- les détails de ces ententes ;
- les résultats obtenus à ce jour.

Accord de coopération pour une uniformisation du braille français

Détail de l'entente

Cet accord a pour but de permettre aux organismes oeuvrant auprès des personnes utilisatrices du système braille français, d'échanger de l'information, de participer à la mise en place de groupes d'experts, de collaborer à leurs travaux et de conclure des ententes internationales.

Résultats obtenus à ce jour

Trois priorités ont été identifiées dans cet accord de coopération, soit l'unification des 63 caractères de base du système braille, le braille informatique et le braille abrégé. Pour chacune de ces priorités, un groupe d'experts formé de représentants pour les cinq membres signataires de l'accord sera constitué.

Le premier groupe d'experts sur les 63 caractères de base du système braille a été mis sur pied en décembre 2001.

Ce groupe d'experts a comme mandat d'étudier et de proposer les différentes modifications susceptibles d'être apportées aux différents codes de transcription en braille intégral des textes imprimés afin de tendre, autant que faire se peut, vers une unification. Des précisions devront être notamment apportées quant à la signification des 63 caractères de base du système braille.

ASTP/jb
28 mars 2002, 13:05:41

36. **Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.**

LES TRAVAUX CONCERNANT L'ÉQUITÉ SALARIALE SONT MENÉS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. IL N'Y A PAS DE TRAVAUX SPÉCIFIQUES MENÉS À L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

105. Ventilation détaillée des budgets et des dépenses de l'Office des personnes handicapées du Québec et nombre de postes à temps plein ou équivalents à temps complet.

	2002-2003 Budget de dépenses	2001-2002 Budget de dépenses	VARIATION
PROGRAMME 03	(1) (\$)	(2) (\$)	3 = (1) - (2) (\$)
ÉLÉMENT 01 (subventions)			
CENTRES DE TRAVAIL ADAPTÉ (CTA)			
CTA-fonctionnement	35 017 271	30 918 400	4 098 871
CTA- immobilisations	252 129	800 000	(547 871)
sous-sous-total	35 269 400	31 718 400	3 551 000
CTA-SOFI (soutien financier)			
sous-total	35 269 400	31 718 400	3 551 000
ORGANISMES DE PROMOTION			
Organismes de promotion normés	5 210 400	5 210 400	
Semaine québécoise des personnes handicapées	55 000	55 000	
sous-total	5 265 400	5 265 400	
EXPÉRIMENTATION/DÉMONSTRATION	500 000	500 000	
SUBVENTIONS NON-NORMÉES	35 200	35 200	
Total élément 01	41 070 000	37 519 000	3 551 000
ÉLÉMENT 02 (fonctionnement)			
Rémunération	7 929 100	7 704 200	224 900
Autres-dépenses	2 063 300	1 994 500	68 800
Total élément 02	9 992 400	9 698 700	293 700
Budget de dépenses	51 062 400	47 217 700	3 844 700
Budget des investissements	100 000	100 000	
Nombre de postes équivalents à temps complet (ETC)	145	145	

106. Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour personne handicapée, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2000, 2001, 2002 et prévisions pour 2003.

106. Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour personne handicapée, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2000, 2001, 2002 et prévisions pour 2003.

Année d'imposition	Nombre de contribuables demandeurs ¹	Coût estimé en M\$ ⁴	Coût projeté en M\$ ⁴
1996	N/D	15	
1997	N/D	18	
1998	N/D	20	
1999	69 000	N/A	33
2000	75 000	N/A	33
2001	N/D ²	N/A	33
2002	N/D ³	N/A	33
2003	N/D ³	N/A	N/D

- (1) Il s'agit du nombre de contribuables ayant demandé le crédit. Le nombre de ménages est sans doute inférieur, compte tenu du fait que plusieurs demandeurs peuvent faire partie d'un même ménage. Le nombre de contribuables ayant bénéficié du crédit peut être inférieur au nombre de contribuables qui l'ont demandé vu les refus possibles (le taux de refus est probablement faible). Par ailleurs, les données fournies ici proviennent du ministère du Revenu et sont de nature administrative et non officielle.
- (2) Les contribuables ont jusqu'au 30 avril 2002 pour produire leur déclaration d'impôt pour l'année 2001. Les données ne seront pas disponibles avant septembre 2002.
- (3) Il faut sans doute s'attendre à une croissance du nombre de contribuables qui demanderont le crédit vu le vieillissement de la population et le fait que les normes d'admissibilité ont été bonifiées en 1998 (critère ajouté relativement aux soins thérapeutiques).
- (4) Ces données proviennent du document *Les dépenses fiscales – Édition 2001*, produit en novembre 2001 par le ministère des Finances du Québec.
- (5) L'évolution des coûts projetés ne reflète pas nécessairement celle du nombre de contribuables qui demandent le crédit puisqu'il s'agit d'un crédit non remboursable.

N/A Non applicable.

N/D Non disponible.

FN/cl

2002-03-27, 12:48:33

R:\Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d.doc

107. Ventilation des organismes communautaires bénévoles par région qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou qui se sont vus refuser des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'année 2001-2002, par région, incluant le montant total de la subvention reçue en 2000-2001 et 2001-2002.

Question 107. Ventilation des organismes communautaires bénévoles par région qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou qui se sont vus refuser des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'année 2001-2002, par région, incluant le montant total de la subvention reçue

SUBVENTIONS DE L'OPHQ

ORGANISMES DE PROMOTION 2001-2002

	Subventionnés	Refusés	\$	SQPH	\$
Organismes de base	265	7	2 461 257 \$	0	0 \$
Organismes régionaux	19	0	976 027 \$	17	55 000 \$
Organismes nationaux	33	0	1 681 427 \$	0	0 \$
TOTAL	317	7	5 118 711 \$	17	55 000 \$

ORGANISME DE BASE

Année financière 2001-2002

RÉGION : 01**Nom de la circonscription : Matane**

Organisme 3 – B001003

ASSOCIATION DES HANDICAPÉS GASPÉSIENS

309, rue McKinnon

Case postale 153

Matane, QC G4W 3N1

Régulière
8422,00**Nom de la circonscription : Rimouski**

Organisme 1 – B001001

ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION SOCIALE RÉGION RIMOUSKI

274, rue Potvin

Rimouski, QC G5L7P5

Régulière
11612,00**Nom de la circonscription : Rimouski**

Organisme 4 – B001004

ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS SECTEUR BAS ST-LAURENT INC.

Boîte postale 20001, case postale Arthur-Buies

Rimouski, QC G5L 9A1

Refus**Nom de la circonscription : Rimouski**

Organisme 12 – B001012

SERVICE ALTERNATIF D'INTÉGRATION AU TRAVAIL DE LA PERSONNE HANDICAPÉE DE RIMOUSKI

499-C, rue Lausanne

Rimouski, QC G5L 3Z9

Régulière
12712,00**Nom de la circonscription : Rimouski**

Organisme 13 – B001013

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES VISUELLES DU BAS-SAINT-LAURENT

125, boul. René-Lepage Est

Local 113

Rimouski, QC G5L 1N9

Régulière
11556,00**Nom de la circonscription : Rimouski**

Organisme 27 – B001029

RÉGROUPEMENT DES PERSONNES ACCIDENTÉES CÉRÉBRAUX VASCULAIRES ET APHASIQUES

125, boul. René-Lepage

Local 210

Rimouski, QC G5L 1N9

Régulière
10072,00**Nom de la circonscription : Rivière-du-Loup/Saint-Maurice**

Organisme 16 – B001016

ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPÉES L'ÉVEIL DES BASQUES INC.

589, rue Richard

Case postale 1540

Trois-Pistoles, QC G0L 4K0

Régulière
14472,00**Nom de la circonscription : Rivière-du-Loup/Saint-Maurice**

Organisme 24 – B001026

ASSOCIATION MULTI-DÉFIS

26, rue Joly

Rivière-du-Loup, QC G5R 3H2

Régulière
10877,00

Nom de la circonscription : Kamouraska-Temiscouata
Organisme 14 – B001014
**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU
KAMOURASKA EST INC.**
Case postale 1360
St-Pascal, QC G0L 3Y0

Régulière
10392,00

Nom de la circonscription : Kamouraska-Temiscouata
Organisme 15 – B001015
**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES ENTRE-
AMIS DU TÉMISCOUATA INC.**
3, rue Hôtel de Ville
2e étage
Notre-Dame-du-Lac, QC G0L 1X0

Régulière
12277,00

Nom de la circonscription : Kamouraska-Temiscouata
Organisme 22 – B001023
**ASSOCIATION POCATOISE DES PERSONNES
HANDICAPÉES INC.**
410-B, 10e Avenue
La Pocatière, QC G0R 1Z0

Régulière
10182,00

Nom de la circonscription : Kamouraska-Temiscouata
Organisme 25 – B001027
**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS
ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ INC. DU BAS SAINT-LAURENT**
33, rue Commerciale
Cabano, QC G0L 1E0

Régulière
6772,00

Nom de la circonscription : Matapedia
Organisme 2 – B001002
LES AMIRAMS DE LA VALLÉE INC.
278, rang St-Jean-Baptiste
Case postale 2198
Amqui, QC G5J3R7

Régulière
11071,00

Nom de la circonscription : Matapedia
Organisme 5 – B001005
**LE GROUPE DE PERSONNES HANDICAPÉES LES
ALCYONS INC.**
1237, rue Thibault
Mont-Joli, QC G5H 2M2

Régulière
11071,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 02

Nom de la circonscription : Dubuc

Organisme 46 – B002018

GROUPE AIDE-ACTION ST-HONORÉ INC.

170, rue des Loisirs

Saint-Honoré, QC G0V 1L0

Régulière

6300,00

Nom de la circonscription : Dubuc

Organisme 52 – B002024

GROUPE D'ACTION COMMUNAUTAIRE DE FALARDEAU INC.

144, boul. St-David

Case postale 205

Falardeau, QC G0V 1C0

Régulière

10660,00

Nom de la circonscription : Dubuc

Organisme 719 – B002008

ASSOCIATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE ST-AMBROISE, BÉGIN, ST-CHARLES ET SHIPSHAW

20, rue du couvent

Saint-Ambroise, QC G7P2J2

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 36 – B002007

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PERSONNE HANDICAPÉE INTELLECTUELLE DU SAGUENAY

766, rue du Cénacle

Chicoutimi, QC G7H 2J2

Régulière

9394,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 50 – B002022

ASSOCIATION RÉGIONALE POUR LES PERSONNES ÉPILEPTIQUES RÉGION 02

371, rue Racine Est

Case postale 1633

Chicoutimi, QC G7H 6Z5

Régulière

13380,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 53 – B002025

SOCIÉTÉ DE L'AUTISME DE LA RÉGION DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

371, rue Racine Est

Chicoutimi, QC G7H 1S8

Régulière

13270,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 55 – B002027

REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTÉ DU SAGUENAY INC.

371, rue Racine Est

Chicoutimi, QC G7H 1S8

Régulière

14280,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 57 – B002030

ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS INC. SECTEUR SAGUENAY

4-874, rue Léonidas-Bélanger

Chicoutimi, QC G7H1M5

Régulière

9676,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 60 – B002033

ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DU SAGUENAY

330, rue Albani

Chicoutimi, QC G7H 2X7

Régulière
10000,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 62 – B002035

LE MAILLON, REGROUPEMENT DE PARENTS ET AMIS(ES) DE LA PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE

152, rue Racine Est

Chicoutimi, QC G7H 1R8

Régulière
9080,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 66 – B002039

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DIVISION DU QUÉBEC SECTION SAGUENAY

305, rue St-Vallier, case postale 96

Chicoutimi, QC G7H 5H6

Régulière
7081,00

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 735 – B002735

ASSOCIATION DES ARTHRITIQUES DU SAGUENAY - LAC ST-JEAN

222, rue St-Ephrem, # 10, case postale 2502

Chicoutimi, QC G7G 5B5

Refus

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 69 – B002042

ASSOCIATION RÉGIONALE DE PARALYSIE CÉRÉBRALE ET AUTRES DÉFICIENCES MOTRICES SAG.-LAC-ST-JEAN/CHIB.-CH.

371, rue Racine Est

Chicoutimi, QC G7H 1S8

Régulière
5000,00

Nom de la circonscription : Jonquière

Organisme 32 – B002001

AMICALE RÉGIONALE DES SOURDS DU SAGUENAY LAC-ST-JEAN INC.

3488, rue Radin

Case postale 2045

Jonquière, QC G7X 7X6

Régulière
7667,00

Nom de la circonscription : Jonquière

Organisme 43 – B002015

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES DE JONQUIÈRE

2175, boul. Mellon

Case postale 1005

Jonquière, QC G7S 4K6

Régulière
9750,00

Nom de la circonscription : Jonquière

Organisme 56 – B002028

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ SAGUENAY LAC-ST-JEAN

Case postale Place Centre-Ville

Boîte postale 120

Jonquière, QC G7X 7V8

Régulière
8430,00

Nom de la circonscription : Jonquière Organisme 67 – B002040 ASSOCIATION RÉGIONALE DU SYNDROME DE LA TOURETTE, SECTEUR SAGUENAY LAC-ST-JEAN Case postale 1645 Succursale Racine Chicoutimi, QC G7H6Z5	Régulière 7081,00
Nom de la circonscription : Lac-Saint-Jean Organisme 38 – B002010 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES VISUELLES RÉGION 02 INC 2200, chemin des Sentiers Verts Alma, QC G8B 5V2	Régulière 9780,00
Nom de la circonscription : Lac-Saint-Jean Organisme 70 – B002070 LE CENTRE COMMUNAUTAIRE DES SOURDS(ES) RÉGION 02 575, rue Scott Ouest, #2 Alma, QC G8B 1R3	Refus
Nom de la circonscription : Lac-Saint-Jean Organisme 51 – B002023 GROUPE CENTRE-LAC D'ALMA 285, rue Eymard Nord Alma, QC G8B5J3	Régulière 8124,00
Nom de la circonscription : Roberval Organisme 34 – B002004 ASSOCIATION JEANNOISE POUR L'INTÉGRATION SOCIALE INC. Case postale 53 Roberval, QC G8H2N4	Régulière 8782,00
Nom de la circonscription : Roberval Organisme 40 – B002012 ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS - SECTEUR LAC ST-JEAN 1324, boul. Laflamme St-Félicien, QC G8K 1N5	Régulière 9120,00
Nom de la circonscription : Roberval Organisme 47 – B002019 ASSOCIATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES LE GOÉLAND INC. 1439, boul. Sacré-Cœur Saint-Félicien, QC G8K1B3	Régulière 9385,00
Nom de la circonscription : Roberval Organisme 48 – B002020 MAISON D'INTÉGRATION NORLAC INC. 162, 4e Avenue Dolbeau, QC G8L 2S6	Régulière 9967,00

Nom de la circonscription : Roberval

Organisme 49 – B002021

**CORPORATION DES SERVICES AUX HANDICAPÉS DU
COMTÉ ROBERVAL INC.**

609, rue Scott

Case postale 221

Roberval, QC G8H 2N6

Régulière
7930,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 03

Nom de la circonscription : Québec

Organisme 116 – B003044

L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DU SYNDROME DE LA TOURETTE SECTION DE QUÉBEC

2, avenue du Sacré Cœur
Québec, QC G1N 2W1

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Portneuf

Organisme 98 – B003026

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE PORTNEUF

67, rue Notre-Dame
Pont-Rouge, QC G3H3K8

Régulière
9880,00

Nom de la circonscription : Chauveau

Organisme 100 – B003028

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ CHAPITRE DE QUÉBEC INC.

1431, avenue de la Montagne Est
Val-Bélair, QC G3K 1R8

Régulière
8372,00

Nom de la circonscription : Louis-Hébert

Organisme 118 – B003046

ASSOCIATION DES HANDICAPÉS RESPIRATOIRES DE QUÉBEC (1984) INC.

2725, Chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, QC G1V4C5

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 82 – B003009

MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DU QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

160, rue St-Joseph Est
Bureau 2.2
Québec, QC G1K 3A7

Régulière
13972,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 84 – B003011

ÉPILEPSIE SECTION DE QUÉBEC INC.

1, avenue du Sacré-Cœur
Bureau 354 ouest
Québec, QC G1N 2W1

Régulière
10713,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 104 – B003032

ASSOCIATION DES SOURDS DE QUÉBEC INC.

765, boul. Charest Est
Québec, QC G1K 3J6

Régulière
9792,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 109 – B003037

COMITÉ D'ACTION DES PERSONNES VIVANT DES SITUATIONS DE HANDICAP

320, rue St-Joseph Est
Bureau SS-048
Québec, QC G1K8G5

Régulière
13232,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 117 – B003045

CARREFOUR ADAPTATION QUÉBEC

360, rue Dupont

Québec, QC G1K 6M6

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Vanier

Organisme 83 – B003010

REGROUPEMENT DES PERSONNES HANDICAPÉES

VISUELLES (RÉGIONS 03-12)

165, rue Carillon

Local 321

Québec, QC G1K 9E9

Régulière

8654,00

Nom de la circonscription : Vanier

Organisme 91 – B003018

ASSOCIATION DES PERSONNES INTÉRESSÉES À

L'APHASIE

525, boul. Wilfrid-Hamel Est

Bureau A-04

Québec, QC G1M 2S8

Régulière

9315,00

Nom de la circonscription : Charlesbourg

Organisme 87 – B003014

ASSOCIATION DES MALENTENDANTS QUÉBÉCOIS

775, rue Saint-Viateur

Pavillon Lucien Pagé, porte 17-local 163

Charlesbourg, QC G2L 2S2

Régulière

9080,00

Nom de la circonscription : Charlesbourg

Organisme 93 – B003021

ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC

PROBLÈMES AUDITIFS (A.Q.E.P.A.) QUÉBEC MÉTRO (03-12) INC.

775, rue Saint-Viateur

Charlesbourg, QC G2L 2S2

Régulière

9072,00

Nom de la circonscription : Charlesbourg

Organisme 115 – B003043

COMITÉ D'AIDE AUX FEMMES SOURDES DE QUÉBEC

Case postale 59030

Comptoir postal Bourg Royal

Charlesbourg, QC G2L 2W6

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Limoilou

Organisme 78 – B003005

ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISÉS DE QUÉBEC INC.

4765, 1^{ère} Avenue, suite 240

Charlesbourg, QC G1H2T3

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Limoilou

Organisme 85 – B003012

AUTISME QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

3005, 4^e Avenue

Local 304

Québec, QC G1J 3G6

Régulière

11894,00

Nom de la circonscription : Charlevoix

Organisme 74 – B003001

ASSOCIATION ALTI

3-9, rue Clarence Gagnon

Baie St-Paul, QC G3Z 1K5

Régulière

10272,00

Nom de la circonscription : Charlevoix

Organisme 99 – B003027

**REGROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION SOCIALE DE
CHARLEVOIX**

367, rue St-Étienne

Suite 301

La Malbaie, QC G5A1M3

Régulière

8799,00

Nom de la circonscription : Charlevoix

Organisme 110 – B003038

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE
CHARLEVOIX INC.**

342, Route 138

St-Hilarion, QC G0A 3V0

Régulière

8819,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 04

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 736 – B004736

ASSOCIATION DES PERSONNES MALENTENDANTES DE LA MAURICIE

109, rue Brunelle

Cap-de-la-Madeleine, QC G8T6A3

Régulière
7163,00

Nom de la circonscription : Maskinonge

Organisme 137 – B004014

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES COMTÉ DE MASKINONGÉ INC.

121, rang Petite Rivière

Bureau 11

Louiseville, QC J5V 2H3

Régulière
8702,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 134 – B004011

FLEUR DE MAI LOISIRS POUR HANDICAPÉ INTELLECTUEL INC.

Case postale 754

Trois-Rivières, QC G9A5J9

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 139 – B004016

ÉPILEPSIE MAURICIE - CENTRE DU QUÉBEC

1625, rue Royale

Bureau 6

Trois-Rivières, QC G9A 4K2

Régulière
13972,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 145 – B004025

ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC INC.

800, place Boland

Trois-Rivières, QC G8Z 4H2

Régulière
8061,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 147 – B004028

ASSOCIATION DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS (APEH) INC.

800, rue St-Paul

Trois-Rivières, QC G9A 1J1

Régulière
12222,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 152 – B004033

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES (SECTION MAURICIE)

1128, rue Ste-Marguerite

Trois-Rivières, QC G8Z 1V7

Régulière
6887,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 154 – B004035

ASSOCIATION DES HANDICAPÉS ADULTES DE LA MAURICIE

1322, rue Sainte-Julie

Trois-Rivières, QC G9A 1Y6

Régulière
9042,00

Nom de la circonscription : Trois-Rivières Organisme 179 – B004096 REGROUPEMENT DES PERSONNES SOURDES DE LA MAURICIE INC. 1322, rue Ste-Julie Bureau 34 Trois-Rivières, QC G9A1Y6	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Trois-Rivières Organisme 185 – B004102 ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DE LA MAURICIE 3450, Ste-Marguerite Trois-Rivières, QC G8Z 1X3	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Trois-Rivières Organisme 187 – B004104 BUREAU D'AIDE ET D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT ADAPTÉ RÉGION MAURICIE 1322, rue Ste-Julie Local 32 Trois-Rivières, QC G9A1Y6	Régulière 8500,00
Nom de la circonscription : Shawinigan Organisme 138 – B004015 AUTISME MAURICIE 405, chemin Bernier Saint-Boniface, QC G0X 2L0	Régulière 13236,00
Nom de la circonscription : Shawinigan Organisme 148 – B004029 ASSOCIATION POUR LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE CENTRE-MAURICIE 194, 1ère Rue Shawinigan, QC G9N1K1	Régulière 11732,00
Nom de la circonscription : Shawinigan Organisme 165 – B004048 HANDICAPS SOLEIL INC. 750, Promenade du St-Maurice Shawinigan, QC G9N 1L6	Régulière 10022,00
Nom de la circonscription : Shawinigan Organisme 170 – B004054 MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD RÉGION 04 75, rue Thuney Cap-de-la-Madeleine, QC G8T2N7	Régulière 8822,00
Nom de la circonscription : Laviolette Organisme 129 – B004006 ASSOCIATION PART-ÉGALE NORMANDIE INC. 301, rue Saint-Jacques Local 210 Sainte-Thècle, QC G0X 3G0	Régulière 6882,00
Nom de la circonscription : Laviolette Organisme 171 – B004055 ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS EXCEPTIONNELS DE LA TUQUE INC. (DISSOUTE) Case postale 474 La Tuque, QC G9X 3P4	Refus

Nom de la circonscription : Laviolette

Organisme 169 – B004053

**LA SOURCE ASSOCIATION DE PERSONNES
HANDICAPÉES PHYSIQUES DU HAUT SAINT-MAURICE**

290, rue Saint-Joseph

Suite 107, case postale 211

La Tuque, QC G9X 3Z8

Régulière
10995,00

Nom de la circonscription : Champlain

Organisme 146 – B004027

ALPHA - SECTEUR DES CHENAUX

764, Montée d'enseigne

Ste-Anne-de-la-Pérade, QC G0X2J0

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Champlain

Organisme 150 – B004031

ASSOCIATION DES SOURDS DE LA MAURICIE INC.

162, rue St-Laurent

Suite 210

Cap-de-la-Madeleine, QC G8T 6G3

Régulière
9453,00

Nom de la circonscription : Champlain

Organisme 176 – B004060

**ASSOCIATION DE PARALYSIE CÉRÉBRALE RÉGION
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC**

766, Thibeau

Cap-de-la-Madeleine, QC G8T 7A6

Régulière
7100,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 05

Nom de la circonscription : Mégantic-Compton

Organisme 192 – B005005

**LE CLUB ÉTINCELLES DE BONHEUR DE LA MRC DU
HAUT SAINT-FRANÇOIS**

Case postale 953

146, Angus Nord

East Angus, QC J0B 1R0

Régulière
7890,00

Nom de la circonscription : Mégantic-Compton

Organisme 193 – B005006

LES SOUPAPES DE LA BONNE HUMEUR INC.

2981, rue Agnès

Lac Mégantic, QC G6B 1K8

Régulière
13478,00

Nom de la circonscription : Mégantic-Compton

Organisme 217 – B005031

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA
MRC DE COATICOOK**

294, rue St-Jacques Nord

Coaticook, QC J1A 2R3

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 188 – B005001

**ASSOCIATION DES HANDICAPÉS VISUELS DE L'ESTRIE
INC.**

194, rue Laurier

Sherbrooke, QC J1H 4Z3

Régulière
8053,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 191 – B005004

**ASSOCIATION DE SHERBROOKE POUR LA DEFICIENCE
INTELLECTUELLE INC.**

636, rue Québec

Sherbrooke, QC J1H 3M2

Régulière
13972,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 197 – B005010

PROMOTION-HANDICAP SHERBROOKE INC.

928, rue Fédéral

Local 109

Sherbrooke, QC J1H 5A7

Régulière
8945,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 198 – B005011

**REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT
ADAPTÉ DE SHERBROOKE MÉTROPOLITAIN**

189, rue Laurier

Local 103

Sherbrooke, QC J1H 4Z4

Régulière
10252,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 199 – B005012

**ASSOCIATION DES SOURDS ET SOURDES DE L'ESTRIE
INC.**

932, rue du Fédéral

Bureau 102

Sherbrooke, QC J1H5A7

Régulière
10363,00

Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 201 – B005014 ASSOCIATION DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DE L'ESTRIE INC. 161, rue Peel Sherbrooke, QC J1H 4K2	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 204 – B005017 ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS (AQEPA) ESTRIE (05) INC. Case postale 25105 Sherbrooke, QC J1J 4M8	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 205 – B005018 ASSOCIATION DU SYNDROME DE DOWN DE L'ESTRIE 836, rue St-Charles Sherbrooke, QC J1H2H1	Régulière 9952,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 206 – B005020 ASSOCIATION DE SPINA-BIFIDA ET D'HYDROCÉPHALIE DE L'ESTRIE INC. 928, rue Fédéral Sherbrooke, QC J1H 5A7	Régulière 7120,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 207 – B005021 ASSOCIATION DES ACCIDENTÉS CÉRÉBRO-VASCULAIRES OU TRAUMATISÉS CRANIENS DE L'ESTRIE 300, rue King Est Sherbrooke, QC J1G 1B1	Régulière 12552,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 210 – B005024 ASSOCIATION ÉPILEPSIE ESTRIE INC. Case Postale 245 Sherbrooke, QC J1H 5J1	Régulière 7809,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 212 – B005026 ALLIANCE SHERBROOKOISE POUR L'AUTONOMIE À DOMICILE 928, rue Fédéral Sherbrooke, QC J1H 5A7	Régulière 11896,00
Nom de la circonscription : Sherbrooke Organisme 218 – B005032 ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE DE L'ESTRIE 1335, rue King Ouest Local 410 Sherbrooke, QC J1J 2B8	Régulière 5000,00
Nom de la circonscription : Orford Organisme 202 – B005015 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ CHAPITRE ESTRIE Case postale 6266 Rock Forest, QC J1N3C7	Régulière 6990,00

Nom de la circonscription : Orford
Organisme 209 – B005023
ASSOCIATION HAN-DROITS
Case postale 462
Magog, QC J1X 4W3

Régulière
9588,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 06

Nom de la circonscription : Marguerite-d'Youville

Organisme 292 – B006085

ASSOCIATION DU SYNDROME DE TURNER DU QUÉBEC

31, Desmarteau

Boucherville, QC J4B 2A1

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Lafontaine

Organisme 264 – B006050

PARENTS ET AMIS REPRÉSENTANT L'HANDICAPÉ

INTELLECTUEL

8575, boul. Gouin Est

Montréal, QC H1P 2P6

Régulière

7838,00

Nom de la circonscription : Bourget

Organisme 226 – B006011

REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT

ADAPTÉ DE LA CUM INC.

3800, rue Radisson

Bureau 111

Montréal, QC H1M 1X6

Régulière

12175,00

Nom de la circonscription : Bourget

Organisme 246 – B006031

ÉPILEPSIE MONTRÉAL

3800, rue Radisson

Montréal, QC H1M 1X6

Régulière

10496,00

Nom de la circonscription : Montréal

Organisme 220 – B006002

ASSOCIATION DE LOISIRS DES PERSONNES

**HANDICAPÉES PHYSIQUES DE P.A.T. ET EST DE
MONTRÉAL**

8695, rue Hochelaga

Local 107

Montréal, QC H1L 6J5

Régulière

8372,00

Nom de la circonscription : Montréal

Organisme 243 – B006028

ASSOCIATION DE SPINA-BIFIDA ET D'HYDROCÉPHALIE

DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (1985) INC.

5757, avenue Decelles, bureau 425

Montréal, QC H3S2C4

Régulière

7620,00

Nom de la circonscription : Montréal

Organisme 313 – B006109

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS HANDICAPÉS DE

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL INC.

(ADÉHUQAM)

1255, rue St-Denis

Local A-2425

Montréal, QC H3C 3P8

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Montréal

Organisme 316 – B006112

**ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE RÉGION ILE-DE-
MONTRÉAL**

3300, boul. Rosemont #206

Montréal, QC H1X1K2

Régulière

7122,00

Nom de la circonscription : Marquette Organisme 225 – B006010 CORPORATION L'ESPOIR DU DÉFICIENT 55, rue Dupras Local I-S28 Lasalle, QC H8R 4A8	Régulière 11470,00
Nom de la circonscription : Notre-Dame-de-Grace Organisme 237 – B006022 COMMUNICAIDE POUR DES ADULTES AVEC PROBLÈMES AUDITIFS 3500, boul. Décarie Montréal, QC H4A 3J5	Régulière 9944,00
Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis Organisme 261 – B006047 EX ÆQUO INC. 3680, Jeanne-Mance Bureau 328 Montréal, QC H2X 2K5	Régulière 14972,00
Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis Organisme 315 – B006111 HANDIDACTIS INC. 525, rue Dominion 3ième étage, bureau 340 Montréal, QC H3J 2B7	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 224 – B006008 ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS MONTRÉAL RÉGIONAL 3700, rue Berri Bureau 443 Montréal, QC H2L 4G9	Régulière 11599,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 230 – B006015 SOLIDARITÉ DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUE-MOTEUR INC. 4590, avenue d'Orléans Montréal, QC H1X2K4	Régulière 11547,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 266 – B006052 FONDATION SOMMEIL: ASSOCIATION DE PERSONNES ATTEINTES DE DÉFICIENCES RELIÉES AU SOMMEIL 1600, rue de Lorimier Montréal, QC H2K 3W5	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 314 – B006110 THÉÂTRE APHASIQUE 225, rue Sherbrooke est Montréal, QC H2X 1C9	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Hochelaga-Maisonneuve Organisme 296 – B006092 MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE MONTRÉAL 2570, rue Nicolet, local 313 Montréal, QC H1W 3L5	Régulière 7622,00

Nom de la circonscription : Rosemont Organisme 247 – B006032 REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERSONNE AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MONTRÉAL 4590, avenue d'Orléans 2e étage Montréal, QC H1X 2K4	Régulière 11812,00
Nom de la circonscription : Mercier Organisme 227 – B006012 AUTISME ET TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT MONTRÉAL 4450, rue St-Hubert Local 320 Montréal, QC H2J 2W9	Régulière 11993,00
Nom de la circonscription : Mercier Organisme 239 – B006024 REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN 5215, rue Berri Bureau 200 Montréal, QC H2J 2S4	Régulière 13513,00
Nom de la circonscription : Outremont Organisme 319 – B006115 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PERSONNES APHASIQUES 4565, chemin de la Reine-Marie Montréal, QC H3W 1W5	Régulière 14000,00
Nom de la circonscription : Acadie Organisme 275 – B006066 ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DES JEUNES HANDICAPÉS FRÉQUENTANT DES ÉCOLES SPÉCIALISÉES DU MTL-MÉTRO. 1400, boulevard Sauvé Ouest Suite 260 Montréal, QC H4N 1C5	Régulière 7490,00
Nom de la circonscription : Cremazie Organisme 283 – B006076 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DU SYNDROME DE LA TOURETTE SECTION MONTRÉAL 222, Henri-Bourassa Est Suite 38 Montréal, QC H3L 1B9	Régulière 12051,00
Nom de la circonscription : Laurier-Dorion Organisme 221 – B006003 ASSOCIATION DES DEVENUS SOURDS ET MALENTENDANTS DU QUÉBEC 7400, boul. Saint-Laurent Bureau 36 Montréal, QC H2R 2Y1	Régulière 12328,00
Nom de la circonscription : Laurier-Dorion Organisme 242 – B006027 LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC. 8520, rue St-Urbain Montréal, QC H2P2P3	Régulière 8395,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 253 – B006039

**CENTRE DE LA COMMUNAUTÉ SOURDE DU MONTRÉAL
MÉTROPOLITAIN**

200, boul. Crémazie Est

Montréal, QC H2P1E3

Régulière
11283,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 280 – B006072

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES TRAUMATISÉS
CRANIENS**

911, Jean-Talon Est

Bureau 106

Montréal, QC H2R 1V5

Régulière
6270,00

Nom de la circonscription : Viau

Organisme 262 – B006048

ACTION DES FEMMES HANDICAPÉES DE MONTRÉAL

7785, rue Louis-Hébert

Montréal, QC H2E 2Y1

Régulière
7479,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 07

Nom de la circonscription : Papineau

Organisme 320 – B007001

**ASSOCIATION POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE
LA PETITE-NATION**

10, rue St-André

Suite D-105

Saint-André-Avellin, QC J0V 1W0

Régulière

8186,00

Nom de la circonscription : Papineau

Organisme 341 – B007025

REGROUPEMENT POST-POLIO DE L'OUTAOUAIS

Case postale 1034, Succ. Angers

Masson-Angers, QC J8M 1W1

Régulière

6000,00

Nom de la circonscription : Hull

Organisme 322 – B007003

**REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU
QUÉBEC SECTION OUTAOUAIS**

98, boul. St-Joseph

Hull, QC J8Y 3W5

Régulière

9737,00

Nom de la circonscription : Hull

Organisme 327 – B007008

**ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE
DE L'OUTAOUAIS**

10, rue Noël

Bureau 107

Hull, QC J8Z 3G5

Régulière

14128,00

Nom de la circonscription : Hull

Organisme 328 – B007010

ASSOCIATION DE L'OUÏE DE L'OUTAOUAIS

115, boul. Sacré-Cœur

Local 206

Hull, QC J8X 1C5

Régulière

9877,00

Nom de la circonscription : Hull

Organisme 330 – B007012

ÉPILEPSIE OUTAOUAIS

115, boul. Sacré-cœur

Local 109

Hull, QC J8X 1C5

Régulière

10768,00

Nom de la circonscription : Hull

Organisme 743 – B0070743

**REGROUPEMENT CANADIEN DES ENSEIGNANTS ET
ENSEIGNANTES SOURDS EN LSQ**

91, rue Lesage, bureau 2

Hull, QC J8Z 4C7

Refus

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 08

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 344 – B008001

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS
DU TÉMISCAMINGUE INC.**

3, rue Industrielle

Case postale 1228

Ville-Marie, QC J0Z 3W0

Régulière

11212,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 348 – B008005

**ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION SOCIALE DE
ROUYN-NORANDA INC.**

330, rue Perreault Est

Rouyn-Noranda, QC J9X 3C6

Régulière

11192,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 350 – B008007

LES INTRÉPIDES DE ROUYN-NORANDA INC.

380, avenue Richard

Bureau 202

Rouyn-Noranda, QC J9X 4L3

Régulière

10642,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 352 – B008009

L'ACTIA INC.

12-B, rue St-Jean-Baptiste Nord

Case postale 1588

Ville-Marie, QC J0Z 3W0

Régulière

10772,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 354 – B008012

**SOCIÉTÉ DE L'AUTISME DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

100, chemin Docteur-Lemay

Case postale 1055

Rouyn-Noranda, QC J9X 5C8

Régulière

10222,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 369 – B008028

**ASSOCIATION DES SOURDS ET DES MALENTENDANTS
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (ASEMAT)**

330, rue Perreault Est

Rouyn-Noranda, QC J9X 3C6

Régulière

7200,00

Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-Temiscamingue

Organisme 370 – B008029

CLUB A.C.V. ROUYN-NORANDA INC.

Case postale 2213

Rouyn-Noranda, QC J9X 5A6

Régulière

7200,00

**Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-
Temiscamingue**

Organisme 373 – B008098

**ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE DE L'ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

380, ave Richard

Bureau 208

Rouyn-Noranda, QC J9X 4L3

Régulière
7700,00

**Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-
Temiscamingue**

Organisme 374 – B008099

**ASSOCIATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES
VISUELLES DE ROUYN-NORANDA INC.**

380, rue Richard, # 230

Rouyn-Noranda, QC J9X 4L3

Régulière
7832,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Ouest

Organisme 347 – B008004

**CLUB DE L'AMITIÉ DES HANDICAPÉS DU SECTEUR LA
SARRE INC.**

479, 2e Rue Est

La Sarre, QC J9Z 2J2

Régulière
12072,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 345 – B008002

**ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC
PROBLEMES AUDITIFS SECTEUR ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

Case postale 182

Val d'Or, QC J9P 4P3

Régulière
6200,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 351 – B008008

**ACCUEIL ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPÉES
ET PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES
SENNETERRE**

121, 1ère rue Est

Case postale 1661

Senneterre, QC J0Y 2M0

Régulière
8658,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 365 – B008024

**SOCIÉTÉ DE SCLÉROSE EN PLAQUES DE L'ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

1011, 6e Rue

Case postale 1721

Val d'Or, QC J9P 5Y9

Régulière
12622,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 366 – B008025

CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.

460, avenue Centrale

Val d'Or, QC J9P1P5

Régulière
9572,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 371 – B008030

ASSOCIATION VOIR SANS VOIR

Case postale 1912

Val-D'Or, QC J9P 6C5

Régulière
7200,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 09

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 376 – B009002

MODULE D'ÉPANOUISSEMENT À LA VIE DE SEPT-ÎLES

350, rue Smith

Bureau 256

Sept-Îles, QC G4R 3X2

Régulière
13024,00

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 379 – B009006

ASSOCIATION ÉPILEPSIE CÔTE-NORD INC.

652, rue De Quen

Sept-Îles, QC G4R 2R5

Régulière
6422,00

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 380 – B009010

MODULE D'ÉPANOUISSEMENT À LA VIE DE HAVRE ST-PIERRE

1099, rue des Anciens

Havre St-Pierre, QC G0G 1P0

Régulière
11592,00

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 389 – B009021

MODULE D'ÉPANOUISSEMENT À LA VIE DE PORT-CARTIER

Case postale 65

Port-Cartier, QC G5B 2G7

Régulière
9169,00

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 391 – B009023

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE L'AUTISME

Case postale 2291

Baie-Comeau, QC G5C2S9

Régulière
6470,00

Nom de la circonscription : Duplessis

Organisme 395 – B009027

ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE DE DUPLESSIS

865, boul. Laure

Sept-Îles, QC G4R1Y6

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 378 – B009005

MODULE D'ÉPANOUISSEMENT À LA VIE SACRÉ-COEUR (SECTEUR BEST)

66, rue Hovington Est

Sacré-Cœur, QC G0T 1Y0

Régulière
9751,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 386 – B009018

ASSOCIATION DES HANDICAPÉS ADULTES DE LA CÔTE-NORD INC.

1250, rue Lesrat

Baie-Comeau, QC G5C1T8

Régulière
13972,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 392 – B009024

ASSOCIATION DE FIBROMYALGIE DE MANICOUAGAN

1250, rue Lestrat

Local R-167

Baie-Comeau, QC G5C1T8

Régulière
5650,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 393 – B009025

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS

ATTEINTS D'AUDIMUTITÉ CHAPITRE CÔTE-NORD

108, rue Lasalle

Baie-Comeau, QC G4Z1R6

Régulière
5650,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 394 – B009026

ASSOCIATION DES SOURDS DE BAIE-COMEAU

3009, rue Barry

Baie-Comeau, QC G5C 3K5

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Saguenay

Organisme 396 – B009099

ASSOCIATION DES PERSONNES AVEC DIFFICULTÉS

VISUELLES DE MANICOUAGAN

1250, rue Lestrat

Baie-Comeau, QC G5C 1T8

Régulière
11266,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 11

Nom de la circonscription : Bonaventure

Organisme 406 – B011009

ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPÉES ACTION-CHALEURS

238, avenue Port-Royal

Case postale 667

Bonaventure, QC G0C 1E0

Régulière
9000,00

Nom de la circonscription : Bonaventure

Organisme 410 – B011013

ÉPILEPSIE GASPÉSIE SUD

176, boul. Gérard-D.-Lévesque Ouest

Case postale 337

Paspébiac Ouest, QC G0C 2K0

Régulière
13400,00

Nom de la circonscription : Bonaventure

Organisme 413 – B011016

LA MAISON MAGUIRE POUR PERSONNES HANDICAPÉES INC.

303 A, Route 132

St-Omer, QC G0C2Z0

Régulière
10000,00

Nom de la circonscription : Bonaventure

Organisme 418 – B011021

ASSOCIATION DES TCC ET ACV DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

20, rue des Fauvettes

Case postale 308

Maria, QC G0C 1Y0

Régulière
7725,00

Nom de la circonscription : Bonaventure

Organisme 421 – B011024

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES VISUELLES DE LA GASPÉSIE ET ÎLES-DE-LA-MADELEINE

213-A, boul. Perron Est

Case postale 289

Caplan, QC G0C 1H0

Régulière
7100,00

Nom de la circonscription : Gaspé

Organisme 398 – B011001

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU SECTEUR CLSC L'ESTRAN INC.

6, rue du Couvent

Case postale 308

Grande-Vallée, QC G0E 1K0

Régulière
11722,00

Nom de la circonscription : Gaspé

Organisme 399 – B011002

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES VAL-ROSIERS

47, rue des Loisirs

Boîte postale 8

Rivière-au-Renard, QC G4X5M9

Régulière
9121,00

Nom de la circonscription : Gaspé Organisme 401 – B011004 ASSOCIATION POUR HANDICAPÉS DE MURDOCHVILLE INC. 365, avenue Miller Case postale 1192 Murdochville, QC G0E 1W0	Régulière 10821,00
Nom de la circonscription : Gaspé Organisme 403 – B011006 ASSOCIATION DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES DE GASPÉ INC. 94-1, rue Jacques Cartier Local 25 Gaspé, QC G4X2P6	Régulière 10821,00
Nom de la circonscription : Gaspé Organisme 407 – B011010 CENTRE POUR HANDICAPÉS « LA JOIE DE VIVRE » INC. 168, rue St-François-de-Pabos Case postale 295 Pabos, QC G0C2H0	Régulière 16000,00
Nom de la circonscription : Gaspé Organisme 747 – B011747 ASSOCIATION LA CROISÉE 230, route du Parc C.P. 370 Sainte-Anne-des-Monts, QC G0E2G0	Régulière 6500,00
Nom de la circonscription : Iles-de-la-Madeleine Organisme 423 – B011747 ASSOCIATION DES ÉPILEPTIQUES DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE Case postale 128, Fatima Iles-de-la-Madeleine, QC G0B 1G0	Refus

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 12

Nom de la circonscription : Frontenac

Organisme 429 – B012006

ASSOCIATION RENAISSANCE DE LA RÉGION DE L'AMIANTE

37, rue Notre-Dame Sud

Thetford Mines, QC G6G 1J1

Régulière
13121,00

Nom de la circonscription : Frontenac

Organisme 437 – B012014

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES DE LA RÉGION DE L'AMIANTE INC.

37, rue Notre-Dame Sud

Thetford Mines, QC G6G 1J1

Régulière
7635,00

Nom de la circonscription : Beauce

Organisme 424 – B012001

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA CHAUDIÈRE

12220, 2e Avenue

Saint-Georges, QC G5Y1X4

Régulière
8500,00

Nom de la circonscription : Beauce

Organisme 427 – B012004

REGROUPEMENT DES SOURDS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

12480, 1ère Avenue Est

St-Georges, QC G5Y 2E1

Régulière
10957,00

Nom de la circonscription : Beauce

Organisme 444 – B012021

ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION SOCIALE RÉGION BEAUCE-SARTIGAN

2375, 6e Avenue Ouest

St-Georges, QC G5Y 3X6

Régulière
11732,00

Nom de la circonscription : Beauce

Organisme 456 – B012033

ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE RÉGION CHAUDIÈRE-APPALACHES

12523, 25e Avenue

Ville Saint-Georges, QC G5Y5N6

Régulière
6500,00

Nom de la circonscription : Bellechasse

Organisme 426 – B012003

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE BELLECHASSE

75, Route St-Gérard

Saint-Damien de Buckland, QC G0R 2Y0

Régulière
8020,00

Nom de la circonscription : Bellechasse

Organisme 432 – B012009

NOUVEL ESSOR

201, rue Claude-Bilodeau

Suite 15

Lac Etchemin, QC G0R 1S0

Régulière
10873,00

Nom de la circonscription : Beauce-nord Organisme 455 – B012032 ASSOCIATION D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE LA FONTAINE 81, rue Saint-Antoine C.P. 1090 Ste-Marie-de-Beauce, QC G6E 3C2	Régulière 6500,00
Nom de la circonscription : Lotbinière Organisme 435 – B012012 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LOTBINIÈRE 157, rue Principale Saint-Flavien, QC G0S 2M0	Régulière 10858,00
Nom de la circonscription : Chutes-de-la-Chaudière Organisme 443 – B012020 REGROUPEMENT DES PERSONNES HANDICAPÉES CHUTES-CHAUDIÈRE INC. 8069, boul. Centre-Hospitalier Charny, QC G6X1L3	Régulière 8999,00
Nom de la circonscription : Lévis Organisme 433 – B012010 PERSONNES HANDICAPÉES EN ACTION DE LA RIVE-SUD 10, rue Giguère Lévis, QC G6V 1N6	Régulière 9190,00
Nom de la circonscription : Montmagny-l'Islet Organisme 425 – B012002 ASSOCIATION DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ISLET-SUD 724, rue Principale Sainte-Félicité, QC G0R 4P0	Régulière 7147,00
Nom de la circonscription : Montmagny-l'Islet Organisme 430 – B012007 ASSOCIATION HORIZON SOLEIL 25, rue de Gaspé Ouest Saint-Jean-Port-Joli, QC G0R 3G0	Régulière 7382,00
Nom de la circonscription : Montmagny-l'Islet Organisme 448 – B012025 L'ARC-EN-CIEL, REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES 331, rue Notre-Dame Donnacona, QC G0A1T0	Régulière 8933,00
Nom de la circonscription : Kamouraska-Temiscouata Organisme 452 – B012029 L'ENTRAIDE PASCAL-TACHÉ INC. 974, route de la Seigneurie St-Roch-des-Aulnaies, QC G0R4E0	Régulière 11732,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 13

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 464 – B013005

**ASSOCIATION LAVALLOISE DES USAGERS DU
TRANSPORT ADAPTÉ**

387, boul. des Prairies

Bureau 210

Laval, QC H7N 2W4

Régulière

13772,00

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 469 – B013010

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS
ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ CHAPITRE DE MONTRÉAL-
LAVAL**

387, boul. des Prairies

Bureau 211

Laval, QC H7N 2W4

Régulière

12072,00

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 474 – B013017

ASSOCIATION DE PERSONNES APHASIQUES DE LAVAL

387, boul. des Prairies

Bureau 211

Laval, QC H7N 2W4

Régulière

6460,00

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 476 – B013019

ASSOCIATION DE LA FIBROMYALGIE DE LAVAL

3274, boul. St-Martin Ouest

Bureau 106

Laval, QC H7T1A1

Régulière

5972,00

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 478 – B013021

ASSOCIATION SCLÉROSE EN PLAQUES LAVAL

387, boul. des Prairies

Bureau 210

Laval, QC H7N 2W4

Régulière

9972,00

Nom de la circonscription : Vimont

Organisme 472 – B013015

SOCIÉTÉ DE L'AUTISME ET DES TED (LAVAL)

34, boul. Bellerose Est

Laval, QC H7K1S4

Régulière

13472,00

Nom de la circonscription : Vimont

Organisme 480 – B013023

MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE LAVAL

1747, rue Lavoie

Laval, QC H7M2N1

Régulière

8000,00

Nom de la circonscription : Abitibi-Est

Organisme 728 – B013728

**ASSOCIATION DES PERSONNES VIVANT AVEC UNE
SURDITÉ DE LAVAL**

387, rue des Prairies

Local 211

Laval, QC H7N2W4

Régulière

7639,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 14

Nom de la circonscription : Berthier

Organisme 484 – B014001

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES, DU
SECTEUR BERTHIER**

588, rue Montcalm

Bureau 213

Berthierville, QC J0K 1A0

Régulière
9207,00

Nom de la circonscription : Berthier

Organisme 485 – B014002

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE
BRANDON**

153, rue Michaud

Bureau 3

Saint-Gabriel-de-Brandon, QC J0K 2N0

Régulière
8899,00

Nom de la circonscription : l'Assomption

Organisme 487 – B014004

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES
PHYSIQUES RIVE-NORD**

50, rue Thouin

Local 231

Repentigny, QC J6A 4J4

Régulière
9725,00

Nom de la circonscription : l'Assomption

Organisme 488 – B014005

**LES AMIS DE LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE RIVE-
NORD**

50, rue Thouin

Local 113

Repentigny, QC J6A 4J4

Régulière
14000,00

Nom de la circonscription : l'Assomption

Organisme 503 – B014020

**ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANT TRISOMIQUE-21
LANAUDIÈRE**

206, chemin des Anglais

Mascouche, QC J7L3N9

Régulière
11090,00

Nom de la circonscription : Masson

Organisme 489 – B014006

**LA ROSE BLEUE : ASSOCIATION DES PERSONNES
HANDICAPÉES DES MOULINS**

2904, rue Dupras

Mascouche, QC J7K 1T2

Régulière
10535,00

Nom de la circonscription : Masson

Organisme 511 – B014028

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES
VISUELLES DE LANAUDIÈRE**

1393, rue Pine

Mascouche, QC J7L 2M2

Régulière
7500,00

Nom de la circonscription : Joliette Organisme 498 – B014015 ASSOCIATION SCLÉROSE EN PLAQUES DE LANAUDIÈRE 200, rue de Salaberry Bureau 307 Joliette, QC J6E 4G1	Régulière 8693,00
Nom de la circonscription : Joliette Organisme 500 – B014017 ASSOCIATION DES SOURDS DE LANAUDIÈRE INC. 200, rue de Salaberry Local 312 Joliette, QC J6E 4G1	Régulière 9119,00
Nom de la circonscription : Joliette Organisme 506 – B014023 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ CHAPITRE LANAUDIÈRE 200, rue de Salaberry Joliette, QC J6E 4G1	Régulière 8000,00
Nom de la circonscription : Joliette Organisme 508 – B014025 MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE JOLIETTE 446, rue Beaudry Nord Joliette, QC J6E 6A8	Régulière 8806,00
Nom de la circonscription : Joliette Organisme 509 – B014026 SOCIÉTÉ DE L'AUTISME RÉGION LANAUDIÈRE 446, rue Beaudry Nord Joliette, QC J6E 6A8	Régulière 7000,00
Nom de la circonscription : Joliette Organisme 512 – B014029 REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTÉ DE LANAUDIÈRE 200, de Salaberry Joliette, QC J6E 4G1	Régulière 8200,00
Nom de la circonscription : Terrebonne Organisme 502 – B014019 ASSOCIATION DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DES MOULINS 2952, boul. Ste-Marie Mascouche, QC J7K1N7	Régulière 9655,00
Nom de la circonscription : Rousseau Organisme 486 – B014003 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU SECTEUR JOLI-MONT INC. 4046, rue Queen Case postale 1178 Rawdon, QC J0K 1S0	Régulière 11403,00

Nom de la circonscription : Rousseau
Organisme 499 – B014016
**ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES
HANDICAPÉES ET LEUR FAMILLE**
194, 9e Avenue
Case postale 398
St-Lin des Laurentides, QC J0R 1C0

Régulière
9222,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 15

Nom de la circonscription : Groulx

Organisme 530 – B015019

**ASSOCIATION DES PERSONNES AVEC PROBLÈMES
AUDITIFS DES LAURENTIDES**

28, rue Turgeon

Sainte-Thérèse, QC J7E 3H4

Régulière
9184,00

Nom de la circonscription : Groulx

Organisme 543 – B015032

MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THÉRÈSE

140, chemin de la Grande Côte

Rosemère, QC J7A 1H3

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Deux-Montagnes

Organisme 518 – B015006

**ASSOCIATION POUR DÉFICIENTS MENTAUX LA
LIBELLULE RÉGION BLAINVILLE- DEUX-MONTAGNES
INC.**

865, 43e Rue

Pointe-Calumet, QC JON 1G2

Régulière
9992,00

Nom de la circonscription : Deux-Montagnes

Organisme 541 – B015030

**REGROUPEMENT DES MOUVEMENTS PERSONNE
D'ABORD DES LAURENTIDES**

254, rue Preising

Saint-Eustache, QC J7R 2X2

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Deux-Montagnes

Organisme 544 – B015033

MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINT-EUSTACHE

293, boul. Industriel

Saint-Eustache, QC J7H 6B7

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Argenteuil

Organisme 517 – B015005

**REGROUPEMENT DES HANDICAPÉS VISUELS DES
LAURENTIDES**

544, 10e Avenue - Lac Capri

Saint-Colomban, QC J0R 1N0

Régulière
8222,00

Nom de la circonscription : Argenteuil

Organisme 534 – B015023

MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE LACHUTE

390, rue Béthany

Lachute, QC J8H 4G8

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Prevost

Organisme 526 – B015015

**LA MAISON DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS DE
LAURENTIDES/LANAUDIÈRE**

909, rue Guy

Bellefeuille, QC J0R1A0

Régulière
8079,00

Nom de la circonscription : Prevost Organisme 532 – B015021 MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE ST-JÉRÔME ET SES ENVIRONS 293, rue de Villemure Bureau 301 Saint-Jérôme, QC J7Z5J5	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Prevost Organisme 533 – B015022 SOCIÉTÉ DE L'AUTISME LAURENTIDES Case postale 455 St-Jérôme, QC J7Z 5V2	Régulière 10848,00
Nom de la circonscription : Prevost Organisme 538 – B015027 SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES SECTION LAURENTIDES 90, rue Pilon St-Jérôme, QC J7Y 3M5	Régulière 6500,00
Nom de la circonscription : Bertrand Organisme 522 – B015010 SOCIÉTÉ ALZHEIMER DES LAURENTIDES 37, rue Principale Est 2e étage, case postale 276 Sainte-Agathe-des-Monts, QC J8C 3A3	Régulière 13872,00
Nom de la circonscription : Bertrand Organisme 525 – B015013 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES INTELLECTUELLES DES LAURENTIDES 62, rue Préfontaine Est Sainte-Agathe-des-Monts, QC J8C 1S2	Régulière 7845,00
Nom de la circonscription : Bertrand Organisme 535 – B015024 MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE STE-AGATHE DES MONTS Case postale 283 Ste-Agathe des Monts, QC J8C 3A3	Régulière 8368,00
Nom de la circonscription : Bertrand Organisme 537 – B015026 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDIMUTITÉ CHAPITRE DES LAURENTIDES 275, chemin Mont-Loup Garou Sainte-Adèle, QC J8B3C7	Régulière 13972,00
Nom de la circonscription : Labelle Organisme 513 – B015001 ASSOCIATION DES HANDICAPÉS CLAIR SOLEIL 1045, rue Lapointe Case postale 1529 Saint-Jovite, QC J0T 2H0	Régulière 12138,00

Nom de la circonscription : Labelle

Organisme 516 – B015004

**ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE ET LES INTÉRÊTS DES
HANDICAPÉS PHYSIQUES ET MENTAUX DE MONT-
LAURIER**

681, de la Madone

Mont-Laurier, QC J9L1T2

Régulière

9984,00

Nom de la circonscription : Labelle

Organisme 531 – B015020

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS
DES HAUTES-LAURENTIDES INC.**

764, rue Labelle Nord

L'Annonciation, QC J0T 1T0

Régulière

7369,00

Nom de la circonscription : Labelle

Organisme 539 – B015028

**MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE LA VALLÉE
DE LA ROUGE**

764, rue Labelle Nord

Case postale 633

L'Annonciation, QC J0T 1T0

Régulière

13915,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 16

Nom de la circonscription : Brome-Missisquoi

Organisme 547 – B016003

ASSOCIATION DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES DE BROME-MISSISQUOI

Case postale 286

Cowansville, QC J2K 3S7

Régulière
8806,00

Nom de la circonscription : Brome-Missisquoi

Organisme 596 – B016064

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES DE COWANSVILLE ET RÉGION

Case postale 307

Cowansville, QC J2K 3S7

Régulière
12016,00

Nom de la circonscription : Beauharnois-Huntingdon

Organisme 632 – B016106

AU MOULIN DE LA SOURCE

226, Montcalm

Valleyfield, QC J6T 2E4

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Salaberry-Soulanges

Organisme 607 – B016077

ASSOCIATION DES DEVENUS SOURDS ET DES MALENTENDANTS DU QUÉBEC SECTEUR SUD-OUEST

28, rue St-Paul

Bureau 203, centre Garneau

Valleyfield, QC J6S 4A8

Régulière
9820,00

Nom de la circonscription : Châteauguay

Organisme 569 – B016026

LA RESCOUSSE, REGROUPEMENT DES PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES DU GRAND CHÂTEAUGUAY

Case postale 47031

Châteauguay, QC J6K 5B7

Régulière
12535,00

Nom de la circonscription : Châteauguay

Organisme 634 – B016108

COMITÉ DES USAGERS DE TRANSPORTS ACCÈS

123, rue de Cadillac

Châteauguay, QC J6K4X2

Régulière
7000,00

Nom de la circonscription : La Prairie

Organisme 549 – B016005

ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA RIVE-SUD OUEST

100, rue Sainte-Marie

La Prairie, QC J5R 1E8

Régulière
12413,00

Nom de la circonscription : La Pinière

Organisme 545 – B016001

ACTION INTÉGRATION BROSSARD

6333, rue Aumont

Brossard, QC J4Z 1E9

Régulière
13350,00

Nom de la circonscription : Vachon Organisme 553 – B016009 ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTS ADAPTÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES RIVE-SUD DE MONTREAL 150, rue Grant Bureau 110 Longueuil, QC J4H4H6	Régulière 10000,00
Nom de la circonscription : Borduas Organisme 550 – B016006 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA VALLÉE DU RICHELIEU 347, rue Duvernay Beloeil, QC J3G 5S8	Régulière 9675,00
Nom de la circonscription : Richelieu Organisme 557 – B016013 ASSOCIATION DE LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA RÉGION DE SOREL 189, rue Prince Local 214 Sorel, QC J3P 4K6	Régulière 8400,00
Nom de la circonscription : Richelieu Organisme 563 – B016020 ASSOCIATION DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES SECTION SOREL-TRACY 189, rue du Prince Local 211 Sorel, QC J3P 4K6	Régulière 7630,00
Nom de la circonscription : Richelieu Organisme 593 – B016060 ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES SOREL- TRACY INC. 105, rue du Prince Local 42 Sorel-Tracy, QC J3P 4J9	Régulière 10790,00
Nom de la circonscription : Saint-Hyacinthe Organisme 548 – B016004 ASSOCIATION DES PARENTS DES ENFANTS HANDICAPÉS DE LA RÉGION DE ST-HYACINTHE INC. Case postale 365 Saint-Hyacinthe, QC J2S 7B8	Régulière 8000,00
Nom de la circonscription : Saint-Hyacinthe Organisme 631 – B016105 FONDATION SCLÉROSE EN PLAQUES LE BON ST-PIERRE INC. 2650, Morin Local 130 St-Hyacinthe, QC J2S 8H1	Régulière 6000,00

Nom de la circonscription : Saint-Hyacinthe Organisme 635 – B016109 ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DU RICHELIEU-YAMASKA 1800, rue Dessaulles Local C-3115 Saint-Hyacinthe, QC J2S 2T2	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Shefford Organisme 570 – B016026 LE RÉVEIL DES AVEUGLES DE GRANBY INC. 45, rue Poitras Granby, QC J2G 9J1	Refus
Nom de la circonscription : Shefford Organisme 585 – B016050 ASSOCIATION DE GRANBY POUR LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE 348, rue Déragon Granby, QC J2G 5J7	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Shefford Organisme 603 – B016072 DYNAMIQUE DES HANDICAPÉS DE L'ESTRIE INC. 33-1, rue Phoenix Granby, QC J2G 5H5	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Shefford Organisme 611 – B016082 ÉPILEPSIE GRANBY ET RÉGION INC. 17, boul. Mountain Granby, QC J2G 9M5	Régulière 6000,00
Nom de la circonscription : Shefford Organisme 616 – B016087 ASSOCIATION DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DE LA HAUTE-YAMASKA 843, rue Cowie Granby, QC J2J1A3	Régulière 6500,00
Nom de la circonscription : Saint-Jean-sur-Richelieu/Pointe-aux-Trembles Organisme 558 – B016014 ASSOCIATION DE PARENTS EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET PHYSIQUE 250, rue Mercier Case postale 294 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC J3B6Z4	Régulière 10790,00
Nom de la circonscription : Saint-Jean-sur-Richelieu/Pointe-aux-Trembles Organisme 604 – B016073 REGROUPEMENT MASKOUTAIN DES UTILISATEURS DU TRANSPORT ADAPTÉ 16675, avenue Desrochers St-Hyacinthe, QC J2T 3K3	Régulière 12612,00

Nom de la circonscription : Saint-Jean-sur-Richelieu/Pointe-aux-Trembles

Organisme 627 – B016101

**REGROUPEMENT DES USAGERS DE TRANSPORT
ADAPTÉ HAUT-RICHELIEU**

125, rue Jacques-Cartier Nord

Bureau 10

Saint-Jean-sur-Richelieu, QC J3B 8C9

Régulière
7600,00

Nom de la circonscription : Marie-Victorin

Organisme 546 – B016002

ASSOCIATION SCLÉROSE EN PLAQUES RIVE-SUD INC.

150, rue Grant

Longueuil, QC J4H 3H6

Régulière
12800,00

Nom de la circonscription : Marie-Victorin

Organisme 589 – B016056

**ASSOCIATION DES DEVENUS SOURDS ET DES
MALENTENDANTS DU QUÉBEC SECTEUR RIVE-SUD**

150, rue Grant

Local 205

Longueuil, QC J4H 3H6

Régulière
9060,00

Nom de la circonscription : Marie-Victorin

Organisme 599 – B016068

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS
ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ CHAPITRE RIVE-SUD DE
MONTRÉAL**

14, rue Montcalm

Longueuil, QC J4J2K6

Régulière
9335,00

Nom de la circonscription : Laporte

Organisme 621 – B016092

**REGROUPEMENT D'ENTRAIDE DES PERSONNES EN
PERTE D'AUTONOMIE**

1890, rue Marie

Saint-Hubert, QC J4T2A9

Régulière
7600,00

ORGANISME DE BASE

RÉGION : 17

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 125 – B017002

**ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (RÉGION
BOIS-FRANCS)**

59, rue Monfette

Local 231

Victoriaville, QC G6P 1J8

Régulière
9307,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 126 – B017003

HANDICAP ACTION AUTONOMIE BOIS-FRANCS

59, rue Monfette

Local 224

Victoriaville, QC G6P 1J8

Régulière
12772,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 127 – B017004

ASSOCIATION DES SOURDS DE VICTORIAVILLE INC.

Case postale 844

Victoriaville, QC G6P 7W7

Régulière
6000,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 131 – B017008

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU LAC
ST-PIERRE**

Case postale 126

Saint-François-du-Lac, QC J0G 1M0

Régulière
9087,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 132 – B017009

CLUB JOIE DE VIVRE DE LA M.R.C. DE L'ÉRABLE INC.

1504, rue Saint-Calixte

Local 202

Plessisville, QC G6L 1P6

Régulière
10725,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 135 – B017012

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA
MRC DE BÉCANCOUR**

2205, Marie Victorin

Deschaillons, QC G0S 1G0

Régulière
8658,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 149 – B017030

**ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE
DRUMMONDVILLE**

405, rue des Écoles

Local A-11

Drummondville, QC J2B 1J3

Régulière
9307,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 151 – B017032

**ASSOCIATION DES PERSONNES DÉFICIENTES
INTELLECTUELLES SECTEUR PROVENCHER**

690, rue Mgr-Panet

Suite 105

Nicolet, QC J3T 1W1

Régulière
12222,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 155 – B017036

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS
DU CENTRE DU QUÉBEC**

405, rue des Écoles

Drummondville, QC J2B 1J3

Régulière

9922,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 160 – B017041

**MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE
DRUMMONDVILLE**

405, rue des Écoles

Local A-08

Drummondville, QC J2B 1J3

Régulière

12222,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 161 – B017043

**ASSOCIATION DES PERSONNES EN PERTE AUDITIVE
DES BOIS-FRANCS**

59, rue Monfette

Local 229

Victoriaville, QC G6P 1J8

Régulière

12222,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 175 – B017059

**ASSOCIATION MALENTENDANTS MALENTENDANTES
CENTRE DU QUÉBEC INC.**

450, rue Hériot

Drummondville, QC J2B 1B5

Régulière

7000,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 177 – B017061

AUTISME - CENTRE DU QUÉBEC

80, rue Saint-Paul

Case postale 6

Victoriaville, QC G6P6S4

Régulière

6600,00

REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PROMOTION

RÉGION : 01

Nom de la circonscription : Rivière-du-Loup

Organisme 693 – R001002

FÉDÉRATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES DU KRTB INC.

26, rue Joly

Rivière-du-Loup, QC G5R 3H2

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

Nom de la circonscription : Rimouski

Organisme 692 – R001001

REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES DU BAS-DU-FLEUVE (ROPHBF)

125, boul. René-Lepage Est

Bureau 311

Rimouski, QC G5L 1N9

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 02

Nom de la circonscription : Chicoutimi

Organisme 694 – R002001

GROUPEMENT DES ORGANISMES DES PERSONNES HANDICAPÉES DU SAGUENAY

371, rue Racine Est

Chicoutimi, QC G7H 1S8

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 03

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 696 – R003001

REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION POUR PERSONNES HANDICAPÉES, RÉGION 03

190, rue Dorchester Sud

bureau 20

Québec, QC G1K5Y9

Régulière	SQPH
51633,00	4000,00

RÉGION : 04

Nom de la circonscription : Trois-Rivières

Organisme 698 – R004002

REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PROMOTION POUR PERSONNES HANDICAPÉES - RÉGION MAURICIE

800, Place Boland

Trois-Rivières, QC G8Z4H2

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 05

Nom de la circonscription : Sherbrooke

Organisme 699 – R005001

ACTION HANDICAP ESTRIE

161, rue Peel

Sherbrooke, QC J1H 4K2

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 06**Nom de la circonscription : Rosemont**

Organisme 701 – R006001

**REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION DU
MONTREAL MÉTROPOLITAIN**

4590, rue d'Orléans

Montréal, QC H1X 2K4

Régulière	SQPH
51633,00	5000,00

Nom de la circonscription : Rosemont

Organisme 702 – R006002

**COMITÉ RÉGIONAL DES ASSOCIATIONS POUR LA
DÉFICIENCE INTELLECTUELLE**

4590, avenue d'Orléans

Bureau 103

Montréal, QC H1X2K4

Régulière
51633,00

RÉGION : 07**Nom de la circonscription : Hull**

Organisme 704 – R007001

**REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES DE L'OUTAOUAIS**

115, boul. Sacré-Cœur

Bureau 105

Hull, QC J8X 1C5

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 08**Nom de la circonscription : Rouyn-Noranda-
Temiscamingue**

Organisme 705 – R008001

**REGROUPEMENT D'ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES DE L'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE INC.**

330, rue Perreault Est

Rouyn-Noranda, QC J9X 3C6

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 09**Nom de la circonscription : Saguenay**

Organisme 706 – R009002

**TABLE DE CONCERTATION DES ASSOCIATIONS DE
PERSONNES HANDICAPÉES DE LA CÔTE-NORD**

Case postale 2577

Baie-Comeau, QC G5C 2T3

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 11**Nom de la circonscription : Gaspé**

Organisme 707 – R011001

**REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES DE LA GASPÉSIE ET DES ILES INC.**

205, boul. York Ouest

Local 319, case postale 1051

Gaspé Harbour, QC G4X 2T1

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 12**Nom de la circonscription : Lévis**

Organisme 708 – R012001

**REGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES RÉGION CHAUDIÈRE-APPALACHES**

13, rue Saint-Louis

Local 102

Lévis, QC G6V 4E2

Régulière	SQPH
46633,00	3000,00

RÉGION : 13**Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides**

Organisme 709 – R013001

**REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION DE
PERSONNES HANDICAPÉES DE LAVAL**

387, boul. des Prairies

Local 017

Laval, QC H7N 2W4

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 14**Nom de la circonscription : Joliette**

Organisme 710 – R014001

**TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE DES
ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPÉES DE
LANAUDIÈRE**

200, rue de Salaberry

Bureau 311

Joliette, QC J6E 4G1

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 15**Nom de la circonscription : Prevost**

Organisme 711 – R015001

**REGROUPEMENT POUR LA CONCERTATION DES
PERSONNES HANDICAPÉES DES LAURENTIDES INC.**

Case postale 97

Saint-Jérôme, QC J7Z 5T7

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

RÉGION : 16**Nom de la circonscription : Saint-Hyacinthe**

Organisme 713 – R016002

**GROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES DU RICHELIEU- YAMASKA INC.**

16675, rue Desrochers

Saint-Hyacinthe, QC J2T 3K3

Régulière	SQPH
51633,00	4000,00

Nom de la circonscription : Marie-Victorin

Organisme 712 – R016001

**GROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES
HANDICAPÉES DE LA RIVE- SUD DE MONTRÉAL INC.**

2, rue Crevier

Casier postal 254

Delson, QC J0L1G0

Régulière
51633,00

RÉGION : 17

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 697 – R017001

**REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PERSONNES
HANDICAPÉES DU CENTRE-DU-QUÉBEC (RÉGION 17)**

160, rue du Frère-Dominique

Nicolet, QC J3T1K6

Régulière	SQPH
51633,00	3000,00

ORGANISMES NATIONAUX

Nom de la circonscription : Communauté urbaine du Québec

Organisme 751 – N0000751

RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP (R.I.P.P.H.)

C.P. 225

Lac St-Charles, QC G3G3C1

Régulière
15000,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 679 – N000054

FÉDÉRATION DES MOUVEMENTS PERSONNE D'ABORD DU QUÉBEC

405, rue des Écoles

Local A-13

Drummondville, QC J2B 1J3

Régulière
39133,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 680 – N000055

LES FRÈRES ET SOEURS D'ÉMILE NELLIGAN INC.

490, rue Brock

Drummondville, QC J2B1E4

Régulière
25633,00

Nom de la circonscription : Drummond

Organisme 681 – N000056

EMMANUEL, L'AMOUR QUI SAUVE

Case postale 352

Drummondville, QC J2B 6W3

Régulière
21633,00

Nom de la circonscription : Bourget

Organisme 651 – N000015

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES LARYNGECTOMISÉS

5565, rue Sherbrooke Est

Montréal, QC H1N 1A2

Régulière
51633,00

Nom de la circonscription : Marie-Victorin

Organisme 688 – N000063

RÉGROUPEMENT DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES APHASIQUES DU QUÉBEC

150, rue Grant

Bureau 305

Longueuil, QC J4H3H6

Régulière
48433,00

Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis

Organisme 646 – N000009

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE L'ÉPILEPSIE

1015, Côte du Beaver Hall

Bureau 111

Montréal, QC H2Z 1S1

Régulière
52033,00

Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis

Organisme 650 – N000014

CONSEIL POUR LA PROTECTION DES MALADES (CPM)

420, rue de la Gauchetière Ouest

Bureau 320

Montréal, QC H2Z 1E1

Régulière
41633,00

Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis Organisme 671 – N000045 SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES (DIVISION DU QUÉBEC) 666, Sherbrooke Ouest Bureau 1500 Montréal, QC H3A 1E7	Régulière 17133,00
Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis Organisme 684 – N000059 COMITÉ PROVINCIAL DES ADULTES FIBRO-KYSTIQUES 629, rue du Prince-Arthur Ouest Montréal, QC H2X 1T9	Régulière 16633,00
Nom de la circonscription : Westmount-Saint-Louis Organisme 686 – N000061 VISIONS SUR L'ART (QUÉBEC) INC. 3680, rue Jeanne-Mance Bureau 313 Montréal, QC H2X 2K5	Régulière 26633,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 639 – N000002 REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU QUÉBEC 3740, rue Berri Suite 240 Montréal, QC H2L 4G9	Régulière 86833,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 640 – N000003 ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLÈMES AUDITIFS 3700, rue Berri Bureau 427 Montréal, QC H2L 4G9	Régulière 94033,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 648 – N000012 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS VISUELS 3700, rue Berri Bureau 448 Montréal, QC H2L 4G9	Régulière 94033,00
Nom de la circonscription : Sainte-Marie-Saint-Jacques Organisme 661 – N000030 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES TROUBLES D'APPRENTISSAGE 284, rue Notre-Dame Ouest Bureau 300 Montréal, QC H2Y 1T7	Régulière 31633,00
Nom de la circonscription : Hochelaga-Maisonneuve Organisme 673 – N000047 KÉROUL 4545, avenue Pierre-de-Coubertin Case postale 1000, succursale M Montréal, QC H1V 3R2	Régulière 56633,00

Nom de la circonscription : Rosemont

Organisme 641 – N-000004

ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE

3958, rue Dandurand
Montréal, QC H1X 1P7

Régulière
63133,00

Nom de la circonscription : Rosemont

Organisme 674 – N000048

SOCIÉTÉ LOGIQUE INC.

3250, boul. Saint-Joseph Est
Montréal, QC H1Y 3G2

Régulière
57233,00

Nom de la circonscription : Gouin

Organisme 668 – N000040

ASSOCIATION MULTIETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

6462, boul. Saint-Laurent
Montréal, QC H2S 3C4

Régulière
60533,00

Nom de la circonscription : Mercier

Organisme 643 – N000006

CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

1055, boul. René-Lévesque Est
Bureau 510
Montréal, QC H2L 4S5

Régulière
86633,00

Nom de la circonscription : Mercier

Organisme 653 – N000017

ASSOCIATION DES GROUPES D'INTERVENTION EN DÉFENSE DE DROITS EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC

4837, rue Boyer
Suite 210
Montréal, QC H2J 3E6

Régulière
60633,00

Nom de la circonscription : Outremont

Organisme 716 – N000026

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES ENFANTS ATTEINTS D'AUDI-MUTITÉ INC.

216, rue Querbes
Local 235
Outremont, QC H2V3W2

Régulière
66433,00

Nom de la circonscription : Mont-Royal

Organisme 652 – N000016

ASSOCIATION DES PARAPLÉGIQUES DU QUÉBEC

2555, rue Holt
Montréal, QC H1Y1N4

Régulière
31633,00

Nom de la circonscription : Mont-Royal

Organisme 654 – N000018

ASSOCIATION DE SPINA-BIFIDA ET D'HYDROCÉPHALIE DU QUÉBEC

5757, avenue Decelles
Bureau 425
Montréal, QC H3S 2C3

Régulière
56933,00

Nom de la circonscription : Mont-Royal

Organisme 682 – N000057

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ÉTUDIANTS
HANDICAPÉS AU POST-SECONDAIRE**

425, rue Sherbooke Est

Bureau 06

Montréal, QC H2T1J9

Régulière
34633,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 644 – N000007

CENTRE QUÉBÉCOIS DE LA DÉFICIENCE AUDITIVE

65, rue de Castelnau Ouest

Suite 101

Montréal, QC H2R 2W3

Régulière
83629,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 649 – N000013

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE L'AUTISME

65, de Castelnau Ouest

Local 104

Montréal, QC H2R 2W3

Régulière
74633,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 663 – N000032

**REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS POUR PERSONNES AVEC
ACOUPHÈNES**

7400, boul. Saint-Laurent

Local 401

Montréal, QC H2R 2Y1

Régulière
21633,00

Nom de la circonscription : Laurier-Dorion

Organisme 683 – N000058

**REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS POUR LE SOUS-TITRAGE
INC.**

65, rue de Castelnau Ouest

Bureau 403

Montréal, QC H2R 2W3

Régulière
21633,00

Nom de la circonscription : Bourassa

Organisme 638 – N000001

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES INSUFFISANTS RÉNAUX

10671, boul. Saint-Michel

Montréal, QC H1H 5H5

Régulière
46033,00

Nom de la circonscription : Laval-des-Rapides

Organisme 664 – N000035

**ALLIANCE DES REGROUPEMENTS DES USAGERS DU
TRANSPORT ADAPTÉ DU QUÉBEC INC.**

96-A, 4e Rue

Laval, QC H7N2A3

Régulière
69108,00

Nom de la circonscription : Portneuf

Organisme 656 – N000021

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PERSONNES DE
PETITE TAILLE INC.**

2177, rue Masson

Suite 205

Montréal, QC H2H 1B1

Régulière
41633,00

Nom de la circonscription : Taschereau

Organisme 675 – N000049

**ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS
RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES
HANDICAPÉES**

171, rue St-Paul

Bureau 103

Québec, QC G1K3W2

Régulière

86633,00

O:\Secrétariat\DEFENSE.CRE\2002-2003\fusion Oganisme de base - ROP - Nationaux Défense de crédit 2001-2002.doc

108. Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions.

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nb	Montant
01	Bas-Saint-Laurent	2	28 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	41 000 \$
03	Capitale-Nationale	9	131 000 \$
04	Mauricie	2	21 000 \$
05	Estrie	3	35 000 \$
06	Montréal	9	141 000 \$
07	Outaouais	2	39 000 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	2	18 000 \$
09	Côte-Nord	2	14 000 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	95 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	1	15 000 \$
13	Laval	3	50 000 \$
14	Lanaudière	9	94 000 \$
15	Laurentides	7	96 000 \$
16	Montérégie	18	207 000 \$
17	Centre-du-Québec	1	10 000 \$
	Nationaux	8	145 000 \$
	Régionaux	5	97 000 \$
	Total	94	1 277 000 \$

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nom des organismes	Montant	Total région
01	Bas-Saint-Laurent	Association des personnes handicapées visuelles du bas St-Laurent (B001013)* 125, boul. René-Lepage Est, local 113, Rimouski (Québec) G5L 1N9 Association pocatoise des personnes handicapées inc. (B001023)* 410-B, 10e Avenue, La Pocatière (Québec) G0R 1Z0	18 000 \$ 10 000 \$	28 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Association des personnes handicapées visuelles - Région 02 inc. (B002010)* 2200, chemin des Sentiers Verts, Alma (Québec) G8B 5V2 Association régionale pour les personnes épileptiques - Région 02 (B002022)* 371, rue Racine Est, case postale 1633, Chicoutimi (Québec) G7H 6Z5 Regroupement des usagers du transport adapté du Saguenay Inc. (B002027)* 371, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec) G7H 1S8	16 000 \$ 10 000 \$ 15 000 \$	41 000 \$
03	Capitale-Nationale	Mouvement personne d'abord du Québec métropolitain (B003009)* 160, rue St-Joseph Est, bureau 2.2, Québec (Québec) G1K 3A7 Association des personnes intéressées à l'aphasie (A.P.I.A.) (B003018)* 525, boul. Wilfrid-Hamel Est, bureau A-04, Québec (Québec) G1M 2S8 Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (Québec-Métro inc.) (B003021)* 775, rue Saint-Viateur, Charlesbourg (Québec) G2L 2S2 Regroupement pour l'intégration sociale de Charlevoix (B003027)* 367, rue St-Étienne, suite 301, La Malbaie (Québec) G5A 1M3 Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH) (B003037)* 320, rue St-Joseph Est, bureau SS-048, Québec (Québec) G1K 8G5 Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec (B003043)* Case postale 59030, comptoir postal Bourg Royal, Charlesbourg (Québec) G2L 2W6 Carrefour adaptation Québec (B003045)* 360, rue Dupont, Québec (Québec) G1K 6M6 Le Pavois - Programme d'activités valorisantes offrant interaction et soutien Audiothèque pour personnes handicapées de l'imprimé du Québec Inc.	20 000 \$ 10 000 \$ 10 000 \$ 18 000 \$ 10 000 \$ 10 000 \$ 10 000 \$ 25 000 \$ 18 000 \$	131 000 \$
04	Mauricie	Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs Mauricie-Centre-du-Québec inc. (B004025)* 800, place Boland, Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H2 Parrainage civique du Trois-Rivières métropolitain	9 000 \$ 12 000 \$	21 000 \$
05	Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain (B005011)* 189, rue Laurier, local 103, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4 Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (AQEPA) Estrie (05) Inc. (B005017)* Case postale 25105, Sherbrooke (Québec) J1J 4M8 Association Han-Droits (B005023)* Case postale 462, Magog (Québec) J1X 4W3	15 000 \$ 12 000 \$ 8 000 \$	35 000 \$

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nom des organismes	Montant	Total région
06	Montréal	Association des devenus sourds et malentendants du Québec (B006003)* 7400, boul. Saint-Laurent, bureau 36, Montréal (Québec) H2R 2Y1 Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc. (B006011)* 3800, rue Radisson, bureau 111, Montréal (Québec) H1M 1X6 Association du syndrome de Turner du Québec (B006085)* 31, Desmarteau, Boucherville (Québec) J4B 2A1 Association québécoise des personnes aphasiques (B006115)* 4565, chemin de la Reine-Marie, Montréal (Québec) H3W 1W5 Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut au Québec Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montréal) C.A.R.E. (Centre d'activités récréatives et éducatives) Promotion intervention en milieu ouvert Inc. Centre Alpha-Sourd	24 000 \$ 10 000 \$ 10 000 \$ 24 000 \$ 12 000 \$ 12 000 \$ 10 000 \$ 15 000 \$ 24 000 \$	141 000 \$
07	Outaouais	Association pour les personnes handicapées de la Petite-Nation (B007001)* 10, rue St-André, suite D-105, Saint-André-Avellin (Québec) J0V 1W0 Association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage (chapitre de l'Outaouais)	14 000 \$ 25 000 \$	39 000 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Société Alsheimer de la Vallée de l'Or Inc. Société Alsheimer de Rouyn-Noranda	12 000 \$ 6 000 \$	18 000 \$
09	Côte-Nord	Module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles (B009002)* 350, rue Smith, bureau 256, Sept-Îles (Québec) G4R 3X2 Association des personnes avec difficultés visuelles de Manicouagan (B009099)* 1250, rue Lestrat, Baie-Comeau (Québec) G5C 1T8	6 000 \$ 8 000 \$	14 000 \$

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nom des organismes	Montant	Total région
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	<p>Association des personnes handicapées du secteur CLSC l'Estran inc. (B011001)* 6, rue du Couvent. case postale 308, Grande-Vallée (Québec) G0E 1K0</p> <p>Association des personnes handicapées Val-Rosiers (B011002)* 47, rue des Loisirs, boîte postale 8, Rivière-au-Renard (Québec) G4X 5M9</p> <p>L'AHMI Association pour personnes handicapées de Murdochville Inc. (B011004)* 365, avenue Miller, case postale 1192, Murdochville (Québec) G0E 1W0</p> <p>APHAC (B011009)* 238, avenue Port-Royal, case postale 667, Bonaventure (Québec) G0C 1E0</p> <p>Centre pour handicapés « La joie de vivre » inc. (B011010)* 168, rue St-François-de-Pabos, case postale 295, Pabos (Québec) G0C 2H0</p> <p>Épilepsie Gaspésie Sud (B011013)* 176, boul. Gérard-D.-Lévesque Ouest, case postale 337, Paspébiac Ouest (Québec) G0C 2K0</p> <p>Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Iles</p> <p>Parrainage civique de Gaspé</p>	<p>8 000 \$</p> <p>11 000 \$</p> <p>10 000 \$</p> <p>10 000 \$</p> <p>15 000 \$</p> <p>16 000 \$</p> <p>13 000 \$</p> <p>12 000 \$</p>	<p>95 000 \$</p>
12	Chaudière-Appalaches	La société Alzheimer Chaudière-Appalaches	15 000 \$	15 000 \$
13	Laval	<p>Association Lavalloise des usagers du transport adapté (ALTA) (B013005)* 387, boul. des Prairies, bureau 210, Laval (Québec) H7N 2W4</p> <p>Association de personnes aphasiques de Laval (B013017)* 387, boul. des Prairies, bureau 211, Laval (Québec) H7N 2W4</p> <p>Mouvement personne d'abord de Laval (B013023)* 1747, rue Lavoie, Laval (Québec) H7M 2N1</p>	<p>20 000 \$</p> <p>14 000 \$</p> <p>16 000 \$</p>	50 000 \$
14	Lanaudière	<p>Association des personnes handicapées, secteur de Berthier (B014001)* 588, rue Montcalm, bureau 213, Berthierville (Québec) J0K 1A0</p> <p>Association des personnes handicapées de Brandon (B014002)* 153, rue Michaud, bureau 3, Saint-Gabriel-de-Brandon (Québec) J0K 2N0</p> <p>Association des personnes handicapées physiques Rive-Nord inc. (B014004)* 50, rue Thouin, local 231, Repentigny (Québec) J6A 4J4</p> <p>Association québécoise pour les enfants atteints d'audi-mutité - Chapitre Lanaudière (B014023)* 200, rue de Salaberry, Joliette (Québec) J6E 4G1</p> <p>Mouvement des personnes d'abord de Joliette (B014025)* 446, rue Beaudry Nord, Joliette (Québec) J6E 6A8</p> <p>Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière (B014028)* 1393, rue Pine, Mascouche (Québec) J7L 2M2</p> <p>Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière (B014029)* 200, de Salaberry, Joliette (Québec) J6E 4G1</p> <p>Service d'accompagnement Montcalm Matawinie</p> <p>Popote roulante La Plaine</p>	<p>18 000 \$</p> <p>9 000 \$</p> <p>6 000 \$</p> <p>11 000 \$</p> <p>15 000 \$</p> <p>12 000 \$</p> <p>10 000 \$</p> <p>10 000 \$</p> <p>3 000 \$</p>	94 000 \$

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nom des organismes	Montant	Total région
15	Laurentides	Regroupement des handicapés visuels des Laurentides (B015005)* 544, 10e Avenue - Lac Capri, Saint-Colomban (Québec) J0R 1N0	10 000 \$	
		Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides inc. (B015020)* 764, rue Labelle Nord, L'Annonciation (Québec) J0T 1T0	20 000 \$	
		Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe des Monts (B015024)* Case postale 283, Ste-Agathe des Monts (Québec) J8C 3A3	12 000 \$	
		Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la rouge (B015028)* 764, rue Labelle Nord, case postale 633, L'Annonciation (Québec) J0T 1T0	8 000 \$	
		Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse (B015032)* 140, chemin de la Grande Côte, Rosemère (Québec) J7A 1H3	18 000 \$	
		Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache (B015033)* 293, boul. Industriel, Saint-Eustache (Québec) J7H 6B7	18 000 \$	
		La popote roulante d'Argenteuil Inc.	10 000 \$	
				96 000 \$
16	Montérégie	Association de parents de personnes handicapées de Brome Missisquoi (B016003)* Case postale 286, Cowansville (Québec) J2K 3S7	8 000 \$	
		Association des parents des enfants handicapées de la région se St-Hyacinthe (B016004)* Case postale 365, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7B8	12 000 \$	
		Association des usagers des transports adaptés aux personnes handicapées Rive-Sud de Montréal (B016009)* 150, rue Grant, bureau 110, Longueuil (Québec) J4H 4H6	16 000 \$	
		Association de Granby pour la déficience intellectuelle (B016050)* 348, rue Déragon, Granby (Québec) J2G 5J7	8 000 \$	
		Association des devenus sourds et malentendants du Québec secteur Rive-Sud (B016056)* 150, rue Grant, local 205, Longueuil (Québec) J4H 3H6	11 000 \$	
		Dynamique des handicapées de l'Estrie Inc. (B016072)* 33-1, rue Phoenix, Granby (Québec) J2G 5H5	20 000 \$	
		Regroupement Maskoutain des utilisateurs du transport adapté (B016073)* 1195, rue St-Antoine, St-Hyacinthe (Québec) J2S 3K6	10 000 \$	
		Association des devenus sourds et malentendants du Québec secteur Sud-Ouest (B016077)* 28, rue St-Paul, bureau 203, centre Garneau, Valleyfield (Québec) J6S 4A8	8 000 \$	
		Epilepsie Granby et région Inc. (B016082)* 17, boul. Mountain, Granby (Québec) J2G 9M5	10 000 \$	
		Regroupement d'entraide des personnes en perte d'autonomie (B016092)* 1890, rue Marie, Saint-Hubert (Québec) J4T 2A9	10 000 \$	
		Regroupement des usagers de transport adapté Haut-Richelieu (B016101)* 125, rue Jacques-Cartier Nord, bureau 10, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 8C9	15 000 \$	
		Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska (B016109)* 1800, rue Dessaulles, local C-3115, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 2T2	8 000 \$	
		Association canadienne pour la santé mentale filiale Sorel-St-Joseph-Tracy)	10 000 \$	
		Trait-D'union montréalais	12 000 \$	
		L'équipe d'accompagnement "Au diapason"	15 000 \$	
		Mouvement action loisirs (M.A.L.I.)	10 000 \$	
		Parrainage civique de la Vallée du Richelieu	10 000 \$	
		Parrainage civique Saint-Hubert	14 000 \$	207 000 \$

Question 108 - Ventilation des organismes communautaires bénévoles (avec nom et adresse de ces organismes) qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome, pour l'année 2001-2002, par régions

N° région	Nom de la région	Nom des organismes	Montant	Total région
17	Centre-du-Québec	Parrainage civique des Bois-Francis Inc.	10 000 \$	10 000 \$
	Nationaux	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN) (N000006)* 1055, boul. René-Lévesque Est, bureau 510, Montréal (Québec) H2L 4S5 Association québécoise des personnes de petite taille Inc. (N000021)* 2177, rue Masson, suite 205, Montréal (Québec) H2H 1B1 Regroupement québécois pour personnes avec acouphènes (RQPA) (N000032)* 7400, boul. Saint-Laurent, local 401, Montréal (Québec) H2R 2Y1 Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées AQRIPH (N000049)* 171, rue St-Paul, bureau 103, Québec (Québec) G1K 3W2 Fédération des mouvements personnes d'abord du Québec Inc. (N000054)* 405, rue des Écoles, local A-13, Drummondville (Québec) J2B 1J3 Emmanuel, l'amour qui sauve (N000056)* Case postale 352, Drummondville (Québec) J2B 6W3 Comité provincial des adultes fibro-kystiques (N000059)* 629, rue du Prince-Arthur Ouest, Montréal (Québec) H2X 1T9 Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	12 000 \$ 20 000 \$ 18 000 \$ 20 000 \$ 20 000 \$ 15 000 \$ 20 000 \$ 20 000 \$	145 000 \$
	Régionaux	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie (R004002)* 800, Place Boland, Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H2 Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine (R011001)* 205, boul.York Ouest, Local 319, case postale 1051, Gaspé Harbour (Québec) G4X 2T1 Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides Inc. (R015001)* Case postale 97, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5T7 Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal Inc. (R016001)* 240, rue St-Laurent, St-Lambert (Québec) J4R 2S2 Regroupement des bureaux de parrainage civique du Québec	20 000 \$ 10 000 \$ 10 000 \$ 12 000 \$ 45 000 \$	97 000 \$
GRAND TOTAL				1 277 000 \$

*Organismes subventionnés aussi par l'OPHQ
N.B. 68 organismes sur 94 sont aussi subventionnés par l'OPHQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 109

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Ventilation des places, des budgets accordés et des besoins financiers dans les maisons de répit et dans les foyers d'accueil privés, au 31 mars 2002, par régions et par établissements. Ajouter la comparaison à la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

Question 109

**SERVICES DE SOUTIEN AUX FAMILLES ET MAINTIEN À DOMICILE
POUR PERSONNES HANDICAPÉES, ANNÉE 2001 - 2002**

Région	Nom	Soutien aux familles		Maintien à domicile		Budget consenti en \$	
		Nombre d'usagers desservis	Nombre de familles en attente	Nombre d'usagers desservis	Nombre de personnes en attente	Soutien aux familles	Maintien à domicile
01	Bas Saint-Laurent	407	110	653	160	261 764	3 365 408
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	501	47	492	156	493 028	2 099 409
03	Québec	92	30	602	39	68 500	5 479 688
04	Mauricie-Centre-du-Québec	1128	0	540	122	960 605	3 702 817
05	Estrie	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
06	Montréal-Centre	3150	1254	1003	199	5 228 682	11 762 893
07	Outaouais	681	30	1271	144	800 262	3 671 646
08	Abitibi-Témiscamingue	n/d	24	n/d	40	440 047	1 299 640
09	Côte-Nord	357	-	326	0	185 428	1 717 813
10	Nord-du-Québec	28	0	43	0	45 825	157 093
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	n/d	n/d	294	-	190 743	1 164 813
12	Chaudière-Appalaches	588	74	287	63	803 955	1 657 637
13	Laval	586	115	160	25	748 771	1 447 181
14	Lanaudière	652	107	796	183	513 504	2 672 504
15	Laurentides	773	54	511	54	424 331	2 001 872
16	Montréal	1584	246	996	109	n/d	n/d
TOTAL :		10 527	2091	7974	1294	11 165 445	42 200 414

110. Budgets consentis par le gouvernement pour les services dispensés aux personnes handicapées pour 2002-2003, comparaison avec l'exercice financier 2000-2001 et 2001-2002, par ministères.

Question 110 : Quels sont les budgets consentis par le gouvernement pour les services dispensés aux personnes handicapées pour 2002-2003, comparaison avec l'exercice 2000-2001 et 2001-2002 par ministère?

MINISTÈRES ET ORGANISMES		PROGRAMMES	BUDGET 00-01	BUDGET 01-02	BUDGET 02-03
1	Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)		337 497 039	316 353 965	nd
2	Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ)		37 123 035	40 021 986	40 603 188
3	Ministère de la Culture et des Communications (MCC)		722 000	539 500	539 500
4	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ²		985 026 000	1 025 080 000	1 083 556 700
5	Emploi-Québec (incluant Comité d'adaptation de la main-d'œuvre CAMO)		11 805 001	23 754 477	19 913 655
6	Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)				
	Déficience intellectuelle		575 185 154	⁴	⁴
	Déficience physique		474 843 541	⁴	⁴
	Total MSSS		1 050 028 695	⁴	⁴
7	Ministère des Transports du Québec (MTQ)		45 062 300	49 052 300	nd
8	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	Programme de subventions pour les organismes de promotion	3 704 600	5 118 711	5 210 400
		Programme de subventions aux centres de travail adapté (CTA)	34 974 696	36 077 556	35 269 400
		Programme contrats d'intégration au travail (CIT)	17 613 197	6 757 054	na
		Semaine québécoise des personnes handicapées	55 000	55 000	55 000
		Programme de subventions à l'expérimentation	520 981	313 044	500 000
		Budget de fonctionnement	9 517 600	9 821 800	9 992 400
		TOTAL OPHQ	66 386 074	58 143 165	51 027 200
		9	Secrétariat du Conseil du trésor		1 198 400
10	Ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE)		6 612 800	9 002 700	11 637 100
11	Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) ³		77 968 091	78 663 448	nd
12	Régie des rentes du Québec (RRQ)		577 446 400	606 925 700	656 376 800
13	Société d'habitation du Québec (SHQ) ¹		11 700 000	5 200 000	5 200 000
14	Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ³		160 433 693	189 696 791	215 622 594
15	Secrétariat au loisir et au sport		3 181 483	4 108 772	nd
16	Tourisme Québec		123 000	100 000	nd
TOTAL			3 372 314 011	2 407 867 708	2 085 701 641

Légende :

¹ Les budgets pour l'année 2001-2002 n'étant pas encore complètement vérifiés, ce montant n'est que partiel.

² Le montant comprend la somme consacrée au programme contrats d'intégration au travail (CIT) qui a été transféré au ministère.

³ Données s'appliquant à l'année civile. Ces données transposées sur l'année financière entraîneraient de légères différences.

⁴ La compilation des données ne se fait pas au stade de la budgétisation mais plutôt lors de la comptabilisation des dépenses. Ces dépenses connaîtront un accroissement des coûts de système et du développement alloué à ces programmes. Les dépenses réelles sont connues lors de la production des états financiers par les établissements.

na non applicable parce que l'Office a transféré le programme au 31 mars 2001

nd non disponible

Note générale : Ces données n'incluent pas les budgets de fonctionnement que les ministères et organismes consacrent à la gestion des programmes destinés aux personnes handicapées, sauf pour l'OPHQ.

EM/JPG/jb/lf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 111

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Listes d'attente des centres d'hébergement, des centres de réadaptation et des centres de jour, au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison à la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et au 31 mars 2001.

QUESTION 111

LISTE D'ATTENTE
CENTRE DE RÉADAPTATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES

RÉGIONS	LISTE D'ATTENTE SELON LES RESSOURCES - 31 MARS 2001	
	Attente pour admission *	Attente pour inscription **
01	0	215
02	3	375
03	50	2290
04	0	276
05	1	536
06	2	1012
07	0	549
08	0	257
09	0	164
11	0	191
12	N/D	N/D
13	0	14
14 et 15	0	866
16	0	726

* Nombre d'usagers en attente pour admission (*hébergement*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.11, L01+L02, col.7)
** Nombre d'usagers en attente pour inscription (*services externes*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.11, L12, col.7)

- Notes:
- 1) 2001-2002: données non disponibles.
 - 2) La méthodologie de calcul employée peut varier d'un établissement à l'autre
 - 3) Pour les régions 10-13-17-18; il n'y a pas ce type d'établissements.
 - 4) Région 06: données non disponibles pour la clientèle en Centres hospitaliers de réadaptation (CHR).

QUESTION 111

LISTE D'ATTENTE

CENTRE DE RÉADAPTATION POUR PERSONNES HANDICAPÉES
INTELLECTUELLES

RÉGIONS	LISTE D'ATTENTE SELON LES RESSOURCES - 31 MARS 2001	
	Attente pour admission *	Attente pour inscription **
01	0	6
02	0	39
03	3	59
04	1	45
05	0	204
06	2	1175
07	0	196
08	0	76
09	0	10
11	0	20
12	0	192
13	0	49
14	0	75
15	2	251
16	0	330

* Nombre d'usagers en attente pour admission (*hébergement*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.11, L01+L02, col.7)

** Nombre d'usagers en attente pour inscription (*services externes*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.11, L12, col.7)

Notes: 2001-2002: données non disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- *Réponses aux questions particulières* -

QUESTION NO 112

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001.

QUESTION 112

PLACES EN CENTRES D'HÉBERGEMENT, EN CENTRE DE RÉADAPTATION ET EN CENTRE DE JOUR POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES

RÉGIONS	PLACES AU 31 MARS 2000			PLACES AU 31 MARS 2001		
	Usagers admis en C.R.D.P. ¹	Usagers inscrits en C.R.D.P. ²	Places autorisées au permis ³	Usagers admis en C.R.D.P. ¹	Usagers inscrits en C.R.D.P. ²	Places autorisées au permis ³
01	N/D	1225	42	N/D	1 412	32
02	0	1121	N/D	92	1 932	25
03	966	20095	141	848	11 200	131
04	170	2822	42	162	2 981	40
05	88	2421	12	81	2 253	12
06 ⁴	234	12187	60	338	15 119	106
07	129	1721	25	141	2 239	25
08	18	3470	10	14	3 722	11
09	0	917	0	0	1 013	139
11	0	260	0	0	406	0
12 ⁵	N/D	N/D	N/D	131	N/D	38
13	N/D	N/D	N/D	0	10	0
14 et 15 ⁶	0	2733	0	0	3 033	0
16 ⁷	0	8467	30	386	7 858	30

Note: 2001-2002: données non disponibles. Il n'y a pas ce type d'établissement dans les régions nordiques (10-17-18)

¹ Nombre d'usagers admis (c'est-à-dire *hébergés*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.05, L05+L10, col.7)

² Nombre d'usagers inscrits (c'est-à-dire *en externe*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.05, L15, col.7)

³ Places autorisées au permis pour des usagers admis (c'est-à-dire *hébergés*) en Centre de réadaptation en déficience physique (AS-484, p.01, L14, col.2-3)

⁴ Établissements inclus: Association montréalaise pour les aveugles, Centre Mackay, CR Constance Lethbridge, CR Lucie Bruneau, Institut Raymond Dewar. Pour 2000-2001, les données incluent le Centre Marie-Enfant de l'Hôpital Ste-Justine,

⁵ Établissements inclus: Complexe de santé et CLSC Paul Gilbert, CRATCA et CHSLD de Beauce

⁶ Les clientèles de la région 15 sont desservies et comptabilisées dans la région 14.

⁷ Établissements inclus: Centre Rouville, Centre montréalais de réadaptation, Institut Nazareth Louis Braille.

113. Ventilation des places disponibles et le nombre de centres de travail adapté d'embauche soumis (CTA) au 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001.

113 VENTILATION DES PLACES DISPONIBLES ET LE NOMBRE DE CTA, D'EMBAUCHES SOUMIS (CTA), AU 31 MARS 2002.

Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001.

POSTES RÉGULIERS ET PROJET 1050 POSTES ⁽¹⁾																		
Régions	Subventions versées 1999-2000						Subventions versées 2000-2001						Subventions prévues 2001-2002 (3)					
	Nombre de CTA	Nombre de postes	Nombre de pers.	Salaires	Immobilisations (2)	TOTAL	Nombre de CTA	Nombre de postes	Nombre de pers.	Salaires	Immobilisations	TOTAL	Nombre de CTA	Nombre de postes	Nombre de pers.	Salaires	Immobilisations	TOTAL
01 Bas-Saint-Laurent	6	210,5	201	2 786 741 \$	145 769 \$	2 932 510 \$	4	174,5	156	2 619 754 \$	123 161 \$	2 742 915 \$	4	177,5	160,0	2 610 696 \$	- \$	2 610 696 \$
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	63,5	64	971 236 \$	- \$	971 236 \$	1	71,5	82	1 070 016 \$	- \$	1 070 016 \$	1	76,0	79,0	1 106 633 \$	- \$	1 106 633 \$
03 Capitale-Nationale	5	278,0	275	3 913 108 \$	240 512 \$	4 153 620 \$	5	289,5	281	4 007 757 \$	75 000 \$	4 082 757 \$	5	289,0	271,0	4 006 604 \$	- \$	4 006 604 \$
04 Mauricie	2	146,0	158	2 147 802 \$	- \$	2 147 802 \$	2	144,0	167	2 095 222 \$	- \$	2 095 222 \$	2	154,9	158,0	2 284 409 \$	- \$	2 284 409 \$
05 Estrie	1	56,5	59	825 135 \$	179 165 \$	1 004 300 \$	2	88,5	89	1 186 913 \$	120 385 \$	1 307 298 \$	2	94,5	105,0	1 281 753 \$	228 609 \$	1 510 362 \$
06 Montréal	8	497,3	488	6 487 996 \$	430 526 \$	6 918 522 \$	8	528,0	483	6 528 305 \$	449 056 \$	6 977 361 \$	8	493,0	509,0	6 623 071 \$	219 336 \$	6 842 407 \$
07 Outaouais	2	137,5	145	1 887 663 \$	60 000 \$	1 947 663 \$	2	148,0	148	1 891 026 \$	60 000 \$	1 951 026 \$	2	151,0	166,0	2 039 377 \$	60 000 \$	2 099 377 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	3	110,2	122	1 723 289 \$	- \$	1 723 289 \$	3	108,5	116	1 571 492 \$	- \$	1 571 492 \$	3	111,5	118,0	1 673 688 \$	- \$	1 673 688 \$
09 Côte-Nord	-	-	0	- \$	100 000 \$	100 000 \$	1	13,8	24	139 387 \$	- \$	139 387 \$	1	26,0	33,0	335 367 \$	100 000 \$	435 367 \$
10 Nord-du-Québec	-	0,0	0	- \$	- \$	- \$	-	0,0	0	- \$	- \$	- \$	-	0,0	0,0	- \$	- \$	- \$
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	18,0	11	265 817 \$	- \$	265 817 \$	1	18,0	13	277 726 \$	- \$	277 726 \$	1	18,0	15,0	241 741 \$	- \$	241 741 \$
12 Chaudière-Appalaches	7	394,5	431	5 775 072 \$	584 519 \$	6 359 591 \$	7	427,0	460	6 369 687 \$	567 901 \$	6 937 588 \$	7	448,5	447,0	6 564 262 \$	285 019 \$	6 849 281 \$
13 Laval	1	94,5	77	1 414 894 \$	- \$	1 414 894 \$	1	102,0	65	1 086 644 \$	- \$	1 086 644 \$	1	79,0	60,0	984 543 \$	- \$	984 543 \$
14 Lanaudière	1	34,0	35	461 774 \$	56 835 \$	518 609 \$	1	37,5	37	487 471 \$	56 835 \$	544 306 \$	1	34,5	35,0	489 201 \$	60 835 \$	550 036 \$
15 Laurentides	-	0,0	0	- \$	- \$	- \$	-	0,0	0	- \$	- \$	- \$	-	0,0	0,0	- \$	- \$	- \$
16 Montérégie	3	236,0	233	3 023 846 \$	208 661 \$	3 232 507 \$	3	243,0	217	3 032 427 \$	197 692 \$	3 230 119 \$	3	223,0	210,0	3 018 699 \$	790 113 \$	3 808 812 \$
17 Centre-du-Québec	1	67,0	66	897 958 \$	100 191 \$	998 149 \$	1	71,0	79	960 839 \$	- \$	960 839 \$	2	72,1	84,0	981 400 \$	92 200 \$	1 073 600 \$
TOTAL	42	2 343,5	2 365	32 582 331 \$	2 106 178 \$	34 688 509 \$	42	2 464,8	2 417	33 324 666 \$	1 650 030 \$	34 974 696 \$	43	2 448,5	2 450,0	34 241 444 \$	1 836 112 \$	36 077 556 \$

(1) Le Projet 1050 postes (emplois) a débuté en 1997-1998.

(2) Cette colonne inclut une subvention de démarrage de 100 000 \$ pour la région de l'Estrie et de 100 000 \$ pour la région de la Côte-Nord.

(3) Selon les données disponibles au 27 mars 2002.

114. Pour le programme des centres de travail adapté (CTA), surplus et déficits enregistrés pour l'année 2001-2002 et surplus et déficits accumulés au 31 mars 2000, 31 mars 2001 et 31 mars 2002.

**114. POUR LE PROGRAMME CTA,
SURPLUS ET DÉFICITS ENREGISTRÉS POUR L'ANNÉE 2001-2002 ET SURPLUS
ET DÉFICITS ACCUMULÉS AU 31 MARS 2000, 31 MARS 2001 ET 31 MARS 2002**

SURPLUS ENREGISTRÉS POUR LES ANNÉES 1999-2000, 2000-2001 ET 2001-2002						
Régions	1999-2000		2000-2001		2001-2002	
	Nombre de CTA	Surplus enregistrés au 31 mars 2000	Nombre de CTA	Surplus enregistrés au 31 mars 2001	Nombre de CTA	Surplus enregistrés au 31 mars 2002
01 Bas-Saint-Laurent	6	130 895 \$	4	220 523 \$	4	
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	114 079 \$	1	52 860 \$	1	
03 Capitale-Nationale	5	149 579 \$	5	585 720 \$	5	
04 Mauricie	2	211 408 \$	2	666 269 \$	2	
05 Estrie	1	143 063 \$	2	145 812 \$	2	
06 Montréal	8	843 071 \$	8	507 353 \$	8	
07 Outaouais	2	176 046 \$	2	22 611 \$	2	
08 Abitibi-Témiscamingue	3	175 021 \$	3	200 660 \$	3	
09 Côte-Nord	0		1	(108 610 \$)	1	
10 Nord-du-Québec	0		0		0	
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1	53 608 \$	1	71 633 \$	1	
12 Chaudière-Appalaches	7	1 072 976 \$	7	579 592 \$	7	
13 Laval	1	(991 005 \$)	1	135 703 \$	1	
14 Lanaudière	1	39 910 \$	1	72 638 \$	1	
15 Laurentides	0		0		0	
16 Montérégie	3	355 862 \$	3	287 947 \$	3	
17 Centre du Québec	1	324 802 \$	1	350 865 \$	2	
TOTAL	42	2 799 315 \$	42	3 791 576 \$	43	N/D

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 115

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Liste d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégories de programme, au 31 mars 2001 et 2002. Budget consenti au 31 mars 2002 et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001.

QUESTION 115

ÉVOLUTION DES BUDGETS CONSENTIS POUR LES PROGRAMMES D'AIDES MATÉRIELLES POUR LES ANNÉES 2000-2001/2001-2002

CONTEXTE

Depuis le 1^{er} octobre 1998, le réseau de la santé et des services sociaux assume la responsabilité de paiement des aides techniques, fournitures et équipements attribués pour usage personnel à des personnes handicapées. Ces programmes répondent à de multiples besoins tel que alimentation entérale, oxygène, fournitures d'incontinence et d'élimination, aides à la vie quotidienne et domestique, chaussures orthétiques, etc.

Pour rendre accessibles ces programmes aux personnes handicapées, le MSSS a structuré ces programmes de la façon suivante :

- Au programme des aides à la locomotion de la RAMQ, ont été ajoutées certaines clientèles ayant besoin de fauteuils roulants et d'aides à la marche et la réparation des aides auditives.
- Sur une base régionale, ont été implantés les programmes concernant les aides et fournitures relatives à l'oxygénothérapie à domicile, les chaussures orthétiques, les fonctions d'élimination et les aides à la vie quotidienne et domestique.
- Au niveau national (établissements spécialisés), on retrouve les programmes qui concernent les équipements et fournitures comme les triporteurs et quadriporteurs, la ventilothérapie à domicile, l'hémodialyse à domicile, les aides à la communication, téléphonie, contrôle de l'environnement et l'alimentation entérale.

ÉVOLUTION BUDGÉTAIRE

Le MSSS a, au cours des derniers exercices injectés des crédits additionnels :

<u>Programmes</u>	<u>2000-2001</u>	<u>2001-2002</u>
Programme RAMQ	1 474 500 \$	2,9 M \$
Programme des régies régionales	9 982 000 \$	2,2 M \$
Programme des fiduciaires nationaux	4 670 000 \$	0,5 M \$
Total	16 126 500 \$	5,6 M \$

MSSS / 2001-03-28

116. Liste des programmes transférés de l'OPHQ à d'autres ministères, incluant la description du programme, le budget alloué au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002, ainsi que le ministère où chaque programme a été transféré.

AUCUN PROGRAMME N'A ÉTÉ TRANSFÉRÉ CETTE ANNÉE.

117. Ventilation des places et nombre de plans d'embauche dans les contrats d'intégration au travail (CIT) et durée des contrats au 31 mars 2001 et 31 mars 2002, par régions. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000.

LE TABLEAU CI-JOINT PRÉSENTE LES DONNÉES COMPARATIVES AU 31 MARS 2000 ET AU 31 MARS 2001. LES DONNÉES AU 31 MARS 2002 RELÈVENT DE LA COMPÉTENCE D'EMPLOI-QUÉBEC PUISQUE CE PROGRAMME A ÉTÉ TRANSFÉRÉ AU 1^{ER} AVRIL 2001.

117 - Nombre de contrats, personnes et engagements par région

PROGRAMME CONTRAT D'INTÉGRATION AU TRAVAIL

Région	RÉGULIER ET SOFI					RÉGULIER ET SOFI				
	31 mars 2000					31 mars 2001				
	Nombre de contrats			Nbre de personnes	Engagements \$	Nombre de contrats			Nbre de personnes	Engagements \$
	Renouv.	Initiaux	Total			Renouv.	Initiaux	Total		
01- Bas-Saint-Laurent	201	118	319	245	1 987 015	246	150	396	292	2 291 811
02- Saguenay-Lac-St-Jean	171	91	262	187	1 253 720	171	115	286	212	1 335 259
03- Capitale Nationale	136	81	217	169	1 129 057	153	68	221	169	1 199 337
04- Mauricie	105	69	174	126	942 339	124	59	183	137	1 086 833
05- Estrie	110	70	180	139	772 797	92	33	125	104	599 016
06- Montréal	569	245	814	531	3 992 420	431	242	673	501	3 474 834
07- Outaouais	73	74	147	95	658 829	93	81	174	112	906 201
08- Abitibi-Témiscamingue	141	97	238	170	1 713 667	149	95	244	174	1 405 704
09- Côte-Nord	68	73	141	122	731 592	86	62	148	107	684 570
11- Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	166	113	279	209	1 410 096	203	155	358	262	1 576 416
12- Chaudière-Appalaches	176	105	281	208	1 473 188	179	122	301	227	1 465 776
13- Laval	114	50	164	121	939 379	80	42	122	102	730 778
14- Lanaudière	76	45	121	92	672 575	98	75	173	126	768 885
15- Laurentides	83	84	167	125	868 340	108	74	182	126	787 149
16- Montérégie	343	144	487	331	2 423 030	368	184	552	379	2 541 430
17- Centre-du-Québec	118	85	203	145	1 026 227	113	73	186	163	1 119 217
TOTAL	2 650	1 544	4 194	3 015	21 994 271	2 694	1 630	4 324	3 193	21 973 216
Résiliations 99-00 :					4 332 660	Résiliations 00-01 :				
Solde :					17 661 611	Solde :				

118. Ventilation des budgets consentis pour l'adaptation des lieux de travail en milieu de travail régulier et à domicile.

LES DONNÉES AU 31 MARS 2002 RELÈVENT DE LA COMPÉTENCE
D'EMPLOI-QUÉBEC PUISQUE CE PROGRAMME A ÉTÉ TRANSFÉRÉ AU
1^{ER} AVRIL 2001.

119. Nombre de plans d'embauche déposés à l'Office des personnes handicapées du Québec, en indiquant le nombre de personnes employées au 31 mars 2001 et 31 mars 2002. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000.

119. Nombre de plans d'embauche déposés à l'Office des personnes handicapées du Québec, en indiquant le nombre de personnes employées au 31 mars 2001 et 31 mars 2002. Ajouter la comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000

Au cours de l'année 1996-1997, l'Office a mis fin aux opérations cléricales liées au plan d'embauche, les effectifs et les efforts consentis pour ces activités étant trop élevés pour des résultats non mesurables.

Le dernier décompte au 31 mars 1996 indiquait 3 200 plans d'embauche approuvés, toujours actifs, visant quelque 10 000 établissements.

Au 31 mars 1994, il y avait 3 085 plans visant 14 166 établissements. La moyenne par établissement était de 0,5 personne handicapée réintégrée au travail (6 593 personnes) et de 0,6 personne handicapée embauchée (9 128 personnes), et ce, depuis le début du programme en 1980. Signalons cependant que, selon le rapport du Vérificateur général effectué pour l'année 1992-1993 ces données obtenues des employeurs et non vérifiées par l'Office étaient peu crédibles.

L'OPHQ n'investit plus de ressources humaines et matérielles dans le plan d'embauche non seulement à cause des compressions budgétaires, mais aussi parce qu'il ne disposait d'aucun moyen pour obliger les employeurs à poser des gestes concrets face à l'embauche de personnes handicapées. Un consensus s'est dégagé au sein de tous les intervenants à savoir que le plan d'embauche n'a pas produit les résultats escomptés.

Le sondage réalisé à l'automne 1997 par Le Groupe Léger & Léger inc., à la demande de l'Office, confirme l'échec des mesures incitatives utilisées auprès des employeurs ayant un personnel de cinquante salariés ou plus. Les personnes handicapées ne constituent que 0,5 % des travailleurs et travailleuses qui oeuvrent dans ces entreprises alors qu'elles représentent 6,3 % de l'ensemble des personnes aptes au travail de 15 à 64 ans. Pour l'ensemble de ces entreprises, la moyenne est de 190 employés, dont moins de deux sont handicapés (1,5).

C'est pourquoi l'Office a élaboré, de concert avec le milieu associatif représentant les personnes handicapées, une proposition s'inscrivant dans la réforme du secteur de l'emploi adoptée par le gouvernement en 1997 par la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001) et les structures qui en découlent (Emploi-Québec, centres régionaux et locaux d'emploi, etc.)

En résumé, l'Office recommande que l'intégration en emploi des personnes handicapées devienne un objectif de société assorti d'objectif de résultat, soit l'atteinte à l'intérieur d'un délai de cinq ans, d'un taux d'activités professionnelles des personnes handicapées (46,5 %) égal à celui des personnes non handicapées (78 %). L'Office considère que le ministre responsable de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail* et la Commission des partenaires du marché du travail doivent être les maîtres d'œuvre des moyens devant être mis en place pour atteindre l'objectif ci-haut mentionné. Les propositions de l'Office relativement à l'emploi des personnes handicapées sont incluses dans la dernière version du projet de modifications de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées*.

2002-03-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 120

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Programme de services d'apprentissage aux habitudes de travail du ministère de la Santé et des Services sociaux :

- a) nombre de personnes inscrites au 31 mars 2001 et 2002;
- b) nombre de personnes en attente d'une place au 31 mars 2000, au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002.

Question 120

**NOMBRE DE PERSONNES INSCRITES ET EN ATTENTE
DANS LES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE AUX HABITUDES
DE TRAVAIL (SAHT)**

Région	Nom	Nombre d'inscriptions 2001 - 2002	Nombre en liste d'attente au 31 mars 2002
01	Bas-Saint-Laurent	578	9
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	337	4
03	Québec	1 478	53
04	Mauricie-Centre-du-Québec	1 086	17
05	Estrie	600	87
06	Montréal-Centre	1 441	105
07	Outaouais	n.d.	n.d.
08	Abitibi-Témiscamingue	148	18
09	Côte-Nord	113	0
10	Nord-du-Québec	4	1
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	527	0
12	Chaudière-Appalaches	1 059	22
13	Laval ¹	0	0
14	Lanaudière	576	13
15	Laurentides	222	3
16	Montréal	1 773	104

1: Il n'y a plus de SAHT dans notre région.

Tableau-réponse Q120.xls

Avril 2002.

121. Programme d'adaptation de domiciles :

- c) nombre de dossiers en attente au 31 mars 2002 ;**
- d) durée moyenne des délais d'attente au 31 mars 1999, 2000 et 2001 et 2002 ;**
- e) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001 ;**
- f) budget consenti et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001.**

CETTE QUESTION EST RÉFÉRÉE À LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ).

122. Programme du transport adapté :

- a) ventilation des budgets au 31 mars 2002 et prévision pour 2002-2003, par régions et par organismes de transport adapté;**
- b) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001 ;**
- c) nombre de personnes en attente de services au 31 mars 2000, 31 mars 2001 et 31 mars 2002 ;**
- d) durée moyenne des délais d'attente, par régions, au 31 mars 2000, 2001 et 2002.**

CETTE QUESTION EST RÉFÉRÉE AU MINISTÈRE DU TRANSPORT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 123

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Programme des aides visuelles de la Régie de l'assurance maladie du Québec :

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2002 et prévision pour 2002-2003;
- b) nombre de demandes faites pour un support technologique, incluant les cannes blanches;
- c) nombre de demandes en attente pour ces services au 31 mars 2002;
- d) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

QUESTIONS PARTICULIÈRES OPHQ

123. Programme des aides visuelles de la Régie de l'assurance maladie du Québec :

a) Ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2002 et prévision pour 2002-2003 (en dollars)

<u>Type d'aide:</u>	<u>2000-2001 *</u>	<u>2001-2002 **</u>
- aides à la lecture	1 300 000 \$	1 354 700 \$
- télévisionneuses	757 000	614 700
- aides à l'écriture	64 000	58 400
- aides à la mobilité	10 000	13 400
- cannes blanches	44 000	43 700
- aides informatiques	1 779 000	1 446 000
- entretien chien guide	189 000	191 100
	<u>4 143 000 \$</u>	<u>3 722 000 \$</u>

* Correspond aux états financiers de la RAMQ.
Les crédits autorisés étaient de l'ordre de 3,8 M\$ pour l'exercice 2000-2001.

* Les crédits autorisés sont de l'ordre de 4,8 M\$ pour l'exercice 2001-2002.
La dépense probable est évaluée à près de 3,7 M\$.

Pour l'exercice financier 2002-2003, les crédits autorisés sont de l'ordre de 4,8 M\$.

b) Nombre de demandes faites pour un support technologique incluant les cannes blanches;

<u>Type d'aide:</u>	<u>2000-2001</u>	<u>2001-2002</u>
- aides à la lecture	16 800 d.	17 000 d.
- télévisionneuses	900	900
- aides à l'écriture	300	200
- aides à la mobilité	100	100
- cannes blanches	2 800	2 700
- aides informatiques	2 300	1 900
	<u>23 200 d.</u>	<u>22 800 d.</u>

c) Nombre de demandes en attente pour ces services au 31 mars 2002;

Il n'y a aucune attente pour la personne assurée à la RAMQ puisque la Régie rembourse les établissements après que le service ait été rendu.

d) Comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.
Voir les éléments ci-dessus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 124

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Plan ministériel de désinstitutionnalisation pour les foyers ou les centres de réadaptation :

- a) nombre de lits fermés au 31 mars 2002 en comparaison au 31 mars 2001;
- b) prévision des fermetures en 2002-2003.

QUESTION NO 124

PLAN DE DÉSINSTITUTION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE

RÉGIONS	NOMBRE DE LITS FERMÉS EN 2001-2002		PRÉVISION DE FERMETURES 2002- 2003
	Nombre d'établissements	Déficiences intellectuelle	Déficiences intellectuelles
01	1	0	28
02	-	-	-
03	2	17	50
04	1	132	121
05	-	-	-
06	1	107	247
07	-	-	-
08	-	-	En élaboration
09	-	-	-
10	-	-	-
11	-	-	-
12	-	-	-
13	-	-	-
14	-	-	-
15	2	0	79
16	-	-	-

Source : Planification régionale 01-04-06-15 (en partie)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 125

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Programme d'aides techniques (appareils suppléant à une déficience physique) :

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- b) ventilation du budget alloué uniquement au volet « fauteuils roulants » au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002;
- c) détail du nombre de demandes reçues pour ces programmes;
- d) détail du nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- e) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001;
- f) liste des principaux fournisseurs de services (réparation et entretien), qui ont un lien contractuel avec la RAMQ pour le volet « fauteuils roulants » et budget consenti à chacun au 31 mars 2002;
- g) budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants », au 31 mars 2002;
- h) prévision du budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants » pour l'année financière 2002-2003;
- i) nombre de demandes reçues pour ce programme;
- j) nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- k) comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

125. Programme d'aides techniques (appareils suppléant à une déficience physique) :

a) Ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002;

Type d'aide:	1999-2000 *	2000-2001 *	2001-2002 **
Volet « fauteuils roulants » :			
- fauteuils roulants à propulsion manuelle	10 169 500 \$	11 340 000 \$	12 041 400 \$
- fauteuils roulants à propulsion motorisée	8 617 700	10 587 000	11 369 300
- bases de positionnement	1 579 900	1 674 000	1 853 300
- aides techniques à la posture	6 313 700	6 817 000	7 246 000
- autres aides à la locomotion	<u>335 000</u>	<u>316 000</u>	<u>365 500</u>
sous-total	27 015 800	30 734 000	32 875 500
Autres types d'aide :			
- supports aux membres supérieurs	135 900	152 000	122 800
- orthèses / prothèses	<u>18 155 800</u>	<u>19 450 000</u>	<u>20 113 600</u>
sous-total	18 291 700	19 602 000	20 236 400
	<u>45 307 500 \$</u>	<u>50 336 000 \$</u>	<u>53 111 900 \$</u>

* Correspond aux états financiers de la RAMQ.

** Les crédits autorisés étaient de l'ordre de 52,6 M\$ pour l'exercice 2001-2002.
La dépense probable est de l'ordre de 53,1 M\$.

Les crédits autorisés sont de l'ordre de 58,5 M\$ pour 2002-2003.

b) Ventilation du budget alloué uniquement au volet « fauteuils roulants » au 31 mars 2001 et au 31 mars 2002;

Voir l'élément a) ci-dessus.

c) Détail du nombre de demandes reçues pour ces programmes (achat, remplacement, réparation);

<u>Type d'aide</u>	<u>2000-2001</u>	<u>2001-2002</u>
Fauteuils roulants à propulsion manuelle	24 600	26 700
Fauteuils roulants à propulsion motorisée	17 300	18 600
Bases de positionnement	3 000	3 900
Autres aides à la locomotion	700	800
Aides techniques à la posture	8 400	8 700
Supports aux membres supérieurs	500	600
Orthèses / Prothèses	<u>60 700</u>	<u>64 400</u>
	<u>115 200 d.</u>	<u>123 700 d.</u>

d) Détail du nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par région;

La plupart des demandes sont effectuées à la RAMQ après que les clients aient pris possession de leur(s) aide(s).

Pour l'étude de certains cas plus complexes, les établissements acheminent une demande d'autorisation préalable à la RAMQ. Celle-ci est faite avant l'attribution de l'aide. Ces demandes sont traitées par la RAMQ dans un délai moyen de 15 jours.

Il n'y a aucun cas en attente de traitement.

e) Comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2000 et 2001;

Voir les éléments ci-dessus.

- f) Liste des principaux fournisseurs de services (réparation et entretien), ayant un lien contractuel avec la RAMQ pour le volet « fauteuils roulants » et budget consenti à chacun au 31 mars 2002;

<u>Fournisseur de services</u>	<u>Sommes remboursées 2001-2002</u>
Institut de réadaptation en déficience physique de Québec	1 938 600 \$
Carrefour de santé de Jonquière	270 900
Institut de réadaptation de Montréal	1 068 800
Centre de réadaptation Lucie Bruneau	2 693 200
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	17 200
Centre de réadaptation La Maison	159 400
Centre d'adaptation et de réadaptation La Ressource	308 500
Hôpital Marie-Enfant	321 000
Centre de réadaptation Le Bouclier	668 300
Centre de réadaptation Constance-Lethbridge	448 100
Centre de réadaptation de l'Estrie Inc.	798 200
Centre de réadaptation de l'Interval	381 700
Centre Montérégien de Réadaptation	124 200
	<u>9 198 100 \$</u>

- g) Budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants », au 31 mars 2002;

La RAMQ a signé une entente formelle avec douze établissements de réadaptation en déficience physique pour conduire un projet portant sur la valorisation des aides à la locomotion notamment des fauteuils roulants et des bases roulantes.

Ce projet de collaboration avec les établissements a débuté le 15 juin 2000. Au 28 février 2002, la Régie a payé 610 470 \$ pour la récupération de 6 783 appareils de locomotion. De ce nombre, 4 960 appareils seront remis en état incessamment pour une réattribution éventuelle. Pour la période couverte entre le 15 juin 2000 et le 28 février 2002, la Régie a payé 676 520 \$ pour la remise en état de 1 823 appareils répertoriés parmi les fauteuils à propulsion manuelle et à propulsion motorisée ainsi que les bases roulantes, permettant des économies brutes de l'ordre de 3 528 400 \$ et de 3 364 300 \$ nettes. Les économies nettes sont de l'ordre de 80 % si ces appareils avaient été acquis neufs.

- h) Prévision du budget alloué au volet « revalorisation des fauteuils roulants » pour l'année financière 2002-2003;

Au cours du prochain exercice financier, la Régie devrait être en mesure de valoriser environ 1 300 appareils pour des économies anticipées de l'ordre de 2,5 M\$.

Soulignons que les coûts de valorisation des aides techniques sont assumés à même les budgets prévus au programme des appareils suppléant à une déficience physique et les économies générées devraient être conservées pour faire face à l'augmentation de la clientèle.

- i) Nombre de demandes reçues pour ce programme;

Voir l'élément c) ci-dessus.

j) Nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par région;

Voir l'élément d) ci-dessus.

k) Comparaison avec la situation qui prévalait au 31 mars 2001.

Voir les éléments c) et d) ci-dessus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 126

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Budget alloué pour la pose d'implants cochléaires :

- a) nombre de demandes reçues pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002;
- b) nombre de demandes en attente au 31 mars 2002 et par régions;
- c) nombre de demandes refusées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002;
- d) nombre de demandes acceptées pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

QUESTION 126

IMPLANTS COCHLÉAIRES

A. C. NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET REFUSÉES	Ces demandes ne sont pas comptabilisées
--	---

B. NOMBRE DE DEMANDES EN ATTENTE	Mars 2001	Mars 2002
TOTAL	115	131

Les demandes comptabilisées sont celles dont les coûts sont assumés par le budget du réseau de la santé et des services sociaux.

D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES	2000-2001	2001-2002
	55	59

Source : CHUQ, mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 127

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Budget accordé pour la réparation des aides auditives pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

127. Budget accordé pour la réparation des aides auditives pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002

1999-2000	170 000 \$
2000-2001	185 000 \$
2001-2002	365 000 \$

La réassurance de la réparation des aides auditives pour toute la clientèle est en vigueur depuis le 20 décembre 2001. De 1997 au 19 décembre 2001, la réparation était prévue pour la clientèle de 19 ans et moins.

La projection annuelle de la réparation des aides auditives est de 1,6 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Réponses aux questions particulières -

QUESTION NO 128

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Programme d'allocation directe :

- a) ventilation détaillée du budget du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002, par régions;
- b) nombre de bénéficiaires du programme au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- c) nombre de demandes en attente de services au 31 mars 2000, 2001 et 2002;
- d) prévision du budget alloué pour 2002-2003, par régions et bilan de la mise en place de ce programme;
- e) nombre de bénéficiaires et d'employés inscrits au service de paie du programme « Chèque emploi-service » à l'institution financière responsable de la gestion de ces paies, au 31 mars 2000, 2001 et 2002.

QUESTION 128 A

ALLOCATION DIRECTE SERVICES D'AIDE À DOMICILE En \$

RÉGIONS	2000-2001	2001-2002
01	1 509 465	1 885 661
02	1 168 726	1 313 515
03	2 684 336	3 199 982
04	3 325 819	3 641 362
05	880 729	935 157
06	3 292 259	4 352 283
07	1 287 996	1 517 494
08	695 394	651 718
09	838 181	1 156 184
10	156 579	285 449
11	1 394 034	1 545 887
12	389 743	413 677
13	365 238	594 589
14	2 186 657	2 716 187
15	1 667 878	2 120 758
16	5 364 706	6 321 310

- Les données ont été fournies par le Centre de traitement du chèque emploi-service (CTCES). Elles ne couvrent que la partie des dépenses qui ont transigé par le CTCES alors que les établissements ont versé certaines allocations autrement notamment lorsque les usagers et usagères se procurent les services auprès d'une agence ou d'une entreprise d'économie sociale.
- ** Estimation des dépenses faites à partir des données sommaires transmises par le CTCES pour l'exercice 2001-2002.

QUESTION 128 B

ALLOCATION DIRECTE - SERVICES D'AIDE À DOMICILE

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES AU 9 MARS 2002 : 5 505*

- Données sommaires transmises par le CTCES en date du 9 mars 2002.
-

NOTE : Au 28 février 2002, on dénombrait quelques 2 758 personnes inscrites au programme allocation directe qui reçoivent leurs services d'aide domestique par l'intermédiaire d'entreprises d'économie sociale. Elles sont admissibles au programme d'exonération financière dans le secteur de l'aide domestique (PEFSAD). Elles s'ajoutent à celles qui reçoivent les services payés via le chèque emploi-service.

QUESTION 128 C

ALLOCATION DIRECTE - SERVICES D'AIDE À DOMICILE

- Les données ne sont pas disponibles.

QUESTION 128 D

- Les prévisions de l'exercice 2002-2003 ne sont pas disponibles.

QUESTION 128 E

ALLOCATION DIRECTE - SERVICES D'AIDE À DOMICILE

CHÈQUE EMPLOI-SERVICE			
	31 mars 2000	31 mars 2001	31 mars 2002*
Nombre de bénéficiaires inscrits	5 889	5 709	5 505
Nombre d'employés inscrits	9 091	9 074	8 153

* Données sommaires transmises par le CTCES au 9 mars 2002. Il s'agit des dossiers actifs.